

47	28/06/2021	BE 0403.150.410	98	USD		
NAT.	Date du dépôt	N°	P.	D.	21249.00531	CONSO 1.1

NAT.	Date du dépôt	N° 0403.150.410	P.	U.	D.	C-cap 1
------	---------------	-----------------	----	----	----	---------

**COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À
DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS
ET DES ASSOCIATIONS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION: **Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques**

Forme juridique: **SC**

Adresse: **Avenue des Olympiades**

N°: **2**

Code postal: **1140**

Commune: **Evere**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de **Bruxelles, néerlandophone**

Adresse Internet: ¹

Numéro d'entreprise **0403.150.410**

DATE **29-07-15** de dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes
constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN USD (2 décimales)** ²

approuvés par l'assemblée générale du **16-06-21**

et relatifs à l'exercice couvrant la période du **01-01-20** au **31-12-20**

Exercice précédent du **01-01-19** au **31-12-19**

Les montants relatifs à l'exercice précédent ~~sont~~ / ne sont pas ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: **1**
objet:

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans

Signature
(nom et qualité)

Signature
(nom et qualité)

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

Groupe SITA

Rapport annuel sur les états financiers

31 décembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

PERFORMANCES FINANCIÈRES	4
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ.....	11
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	12
ETAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE - ACTIFS	13
ETAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE - PASSIFS	14
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	15
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	16
ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	17
1. INFORMATION GÉNÉRALE.....	17
2. APERÇU DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	20
3. CHIFFRE D’AFFAIRES	38
4. AVANTAGES DU PERSONNEL.....	39
5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES	40
6. PRODUITS ET CHARGES FINANCIÈRES	41
7. IMPÔTS SUR LE REVENU	41
8. GOODWILL	43
9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	45
10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	47
11. ACTIFS ET PASSIFS LIÉS AUX CONTRATS AVEC LES CLIENTS	48
12. AUTRES ACTIFS FINANCIERS	49
13. IMPÔTS DIFFÉRÉS	50
14. STOCKS	51
15. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES.....	51
16. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	54

<u>17. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE.....</u>	<u>55</u>
<u>18. CAPITAUX PROPRES.....</u>	<u>55</u>
<u>19. PENSIONS ET PROVISIONS POUR RETRAITE</u>	<u>57</u>
<u>20. PROVISIONS</u>	<u>64</u>
<u>21. FONDS DES MEMBRES</u>	<u>66</u>
<u>22. AUTRES DETTES</u>	<u>67</u>
<u>23. DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES.....</u>	<u>67</u>
<u>24. EMPRUNTS.....</u>	<u>68</u>
<u>25. CONTRATS DE LOCATION</u>	<u>68</u>
<u>26. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS</u>	<u>69</u>
<u>27. ACQUISITIONS DE FILIALES.....</u>	<u>80</u>
<u>28. ACTIVITÉS “PASSENGER SERVICES”</u>	<u>80</u>
<u>29. ENGAGEMENTS ET CONTINGENCES</u>	<u>82</u>
<u>30. RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS.....</u>	<u>83</u>
<u>31. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES.....</u>	<u>84</u>
<u>32. HONORAIRES D’AUDIT ET AUTRES PRESTATIONS.....</u>	<u>84</u>
<u>33. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE</u>	<u>85</u>
<u>34. FILIALES ET PARTICIPATIONS.....</u>	<u>86</u>
<u>DÉTAILS DES FILIALES NON ENTIÈREMENT DÉTENUES AVEC DES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE</u>	<u>88</u>
<u>RAPPORT DU COMMISSAIRE INDÉPENDANT</u>	<u>90</u>
<u>BUREAUX MONDIAUX.....</u>	<u>91</u>

PERFORMANCES FINANCIÈRES

(Conformément à l'article 3:32 du Code des Sociétés belge)

La Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques (ci-après « SITA SC » ou la « Société ») est une société coopérative située 2 Avenue des Olympiades, à Bruxelles, Belgique. Fondée en 1949, SITA SC fournit des services non lucratifs de réseau à ses membres qui appartiennent à la communauté des transports aériens. SITA N.V., filiale de la Société, fournit des services intégrés d'information, d'infrastructure et de télécommunication aux aéroports, aux gouvernements et aux compagnies aériennes.

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 englobent la Société et ses filiales, conjointement désignées dans le présent document par « le Groupe » ainsi que les participations que la Société détient dans des entreprises associées et coentreprises.

Vue d'ensemble

- Chiffre d'affaires : 1,339 milliards USD, en recul de 27% (2019 : 1,826 milliards USD)
- Marge brute : 198,0 millions USD (2019 : 375,1 millions USD)
- Marge nette : -69,1 millions USD (2019 : 89,8 millions USD)

Chiffre d'affaires

Au cours de l'année 2020, l'impact de la pandémie COVID-19 sur l'industrie du transport aérien a évolué d'un brusque ralentissement à court terme vers une crise à plus long terme. En témoigne l'aggravation des projections annuelles de l'IATA, qui sont passées d'une réduction initiale de 24 % du nombre de passagers embarqués en mars 2020 à une diminution de 60 % à la fin de l'année. Selon les chiffres de SITA, la décroissance du trafic aérien mondial à la semaine 52, s'est établie à -44% sur un an.

Alors que nous clôturons l'année 2020, la crise du coronavirus continue de remodeler l'industrie du transport aérien, de tester la solidité financière de ses principaux acteurs et poussent les compagnies aériennes, les aéroports et les gouvernements à adopter de nouvelles mesures de contrôle de la santé, tout en mettant davantage l'accent sur la rentabilité et l'efficacité opérationnelles.

La direction du Groupe a commencé à élaborer des scénarios et des plans d'urgence en même temps que la pandémie COVID-19 s'étendait à l'échelle internationale. Au début du deuxième trimestre 2020, SITA a mis en place un groupe de travail dédié pour suivre en permanence l'évolution de la crise sanitaire et atténuer ses impacts sur les revenus, les marges et la liquidité.

En ligne avec ses prévisions révisées, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 1,339 milliard USD, en baisse de 27% par rapport au chiffre d'affaires 2019 (1,826 milliard USD), une performance notable en comparaison avec les principaux indicateurs de l'industrie. La pandémie a touché toutes les zones géographiques dans lesquelles SITA opère, avec un impact sur le chiffre d'affaires de -16% dans les Amériques à -35% au Moyen-Orient, en Inde et en Afrique.

La pandémie a eu une incidence tant sur le chiffre d'affaires de notre activité connectivité que de notre activité applications. L'activité connectivité a représenté 47% de notre chiffre d'affaires en 2020 (contre 46% en 2019), tout en diminuant globalement de 22%. Dans le même temps, notre activité applications a diminué de 25 %.

En tant que partenaire stratégique de l'industrie du transport aérien, le Groupe a soutenu ses clients en contribuant à leurs nouvelles priorités : la sécurité et la santé ainsi que la réduction des coûts et l'efficacité opérationnelle. SITA

a livré 43 projets à des clients à travers le monde au cours des trois premiers mois de confinement (mars à mai 2020) et a développé des solutions adaptées aux nouveaux besoins de l'industrie (par exemple, le traitement sans contact des passagers et des bagages, des passeports de santé électroniques pour les voyages et les opérations aéroportuaires à distance). Ces initiatives doivent permettre aux aéroports et compagnies aériennes de reprendre leurs vols en toute sécurité.

Marges

Confronté à des conditions commerciales difficiles en 2020, suite à l'effondrement de l'industrie du transport aérien, le Groupe a affiché une marge avant impôts de -43,6 millions USD (2019 : 138,3 millions USD), en baisse de 181,9 millions USD par rapport à 2019.

Les plans d'urgence établis en avril 2020 au début de la crise, et leur mise en œuvre effective tout au long de l'année, ont permis au Groupe d'atténuer partiellement l'effet de la pandémie sur nos performances.

Plus précisément, des plans de contrôle des coûts ont été mis en œuvre dès le début, y compris un examen tactique de toutes les dépenses externes et des mesures exceptionnelles telles que le chômage partiel, le recours à des congés payés et non payés et des réductions salariales et de bonus pour les équipes de direction et de gestion. D'autres réductions de dépenses telles que les frais de déplacement, de loyers et de marketing ont également contribué au contrôle des coûts.

La durée et l'ampleur de l'épidémie de coronavirus ont obligé le Groupe à mettre en œuvre d'autres mesures structurelles pour remodeler son organisation en réduisant les effectifs (y compris les salariés, les consultants et les contractants) en fonction du niveau d'activité. Pour 2020, le Groupe a engagé des coûts de restructuration de 34 millions USD (28 millions USD en 2019).

Alors que la pandémie COVID-19 continuait de réduire les volumes de voyages à travers le monde, la direction de SITA a procédé à un examen approfondi de son portefeuille de produits et de sa pertinence pour le marché. Compte tenu des perspectives économiques actuelles, cela a conduit à la reconnaissance de pertes liées à la dépréciation de goodwill et d'actifs de notre portefeuille SITA at Airports & Borders (24,0 millions USD).

En outre, confronté à des risques de solvabilité plus élevés de la part de ses clients, le Groupe a reconnu une provision supplémentaire de 26,7 millions USD pour couvrir les pertes de crédit attendues alors que plusieurs de nos clients ont déposé le bilan ou demandé la protection de leurs gouvernements (Chapter 11).

La marge a toutefois été positivement impactée par des plus-values exceptionnelles réalisées sur des ventes d'actifs pour un montant total de 26,6 millions USD et des éléments exceptionnels, résultant de négociations fructueuses avec nos partenaires, qui ont permis de réduire les pertes découlant de la liquidation de notre activité Passenger Services (impact positif de 14,8 millions USD provenant de reprises de provisions).

Trésorerie et dépenses en capital

Fin 2020, la trésorerie du Groupe s'élevait à 406,2 millions USD, en baisse de 54,0 millions USD par rapport au début de l'année (460,2 millions USD en 2019).

Tout au long de l'année 2020, le Groupe s'est efforcé de maintenir une position de liquidité solide face à un environnement défavorable. SITA a notamment négocié avec ses partenaires bancaires pour sécuriser et étendre les facilités de crédit du Groupe, augmentant ses facilités avec certains partenaires tandis que d'autres partenariats ont pris fin (le total des lignes de crédit mises à la disposition du Groupe représentait 345 millions USD à la fin de 2020). Aucune de ces facilités de crédit n'a été utilisée au cours de l'année 2020. Le Groupe a également bénéficié

de prêts gouvernementaux en Espagne et en Suisse pour 3,9 millions USD. À la fin de 2020, SITA n'avait pas d'autres dettes bancaires.

En ligne avec la réduction de son activité, le Groupe a généré des flux de trésorerie opérationnels de 23,4 millions USD (2019 : 179,1 millions USD).

SITA a connu un niveau d'activité et de facturation plus élevé au cours des deux derniers mois de 2019, ce qui a eu un impact positif sur le fonds de roulement début 2020. Le Groupe a également bénéficié de remboursements d'impôts de 17,5 millions USD ainsi que d'une baisse de l'impôt sur les sociétés.

La trésorerie nette utilisée dans les activités d'investissement s'est élevée à 65,2 millions USD (122,5 millions USD en 2019).

Alors que la crise sanitaire redéfinit les besoins de l'industrie du transport aérien, SITA continue de renforcer ses activités existantes afin de mieux répondre aux nouvelles attentes de l'industrie pour fournir un voyage sûr et sans friction pour les passagers, en déployant des plateformes de nouvelle génération pour les futures opérations et en transformant notre portefeuille de produits. Au cours de l'exercice, dans le cadre d'efforts de conservation de la trésorerie, le Groupe a revu la priorité de ses investissements, tout en supportant le développement d'investissements incorporels et corporels par le biais de programmes stratégiques et de projets générateurs de revenus. Cet investissement s'est élevé à 98,8 millions USD, soit 7,3 % de nos revenus (2019 : 114,2 millions USD, 6,3 % de nos revenus).

En 2020, le Groupe a reconnu 75,9 millions USD (88,1 millions USD en 2019) de dépenses liées à la recherche et au développement (dépenses relatives à la conception et à l'essai de produits nouveaux ou l'amélioration de produits existants), dont 53,2 millions USD ont été capitalisés (61,6 millions USD en 2019). Malgré des conditions défavorables, SITA a continué de mettre l'accent sur l'innovation avec 67 brevets supplémentaires enregistrés en 2020, ce qui a conduit à un nombre total de 368 brevets détenus par le Groupe (2019 : 301 brevets).

La position de trésorerie du Groupe a également été soutenue par la réalisation de gains exceptionnels de 26,6 millions USD sur des actifs non stratégiques détenus de longue date.

Bilan

Les capitaux propres du Groupe ont diminué de 67,7 millions USD pour s'établir à 237,4 millions USD, ce qui témoigne de la résistance de notre activité au cours de la dernière année.

Le total de l'actif s'élève à 1.274 millions USD, en baisse de 247,9 millions USD par rapport à 2019. La baisse du volume d'activité a entraîné une diminution de nos échanges commerciaux et de nos créances et une augmentation des provisions prises pour tenir compte des pertes de crédit attendues de nos clients. La diminution des actifs s'explique également par la décision de réduire la valeur du goodwill de 12,2 millions USD lié à l'acquisition de Workbridge en 2010 et à la dépréciation de 11,8 millions USD de nos produits « SITA at Airports & Borders ». Compte tenu des perspectives économiques actuelles de l'industrie, les bénéfices attendus de ces actifs ont été jugés insuffisants pour garantir le recouvrement complet des investissements de SITA.

En excluant ces impacts, les actifs incorporels sont restés stables, nos investissements continus dans le développement de produits et services novateurs ayant compensé la dépréciation des actifs précédemment capitalisés.

Le total du passif a également diminué de 180,2 millions USD. Une grande partie de cette diminution est liée à la réduction des paiements aux fournisseurs et aux employés, en ligne avec la réduction de notre activité et les différentes mesures prises pour contenir les coûts du personnel (congrés payés et non payés, réductions des primes et du personnel).

Gestion des risques

Les risques font partie de notre activité quotidienne, exigeant ainsi de la part de SITA qu'ils soient identifiés et contrôlés. La Société met en place des mesures, des procédures et des lignes directrices pour couvrir une ou plusieurs zones de risque.

Citons, à titre d'exemple, les politiques et procédures internes, des structures organisationnelles définies avec des délégations de pouvoir appropriées et des systèmes et directives de communication claires.

Dans le cadre de la gestion continue des risques de SITA, notre département d'audit interne et de gestion des risques a développé une structure de gestion des risques de l'entreprise afin d'identifier et de mesurer les risques pouvant impacter nos objectifs stratégiques. Cette structure inclut le développement, l'implémentation et un suivi efficace des stratégies mises en place en réponse aux risques identifiés.

Notre structure de gestion des risques est un outil essentiel pour la prise de décisions et pour l'élaboration des plans annuels d'audit interne.

La structure de gestion des risques est intégrée dans la gouvernance de SITA : elle est discutée et mise à jour trimestriellement au niveau de la direction afin de mesurer l'évolution de l'environnement de risques compte tenu des politiques mises en place.

Cette année, en particulier, alors que la pandémie COVID-19 mettait à l'épreuve la résistance financière et opérationnelle de SITA, la structure de gestion des risques de l'entreprise a conduit à une identification rapide des principaux domaines à risque et a permis à la direction du Groupe d'évaluer l'efficacité des plans mis en œuvre en réponse.

Cette structure mène également à la mise en place de nouvelles mesures de diminution du risque rendues nécessaires par l'évolution de l'environnement interne et/ou externe et des facteurs de risque. Bien que les risques liés à la pandémie COVID-19 aient été au cœur des préoccupations de la société en 2020, les risques technologiques et de cyber-security représentent un élément fondamental de la gestion des risques de l'entreprise. Ces risques sont restés un point d'attention clé pour la direction du Groupe SITA.

A côté de la structure des risques de l'entreprise, SITA a également développé des politiques spécifiques pour les risques financiers qui peuvent se matérialiser dans le déroulement normal de ses activités.

Le risque de change est géré en conformité avec la Politique de Gestion des Risques Financiers. Des opérations à terme de devises sont utilisées pour couvrir les transactions futures en plus de la couverture naturelle des flux de trésorerie en devises étrangères.

SITA est exposée au risque de crédit par le biais de ses investissements en actions, ses créances commerciales, sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie ainsi que ses produits dérivés sur devises.

Le Groupe gère ce risque en exigeant un niveau minimum de qualité de crédit pour ses instruments financiers. Les risques relatifs à la solvabilité des clients sont gérés en évaluant la solidité financière des nouveaux clients grâce à des vérifications de crédit et l'utilisation de l'IATA Clearing House.

De plus, le risque de crédit clients pour SITA est réparti sur un grand nombre de clients présents dans différentes régions géographiques. L'exposition nette par client est limitée à cinq pour cent du montant des dettes commerciales à un moment donné et la recouvrabilité des créances les plus importantes est analysée en continu sur la base d'un système interne de notation de crédit. Grâce à de solides procédures de contrôle financier, le Groupe peut rapidement identifier les problèmes potentiels de livraison ou de paiement et ainsi prendre des mesures adéquates afin de limiter le risque de contrepartie.

Le risque de liquidité est géré par la conservation de réserves adéquates : facilités bancaires et lignes de crédit. Les prévisions et flux de trésorerie réels, les échéances prévues des actifs et passifs financiers ainsi que la solvabilité des contreparties avec lesquelles des accords financiers ont été conclus, sont suivis avec attention.

Enfin, la Société fournit ses services dans le monde entier, y compris dans des pays qui connaissent des tensions géopolitiques continues. Ces éléments combinés à des exigences de conformité en augmentation nécessitent une gestion des risques et un environnement de contrôle forts, de l'approbation des nouveaux accords contractuels jusqu'à la livraison finale et au paiement du client.

Les détails relatifs à la gestion des risques et aux instruments financiers figurent dans les états financiers à l'annexe 26.

Responsabilité sociale d'entreprise

A travers son engagement pour la responsabilité sociale d'entreprise (RSE), SITA veut créer un avenir durable pour ses employés, ses activités, ses communautés et l'industrie du transport aérien. Cet engagement inclut notre ambition Planet+ d'être une société certifiée neutre en carbone d'ici 2022.

Les principaux centres d'intérêt de SITA en ce qui concerne sa responsabilité sociale sont les suivants :

- Agir pour l'environnement : SITA a mis en place des programmes pour mesurer, réduire et compenser son impact environnemental dans le monde entier. Les données relatives à l'environnement sont recueillies sur 25 sites, sur lesquels travaillent 81 % de notre personnel.
De 2011 à 2019, nous avons réduit les émissions de nos activités de 41,3 % et l'intensité énergétique de 33 %. Aujourd'hui, 7 sites SITA sont certifiés ISO14001:2015 et 6 sites utilisent 100% d'énergie verte.
- S'engager pour la collectivité : Nous appuyons des communautés du monde entier par le biais de multiples programmes de RSE, des activités communautaires locales et un soutien aux organismes de bienfaisance, en organisant de journées de bénévolat pour les employés de SITA. Nos programmes d'éducation en Afrique et en Inde créent des opportunités pour les étudiants dans les universités et les écoles, en particulier à travers la création de plus de 80 nouveaux laboratoires informatiques.
- Des pratiques commerciales responsables : Les activités de SITA sont guidées par des principes et des pratiques fondamentaux, ainsi qu'un code de conduite destinés à s'assurer que nous demeurons une entreprise responsable, partout où nous opérons. Cet engagement se traduit par de multiples politiques, normes, gouvernance, formation et communications aux employés.
- Rendre l'aviation durable : Nous nous engageons à fournir des produits et des solutions et à collaborer avec l'industrie pour développer une aviation durable. Nos solutions peuvent aider les compagnies aériennes et les aéroports à réduire leur consommation de carburant et les émissions associées, avec des vols plus efficaces. En 2020, nous avons notamment conclu un partenariat avec Safety Line pour développer des solutions qui permettent une planification de vol efficace en utilisant moins de carburant. Cette initiative comprenait également le lancement d'eWAS Pilot afin de limiter les coûts liés à la perturbation des vols, ce qui permet de réaliser des économies de carburant.

Personnel & Diversité

Le Groupe SITA emploie plus de 5 000 personnes représentant 140 nationalités dans le monde entier. Ce sont nos employés qui réalisent en définitive notre stratégie. Dès le début de la pandémie COVID-19, SITA a fait de la santé et de la sécurité de ses employés une priorité absolue, que ses employés soient situés dans un bureau de SITA ou dans les aéroports. Les employés qui travaillent habituellement dans un bureau ont reçu le matériel et les logiciels ainsi que les instructions et le soutien nécessaires pour travailler à domicile, tandis que les employés des aéroports ont reçu des équipements de protection bien avant l'entrée en vigueur de lois locales.

Plus que jamais, compte tenu de l'impact transformationnel de la pandémie COVID-19 sur l'industrie du transport aérien, l'objectif de SITA est de continuer à former une main-d'œuvre agile et polyvalente. Des objectifs ambitieux en matière d'apprentissage et d'orientation professionnelle ont été fixés pour que le personnel se concentre sur son développement continu.

En conséquence, la proportion du personnel occupée dans les professions identifiées comme essentielles pour SITA est restée comparable à celle de l'an dernier à 39,2% (40,1% en 2019).

La diversité a toujours été une valeur fondamentale pour le Groupe. En tant qu'employeur "Equal Employment Opportunity (EEO)", nous nous opposons à toute discrimination pas et poursuivons une politique de diversité à travers nos équipes. Le Conseil d'Administration de SITA se compose actuellement de 12 membres, issus de 8 nationalités différentes, représentant ainsi la diversité des quatre régions que nous servons. Au 31 décembre 2020, les femmes représentaient un tiers du Conseil d'Administration et 25% du comité de direction.

Perspectives pour 2021

La pandémie COVID-19 a entraîné un ralentissement important de l'industrie du transport aérien en 2020, testant la résistance financière de nombreux acteurs du marché et remodelant le paysage concurrentiel. En 2021, cependant, il y a de fortes indications que cette année marquera le début de la reprise du marché. Et ce, malgré les incertitudes qui subsistent quant à la disponibilité des vaccins et à l'impact continu de la pandémie, avec les blocages qui s'ensuivent sur l'économie mondiale.

En 2020, l'équipe de direction de SITA s'est consacrée à consolider la situation financière du Groupe par le biais d'économies et de conservation de la trésorerie. L'équipe a également procédé à un examen stratégique de notre portefeuille de produits tout en investissant pour fournir des solutions novatrices afin de relever les nouveaux défis auxquels l'industrie est confrontée en raison de la pandémie COVID-19. En conséquence, le Groupe est bien positionné pour bénéficier de la reprise prévue pour 2021, même si le retour complet aux performances précédant la pandémie n'est pas attendu avant 2023.

En 2021, le Groupe poursuivra ses efforts pour rationaliser ses processus et réduire ses coûts tout en poursuivant sa transformation.

Le programme SimplySITA vise à simplifier la structure de SITA et à renforcer sa position en tant que fournisseur durable de produits et services informatiques connectés pour l'industrie du transport aérien, tout en répondant aux demandes en évolution du marché et aux défis des exigences mondiales en matière de conformité.

Une fois cette transformation achevée, toutes nos activités seront gérées dans une structure d'entreprise unique et robuste permettant à SITA d'embrasser pleinement son potentiel avec une agilité et une efficacité accrues.

Malgré l'impact dramatique de la pandémie COVID-19 sur l'industrie, SITA a conservé une position solide sur le marché et a développé son leadership et son expertise dans des domaines clés, tels que le voyage sans contact des passagers et les technologies frontalières. Cela soutiendra l'ambition de SITA de rester un partenaire stratégique de l'industrie dans les aéroports, aux frontières et à bord des avions.

En s'appuyant sur nos réalisations de 2020, l'équipe de direction de SITA concentrera ses efforts en 2021 sur quatre domaines principaux : prendre soin de notre personnel, rester un partenaire de confiance de l'industrie du transport aérien, construire une SITA durable et gagner des parts de marché rentables.

En ce qui concerne l'avenir, l'équipe de direction de SITA se concentre également sur le renforcement de la position du Groupe pour 2022 et au-delà, l'examen de partenariats et l'évaluation du potentiel des marchés adjacents, où les clients peuvent avoir des besoins et des attentes similaires à ceux de l'industrie du transport aérien.

Événements post-clôture

En février 2021, SITA, par l'intermédiaire de sa filiale SITA Passenger Service System (US) Inc., a été victime d'une cyberattaque, ce qui a mené à un incident de sécurité impliquant certaines données des passagers, stockées sur les serveurs SITA PSS (Passenger Service System).


Après confirmation de la gravité de l'incident de sécurité le 24 février, SITA a pris des mesures immédiates pour communiquer avec les clients touchés et toutes les organisations connexes.

Nous reconnaissons que la pandémie COVID-19 a augmenté les préoccupations concernant la sécurité et le vol de données personnelles alors même que les cybercriminels devenaient plus actifs et adoptaient des méthodes toujours plus sophistiquées. L'attaque dont SITA a été victime était extrêmement sophistiquée. SITA a agi rapidement en lançant directement des mesures de confinement ciblées. Cet incident fait toujours l'objet d'une enquête approfondie par l'équipe d'intervention de SITA avec le soutien d'experts externes en cybersécurité.

À ce stade, la Société continue d'évaluer la portée de cet incident et d'examiner avec toutes les parties prenantes son impact potentiel.


Nous prenons très au sérieux la sécurité des informations de nos clients, et nous engageons toutes les mesures nécessaires pour atténuer l'impact sur les clients qui ont été touchés par cet incident.

23 Mars 2021

DocuSigned by:

06D5332397CC4E8...

Omar Jefri

SITA Board Chair

DocuSigned by:

56747D16CAD642E...

Arasnipala Thattai Srinivasan

SITA Board Vice-Chair

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

	Annexe	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2019
Chiffre d'affaires	3	1.338.738	1.825.552
Coût des ventes		(1.140.721)	(1.450.475)
Marge brute		198.017	375.077
Frais de vente et de marketing ¹		(102.405)	(116.747)
Frais généraux et administratifs ¹		(85.010)	(99.373)
Autres produits et charges	5	(38.734)	(5.192)
Marge opérationnelle		(28.132)	153.765
Revenus financiers	6	4.037	7.568
Frais financiers	6	(19.471)	(23.039)
Marge avant impôts		(43.566)	138.294
Charges des impôts sur le revenu	7	(25.575)	(48.515)
Marge nette de l'exercice		(69.141)	89.779
Marge nette des activités poursuivies imputable :			
aux détenteurs d'actions de la Société		(28.746)	39.803
aux participations sans contrôle		(40.395)	49.976

¹ les charges sont principalement dues à des avantages du personnel (voir Annexe 4 et Annexe 19) et à des amortissements (voir Annexe 9, Annexe 10 et Annexe 25)

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

	Annexe	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2019
Marge nette de l'exercice		(69.141)	89.779
Autre résultat global			
Éléments qui ne seront pas reclassés ensuite en profits et pertes			
Nouveaux calculs de régimes à prestations définies	19	(17.445)	(34.286)
Effet lié à l'impôt sur les revenus		1.147	2.560
Nouveaux calculs de régimes à prestations définies, nets d'impôts		(16.298)	(31.726)
Changements de la juste valeur des instruments financiers	12	(190)	-
Effet lié à l'impôt sur les revenus		-	-
Changements de la juste valeur des instruments financiers, nets d'impôts		(190)	-
Éléments pouvant être reclassés en profits et en pertes			
Changements de la juste valeur des couvertures des flux de trésorerie	18	4.335	6.728
Effet lié à l'impôt sur les revenus		(826)	(1.463)
Changements de la juste valeur des couvertures des flux de trésorerie, nets d'impôts		3.509	5.265
Excédent à répartir non distribuable			
Évolution de l'excédent à répartir non distribuable	3,18	8.080	6.693
Correction de l'année précédente de l'excédent à répartir non distribuable		797	(179)
Total de l'évolution de l'excédent à répartir non distribuable		8.877	6.514
Écarts de change découlant de la conversion des opérations étrangères	18	6.742	(2.328)
Autre résultat global de l'exercice, net d'impôts		2.640	(22.275)
Résultat global total de l'exercice, net d'impôts imputable:		(66.501)	67.504
aux détenteurs d'actions de la Société		(31.028)	23.515
aux participations sans contrôle		(35.473)	43.989

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE - ACTIFS

Au 31 Décembre 2020.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

ACTIFS	Annexe	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles	9	189.507	203.536
Goodwill	8	63.866	72.239
Immobilisations corporelles	10	104.028	111.377
Droits d'usage liés aux contrats de location	25	51.436	69.144
Actifs liés aux contrats avec les clients	11	34.380	45.494
Autres actifs financiers	12	5.861	7.922
Actifs du régime de pension	19	22.203	18.785
Actifs d'impôts différés	13	40.747	33.237
		512.028	561.734
Actifs courants			
Actifs liés aux contrats avec les clients	11	42.358	55.147
Stocks	14	9.796	15.195
Créances commerciales et autres créances	15	283.273	408.505
Créances d'impôts	7	13.434	18.427
Instruments financiers dérivés	16	7.302	3.064
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	406.187	460.160
		762.350	960.498
TOTAL DES ACTIFS		1.274.378	1.522.232

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE - PASSIFS

Au 31 Décembre 2020.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	Annexe	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Capitaux propres	18		
Capital émis		42	41
Réserves		(78.384)	(47.375)
Intérêts minoritaires		315.714	352.405
Capitaux propres totaux		237.372	305.071
Passifs non courants			
Pensions et provisions pour retraite	19	159.791	140.887
Dettes d'impôts différées	13	9.646	9.950
Passifs liés aux contrats avec les clients	11	38.031	31.305
Fonds des membres	21	63.786	63.714
Emprunts	24	4.137	-
Autres dettes	22	15.062	17.536
Provisions	20	35.571	75.885
Passifs liés aux obligations locatives	25	40.287	54.080
		366.311	393.357
Passifs courants			
Fonds des membres	21	60.430	60.003
Passifs liés aux contrats avec les clients	11	55.909	86.461
Dettes commerciales et autres dettes	23	340.950	492.139
Emprunts	24	2.624	-
Impôts sur le revenu	7	105.244	93.658
Provisions	20	82.711	71.293
Passifs liés aux obligations locatives	25	22.810	20.135
Instruments financiers dérivés	16	17	115
		670.695	823.804
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		1.274.378	1.522.232

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

	Capital émis	Réserve de conversion	Résultats actuariels sur régimes à prestations définies	Réserve de couverture	Excédent à répartir non distribuable	Autres réserves	Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions de la société	Participation sans contrôle	Total capitaux propres
Solde au 1 janvier 2019	41	1.865	(59.010)	(1.443)	45.308	(57.697)	(70.936)	309.789	238.853
Marge nette	-	-	-	-	-	39.803	39.803	49.976	89.779
Autre résultat global	-	(752)	(24.912)	2.862	6.514	-	(16.288)	(5.987)	(22.275)
Total du résultat global	-	(752)	(24.912)	2.862	6.514	39.803	23.515	43.989	67.504
Dividende payé à des participations sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	(1.710)	(1.710)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	87	87	337	424
Solde au 31 décembre 2019	41	1.113	(83.922)	1.419	51.822	(17.807)	(47.334)	352.405	305.071
Marge nette	-	-	-	-	-	(28.746)	(28.746)	(40.395)	(69.141)
Autre résultat global	-	2.186	(15.497)	2.152	8.877	-	(2.282)	4.922	2.640
Total du résultat global	-	2.186	(15.497)	2.152	8.877	(28.746)	(31.028)	(35.473)	(66.501)
Dividende payé à des participations sans contrôle	-	-	-	-	-	-	-	(1.213)	(1.213)
Autres mouvements	1	-	(2)	(1)	-	22	20	(5)	15
Solde au 31 décembre 2020	42	3.299	(99.421)	3.570	60.699	(46.531)	(78.342)	315.714	237.372

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020.

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

	Annexe	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Flux de trésorerie des activités d'exploitation			
Marge nette de la période		(69.141)	89.779
Ajustements relatifs aux éléments non monétaires		157.029	156.573
Flux de trésorerie d'exploitation avant mouvements du capital d'exploitation		87.888	246.352
Baisse/(augmentation) des stocks	14	5.399	6.793
(Augmentation)/baisse des créances commerciales & autres, nette des éléments non monétaires	15	137.554	(20.939)
Augmentation/(baisse) des dettes commerciales & autres, nette des éléments non monétaires	23	(186.552)	6.662
Trésorerie nette des opérations		44.289	238.868
Intérêts payés	6	(4.061)	(6.165)
Impôts sur le revenu payés		(16.802)	(53.639)
Trésorerie nette des activités d'exploitation		23.426	179.064
Flux de trésorerie résultant des activités d'investissement			
Intérêts reçus	6	6.614	5.550
Achat d'immobilisations corporelles	10	(35.680)	(43.775)
Achat d'immobilisations incorporelles	9	(63.090)	(70.456)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	9, 10	26.791	6.918
Autres produits de cession		1.853	-
Acquisition de filiales et d'entreprises associées	27	(556)	(19.246)
Deferred acquisition payments	27	(1.150)	(1.470)
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement		(65.218)	(122.479)
Flux de trésorerie des activités de financement			
Évolution des fonds des membres, nette des éléments non monétaires	21	518	(20.746)
Dividende payé à des participations sans contrôle		(1.213)	(2.084)
Augmentation/(Baisse) des emprunts	24	6.761	-
Augmentation/(Baisse) des obligations relevant des obligations de location-financement	25	(21.343)	(22.869)
Trésorerie nette (utilisée dans le cadre des)/fournies par les activités de financement		(15.277)	(45.699)
Augmentation/(baisse) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(57.069)	10.886
Différences de change relatives à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie		3.096	(835)
Mouvements nets de trésorerie et équivalents de trésorerie		(53.973)	10.051
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		460.160	450.109
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		406.187	460.160
		(53.973)	10.051

Les Annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exprimé en milliers USD, sauf mention contraire.

1. INFORMATION GÉNÉRALE

Activités économiques et historique

La Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques (ci-après « SITA SC » ou la « Société ») est une société coopérative située 2 Avenue des Olympiades, à Bruxelles, Belgique. Fondée en 1949, SITA SC fournit des services non lucratifs de réseau à ses membres qui appartiennent à la communauté des transports aériens. SITA N.V., filiale de la Société, fournit des services intégrés d'information, d'infrastructure et de télécommunication aux aéroports, aux frontières et pour les avions.

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020 englobent la Société et ses filiales, conjointement désignées dans le présent document par « le Groupe » ainsi que les participations que la Société détient dans des entreprises associées et coentreprises.

Le nombre d'actions émises par SITA N.V. à SITA SC représentait 45,23% du total de son capital social (40,31% détenus directement et 4,92% détenus indirectement). Le nombre d'actions à émettre a été déterminé en tenant compte de la valorisation de SITA N.V. réalisée par un tiers indépendant.

Les participations minoritaires mentionnées au bilan représentent les 54,77% de SITA N.V. détenus par SITA Group Foundation, pour le compte de porteurs de certificat SITA N.V. et SITA Trust Foundation.

Impacts de la crise COVID-19 sur l'activité du Groupe SITA

La pandémie COVID-19 a eu un impact significatif sur l'industrie du transport aérien, entraînant des conséquences importantes pour le Groupe en termes de chiffre d'affaires, de marge et de trésorerie.

Les principaux impacts identifiés sont les suivants :

Impact sur l'activité

Le Groupe a dû faire face à une baisse significative de son volume d'activité, avec un chiffre d'affaires 2020 en baisse de 27% à 1,339 milliard USD. L'impact négatif de cette diminution a été partiellement compensé par des mesures d'économies de coûts. Alors que la reprise du secteur est plus lente que prévu, le Groupe a également mis en place des mesures à plus long terme, visant à remplacer les économies faites à court terme par des économies durables et à revoir son positionnement stratégique.

Programme de Transformation du Groupe SITA "EVOLVE"

Pour faire face à la nouvelle situation de l'industrie du transport aérien, le Groupe a réorienté son programme de transformation « EVOLVE » autour de 4 piliers :

- Synthétiser nos convictions : Le Groupe a analysé l'évolution de l'industrie du transport aérien et les besoins de nos clients pour identifier nos objectifs d'investissement, compte tenu de notre position actuelle sur le marché et de nos points forts.
- Revoir la pertinence du portefeuille : Le Groupe a passé en revue le profil de chaque produit inclus dans notre portefeuille, cherchant à simplifier notre portefeuille et à identifier les produits où nous devons investir pour croître de manière rentable.
- Construire un groupe SITA efficace et rentable : Dans le cadre de ce pilier, le Groupe a pris des mesures de rentabilité à court et moyen terme pour adresser à la fois les exigences de coûts variables et de coûts fixes.

- Préparer 2022 et après : Grâce au projet SimplySITA, le Groupe simplifie sa structure juridique.

Liquidité du Groupe et continuité d'exploitation

Tout au long de l'année 2020, le Groupe s'est concentré sur le maintien d'une position de liquidité solide. Dans un contexte où l'industrie du transport aérien a subi une dégradation de crédit de 2 crans, ce qui a eu un impact négatif sur le coût des facilités de crédit à court terme et sur notre capacité à les renouveler ou à les prolonger, SITA a réussi à obtenir 345 millions USD de facilités de crédit pour 2021, avec une échéance restante moyenne de 15 mois à fin décembre 2020.

En 2020, le Groupe a également bénéficié de deux prêts gouvernementaux pour 3,9 millions USD en Suisse et en Espagne.

Avec une diminution de la trésorerie de 54,0 millions USD en 2020 (position de clôture 2020 : 406,2 millions USD vs 2019 : 460,2 millions USD), et en tenant compte des mesures prises pour sécuriser sa position de liquidité, le Groupe peut confirmer qu'il sera en mesure de continuer son exploitation.

Risque de crédit

On entend par risque de crédit, le risque que des changements défavorables dans la qualité de crédit d'une contrepartie puissent affecter la valeur des positions du Groupe. L'exposition au risque de crédit provient à la fois de la trésorerie et des opérations avec les clients.

Risque de crédit lié à la trésorerie

Le Groupe continue d'accepter sélectivement les contreparties de trésorerie et ne traite qu'avec des partenaires financiers qui sont utilisés régulièrement et sont évalués comme financièrement solides (voir Annexe 26). Fin 2020, les investissements du Groupe sont détenus par 10 grandes banques avec une notation de haute qualité (notation BBB et plus).

Risque de contrepartie lié aux clients

Dans un contexte de détérioration économique, avec un nombre accru de faillites et de sociétés qui déposent une demande de protection type Chapter 11, le Groupe a dû faire face à une baisse significative de son chiffre d'affaires mais aussi à un niveau plus élevé de provisions pour pertes de crédit attendues.

En 2020, le groupe a continué de modérer son risque de crédit en :

- Evaluant la solvabilité de ses clients ;
- Utilisant en priorité la chambre de compensation de IATA ;
- Demandant des garanties financières et autres.

En réponse à la pandémie COVID-19, le Groupe a renforcé sa politique de crédit pour le calcul des provisions pour pertes de crédit attendues et, pour les comptes identifiés comme ayant un profil de risque de crédit élevé, a décidé de provisionner intégralement les créances supérieures à 90 jours et de ne reconnaître le chiffre d'affaire pour ces comptes que sur base des paiements reçus.

Le Groupe a également appliqué strictement la limite de crédit accordée à nos clients avant la suspension/déconnexion du service de façon à renforcer la collecte des paiements. Cela a conduit à une augmentation de la provision pour pertes de crédit attendues, qui est passée de 38,7 millions USD en décembre 2019 à 65,4 millions USD en décembre 2020 (voir Annexe 15).

Valorisation des actifs

Conformément aux normes IFRS, le Groupe suit ses goodwill au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) qui représentent les activités qui devraient bénéficier des synergies générées par les acquisitions.

La pandémie COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur l'environnement économique mondial et, plus particulièrement, sur la stabilité financière de l'industrie du transport aérien. Cet événement a été considéré comme un « événement déclencheur » par le Groupe et a conduit à des revues approfondies de nos goodwill et de notre portefeuille d'actifs.

Au niveau des tests de dépréciation du goodwill, nous avons élaboré un scénario de référence pour notre plan 2021-2025 sur la base des données disponibles pour l'industrie. Le Groupe a pu conclure qu'il n'y a aucune preuve de dépréciation pour l'une ou l'autre de nos UGT (voir note 8) même dans le cas d'une dégradation supplémentaire de la situation.

Le Groupe a toutefois décidé de réduire de 12,2 millions USD le goodwill lié à l'acquisition en 2010 de l'entité Workbridge, car la propriété intellectuelle acquise ne sera plus utilisée dans les versions à venir des produits Airports & Borders – Applications & Devices.

La situation a également conduit le Groupe à procéder à des examens détaillés spécifiques de notre portefeuille d'actifs, entraînant des pertes de valeur de 11,8 millions USD, principalement dans notre activité SITA at Airports & Borders – Applications & Devices. L'ancienne version de nos produits a été remplacée par une nouvelle et, à ce titre, ne devrait pas apporter suffisamment d'avantages pour couvrir les investissements antérieurs.

Autorisation de publication

Les états financiers ont été autorisés à la publication par le conseil d'administration le 23 mars 2021.

2. APERÇU DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

(A) Base de préparation

La Société prépare ses états financiers conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) ainsi que toutes les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) qui sont applicables telles qu'adoptées par l'Union Européenne (UE) pour l'année 2020

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, sauf pour certains comptes pour lesquels les normes IFRS imposent une autre convention. Un tel écart par rapport au coût historique est précisé dans les présentes annexes.

Dans la mesure où aucun titre ni dette du Groupe n'est négocié sur un marché public, la norme IAS 33 « Résultat par action » et la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » ne s'appliquent pas.

Les transactions financières sont enregistrées en dollars US, dans la mesure où les recettes et les dépenses du Groupe sont essentiellement libellées en dollars US. En conséquence, le dollar US a été adopté comme devise fonctionnelle du Groupe. Tous les montants sont arrondis au millier, sauf indication contraire.

Ces états financiers consolidés ont été préparés dans un contexte de continuité d'exploitation tel que décrit dans l'annexe 1.

(B) Normes et Interprétations entrées en vigueur lors de l'exercice en cours

Les principes comptables appliqués sont cohérents avec ceux de l'exercice précédent, à l'exception des nouvelles interprétations IFRS et IFRIC adoptées par le Groupe depuis le 1er janvier 2020 :

- Amendements à IFRS 3, Regroupements d'entreprises (applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020) ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 - Réforme des taux d'intérêt de référence (applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020) ;
- Définition du terme "significatif" (amendements à IAS 1 et IAS 8) (applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020) ;
- Révision du Cadre Conceptuel (applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020) ;
- Allègements de loyer liés au COVID-19 (Amendement à IFRS 16) (applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} juin 2020).

L'adoption de ces normes et interprétations n'a entraîné aucun changement dans les politiques comptables du Groupe et n'a pas eu d'impact significatif sur ces états financiers consolidés.

(C) Nouvelles normes IFRS publiées et révisées mais pas encore en vigueur

À la date d'autorisation de publication de ces états financiers consolidés, les normes et interprétations suivantes étaient publiées, mais pas encore en vigueur ou pas adoptées par l'Union Européenne (UE) :

- Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 (Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS16) (applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021 mais pas encore adopté au niveau européen) ;
- Amendements à IAS 1 sur le classement des passifs en tant que passifs courants et non-courants (applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 mais pas encore adopté au niveau européen) ;

- Améliorations annuelles des IFRS (Amendements à IFRS 3, IAS 16, IAS 37, IFRS 1, IFRS 9, IAS 41 et IFRS 16) (applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 mais pas encore adopté au niveau européen).

L'application de ces nouvelles normes, amendements et interprétations durant les exercices futurs ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers lors de leur première application.

(D) Méthodes et estimations comptables significatives

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS impose à la direction de prendre des décisions, d'adopter des estimations et hypothèses qui ont un effet sur l'application des conventions comptables et sur les montants rapportés des actifs et passifs à la date des états financiers ainsi que des montants déclarés de produits et charges pendant la période comptable.

Bien que ces estimations soient fondées sur une connaissance approfondie des événements en cours et des mesures que le Groupe pourrait prendre à l'avenir, les résultats réels peuvent, en fin de compte, différer de ces estimations. Les éléments suivants constituent les méthodes et estimations comptables significatives que la direction a adoptées lors du processus d'application des méthodes comptables du Groupe et dont l'effet est le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés.

Comptabilisation des revenus

En prenant ses décisions, la direction a considéré les critères détaillés pour comptabiliser les revenus provenant des contrats avec les clients décrits dans la norme IFRS 15 « Revenu des contrats avec les clients ». Ceci inclut :

- Les critères pour l'identification des obligations de performance distinctes au sein des contrats et l'allocation du prix de transaction en fonction de cela ;
- Les critères pour la reconnaissance du revenu à un moment précis venant des ventes de biens et services et, en particulier, si le Groupe a transféré le contrôle des biens à l'acquéreur ;
- Les critères pour reconnaître progressivement le revenu des contrats de service et de construction et, en particulier, le rythme de reconnaissance de revenu lié à l'accomplissement de l'obligation de performance ; et
- Les critères pour l'identification des coûts encourus pour obtenir ou remplir les contrats.

Pertes de valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Le modèle des pertes de crédit attendues à appliquer en IFRS 9 pour les instruments financiers comptabilisés au coût amorti requière un jugement du management dans l'estimation de la moyenne pondérée des futures pertes en fonction du risque de crédit de chaque instrument financier. Se référer à l'Annexe 15 et à l'Annexe 26.

Test de dépréciation pour le goodwill, les immobilisations corporelles, incorporelles et les droits d'usage

Les estimations et décisions afférentes aux tests de dépréciation sont appliquées de manière cohérente d'année en année. Les flux financiers attendus liés aux unités génératrices de trésorerie ou les actifs individuels sont principalement basés sur le Business Plan à 3 ans. Le taux d'actualisation utilisé dans les tests de dépréciation est dérivé de données de marché pour les secteurs pertinents ou les entreprises similaires. Voir Annexes 8, 9, 10 et 25.

Actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur

Ces actifs et passifs sont relatifs aux instruments financiers dérivés (Annexe 16). L'évaluation des actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur est avant tout basée sur les données de marché disponibles ou sur l'assistance de tiers externes qui fournissent une estimation de la juste valeur.

Provisions

Le Groupe est tenu d'utiliser des estimations dans l'évaluation de ses provisions. Les hypothèses principales se rapportent aux flux financiers décaissés attendus. Pour les affaires juridiques dans lesquelles le Groupe est impliqué, la direction établit une évaluation, sur la base de conseils juridiques adéquats. Voir Annexe 20.

Durée d'utilisation et valeurs résiduelles des actifs

Les durées d'utilisation estimées nécessitent une estimation par catégorie d'actif. La base pour les durées d'utilisation estimées suit l'utilisation sous-jacente de l'actif ainsi que la durée économique attendue d'utilisation.

Les estimations et les hypothèses associées qui sont basées sur l'expérience historique et de nombreux autres facteurs dont on estime qu'ils sont raisonnables dans ces circonstances constituent la base de l'appréciation des valeurs comptables des actifs et passifs qui ne sont pas immédiatement dérivés d'autres sources. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées sur une base permanente. Les révisions des estimations comptables sont enregistrées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée dès lors que la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou bien dans la période de la révision et au cours des périodes futures lorsque la révision a des répercussions sur la période actuelle et sur les périodes futures.

Passifs liés à des obligations locatives

La valorisation du passif locatif oblige le Groupe à définir les loyers qui seront payés au bailleur sur la durée résiduelle du contrat. Cela implique la nécessité de prendre des hypothèses concernant diverses options (arrêt anticipé, extension, etc.) incluses dans le contrat.

Charges fiscales

Le Groupe fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux effectués par l'administration fiscale dans les pays dans lesquels il exerce ses activités. Le Groupe évalue chaque point au cas par cas et le cas échéant, il constitue des provisions pour des dettes fiscales éventuelles.

(E) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers du Groupe et des entités qu'il contrôle (voir Annexe 34 concernant les filiales intégrées dans le périmètre de consolidation) au 31 décembre de chaque année. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période comptable que la société-mère, en utilisant des principes comptables cohérents. Il y a contrôle sur l'entreprise détenue lorsque le Groupe est exposé aux variations du résultat de l'entreprise détenue ou lorsque le Groupe détient des droits y afférents, de par son implication et a la capacité d'influencer ces résultats par le pouvoir qu'il exerce sur l'entreprise détenue.

Bases de consolidation

Les filiales sont consolidées par intégration globale à la date d'acquisition, date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sortent du périmètre de consolidation à partir de la date de cessation du contrôle. L'intégralité des transactions et soldes de comptes entre sociétés du Groupe est éliminée lors de la consolidation. Un changement dans le pourcentage d'intérêt dans une filiale qui n'aboutit pas à un changement de contrôle est comptabilisé comme une transaction de capitaux propres. Les pertes sont attribuées aux participations minoritaires, même si cela entraîne un solde déficitaire.

Si le Groupe perd le contrôle d'une filiale, il décomptabilise les actifs (y compris le goodwill) et passifs de la filiale, décomptabilise la valeur comptable des participations minoritaires, décomptabilise les différences de conversion cumulées, enregistre dans les autres éléments du résultat global, comptabilise la juste valeur de la contrepartie reçue, comptabilise la juste valeur de tout investissement retenu, comptabilise tout surplus ou déficit en bénéfice ou perte et reclasse les éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global en bénéfice ou perte.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition. Le coût de l'acquisition est évalué comme étant la somme de la contrepartie transférée, estimée à sa juste valeur à la date d'acquisition et du montant des participations minoritaires dans l'entreprise acquise. Pour chaque regroupement d'entreprise, l'entreprise acquise évalue la participation minoritaire dans l'entreprise acquise à la proportion des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Les frais d'acquisition sont pris en charges.

Lorsque le Groupe acquiert une entreprise, il évalue l'actif et le passif financiers repris en vue de leur classification adéquate et de leur identification conformément aux modalités contractuelles, aux circonstances économiques et aux conditions pertinentes à la date d'acquisition.

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, le Groupe réévalue la participation qu'il détenait précédemment dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilise la perte ou le profit éventuel dans le compte de résultat.

Toute contrepartie éventuelle à transférer sera comptabilisée à sa juste valeur à la date d'acquisition. Les changements à posteriori de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisés conformément à la norme IFRS 9, soit en compte de résultat. Si la contrepartie éventuelle est classée comme un autre élément du résultat global, elle n'est pas réévaluée jusqu'à ce qu'elle soit réglée au niveau des capitaux propres.

En l'absence de traitement comptable prescrit pour les contreparties éventuelles dans les normes IAS 27 et IFRS 10 concernant l'acquisition de participations sans contrôle, le Groupe suit les orientations d'IFRS 3 de la manière décrite ci-dessus.

Goodwill

Le goodwill est évalué comme étant l'excédent de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise (si applicable), sur la valeur nette à date d'acquisition des actifs acquis et passifs éventuels identifiables. Si après réévaluation, la valeur nette à la date d'acquisition des actifs acquis et passifs éventuels identifiables excède la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise (si applicable), l'excès est immédiatement comptabilisé en compte de résultat en tant que profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

Le goodwill découlant de l'acquisition d'une entreprise est comptabilisé au coût établi à la date d'acquisition de l'entreprise, déduction faite des éventuelles pertes de valeur cumulées. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill est alloué sont soumises annuellement à un test de perte de valeur et chaque fois qu'il existe un indice d'une telle perte, en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est imputée de manière à réduire d'abord la valeur comptable de tout goodwill alloué à l'unité et ensuite aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Une perte de valeur constatée sur goodwill n'est pas reprise au cours d'une période ultérieure. Lors de la cession d'une filiale, le montant de goodwill alloué est intégré dans la détermination du profit ou de la perte lors de la cession. Si la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est supérieure au coût du regroupement d'entreprises, l'excédent restant après réévaluation est immédiatement comptabilisé au compte de résultat.

(F) Participations dans les entreprises associées

Une entreprise associée est une entité sur laquelle le Groupe est en situation d'exercer une influence significative, mais pas le contrôle, en participant aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entité.

Les résultats ainsi que les actifs et passifs des entreprises associées sont intégrés dans les présents états financiers en utilisant la méthode de la mise en équivalence, sauf si la participation est classée comme destinée à la vente, auquel cas la comptabilisation est effectuée conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Lorsqu'une entité du Groupe effectue une opération avec une entreprise associée du Groupe, les profits et pertes latents sont éliminés à concurrence de la part du Groupe dans l'entreprise associée considérée, sauf si les pertes latentes laissent apparaître une dépréciation de l'actif transféré.

Les pertes d'une entreprise associée supérieures à la part du Groupe dans ladite entreprise (qui intègre toute part d'intérêt à long terme qui, en substance, constitue une partie de la participation nette du Groupe dans l'entreprise associée) ne sont pas comptabilisées.

La part de marge des entreprises associées est présentée dans le compte de résultat et reflète les résultats des opérations de l'entreprise associée.

(G) Recouvrement excédentaire distribuable et non-distribuable

SITA SC est constituée sous la forme d'une organisation coopérative sans but lucratif. Conformément à ses statuts et à son manuel financier, SITA SC fournit des services à ses membres à prix coûtant. Le recouvrement des coûts pour les services de réseau partagés est effectué par débit mensuel basé sur l'activité de réseau de chaque membre ainsi qu'un ajustement annuel.

Tout excédent (« excédent à répartir ») ou déficit (« insuffisance de recouvrement ») à la fin de l'année est redistribué aux membres par le biais de factures, en proportion de leurs contributions aux services de SITA SC pendant l'année, sur la base des comptes annuels approuvés par l'assemblée générale annuelle.

SITA SC ne comptabilise aucun bénéfice non distribué selon les normes IFRS et ne comptabilisera que les réserves requises en vertu des normes IFRS, établies soit directement, soit indirectement via les autres revenus globaux. Par conséquent, la part de l'excédent calculée selon les normes IFRS qui n'est pas présente selon les normes comptables belges (c'est-à-dire le recouvrement excédentaire qui ne peut être distribué) sera présentée comme élément des autres revenus globaux, par analogie avec d'autres transactions qui sont enregistrées dans les autres revenus globaux selon les normes IFRS (écart de conversion de devises étrangères, montants reportés relatifs aux couvertures de flux de trésorerie et plans de retraite à obligations définies).

(H) Devises

Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises autres que la monnaie fonctionnelle sont initialement enregistrées aux taux de change en vigueur à la date des transactions considérées.

Les gains et pertes résultant du règlement des transactions en devises et de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés au compte de résultat comme « produits financiers » et « charges financières ». Les écarts de change découlant de la reconversion des éléments non monétaires évalués à la juste valeur sont enregistrés comme « produits ou pertes de change » au compte de résultat de la période, à l'exception des écarts de change découlant de la reconversion d'éléments non monétaires pour lesquels les pertes et profits sont directement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Concernant ces éléments non monétaires, toute composante de change de ce profit ou de cette perte est également directement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Entités étrangères

Les états financiers individuels de chaque entité du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère ladite entité (sa monnaie fonctionnelle). Le dollar US est la devise opérationnelle de la plupart des entités et succursales du Groupe. Pour la présentation des états financiers consolidés, les résultats et la situation financière de chaque entité sont présentés en dollars US.

Aux fins de la préparation des états financiers consolidés, les actifs et passifs des opérations étrangères du Groupe (y compris les comparaisons) sont exprimés en dollar US en utilisant les taux de change en vigueur à la date du bilan. Les éléments de produits et charges (y compris les comparaisons) sont convertis au taux de change moyen de la période, à moins de fortes fluctuations des taux de change au cours de la période, auquel cas les taux de change en vigueur à la date des opérations sont utilisés. Les écarts de change sont, le cas échéant, enregistrés dans les capitaux propres et transférés aux écarts de conversion du Groupe. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en pertes ou profit au cours de la période durant laquelle l'activité étrangère est cédée.

Lors de la préparation des états financiers des entités individuelles, les transactions en devises autres que celles de la devise fonctionnelle (devises étrangères) sont enregistrées au taux de change qui prévaut le jour de la transaction. À chaque clôture, les éléments monétaires en devises étrangères sont convertis aux taux applicables à la date de clôture. Les éléments non monétaires qui sont reportés à leur juste valeur dans une devise étrangère sont convertis aux taux applicables à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les éléments non monétaires qui sont évalués en termes de coût historique dans une devise étrangère ne sont pas reconvertis.

Au cours de l'exercice 2020, certains pays se sont retrouvés dans des situations d'hyper-inflation. La devise fonctionnelle des entités SITA actives dans ces pays étant le dollar US, cette situation n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

(I) Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles acquises

Les licences, brevets, marques commerciales, droits similaires et logiciels sont initialement évalués au coût d'acquisition. Le coût des actifs incorporels obtenus dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est initialement évalué à la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie économique attendue, ne dépassant pas 20 ans. Le mode et la durée d'amortissement sont réexaminés à la clôture de chaque exercice.

Coûts de développement des logiciels informatiques

Les coûts qui sont directement associés à des logiciels uniques et identifiables, contrôlés par le Groupe et qui procureront des avantages économiques probables dépassant le coût au-delà d'un an, sont comptabilisés comme des actifs. Les autres coûts associés au développement ou à l'entretien des programmes informatiques sont enregistrés comme charges lorsqu'ils sont encourus.

Les coûts directs comprennent les charges de personnel de l'équipe de développement du logiciel ainsi que la partie correspondante des frais généraux y afférents, nécessaires à la création de l'actif et susceptibles d'être imputés à l'actif sur une base raisonnable et cohérente.

Les frais de logiciel informatique qui ont été capitalisés sont amortis linéairement sur leur durée de vie économique attendue. La durée de vie économique normale attendue pour les logiciels développés est estimée à 5 ans. Cependant, certains logiciels nécessitant des investissements importants et considérés comme hautement stratégiques pour le Groupe ont une durée de vie économique pouvant aller jusqu'à 10 ans.

Immobilisations incorporelles générées en interne – dépenses de recherche et développement

Les dépenses consacrées aux activités de recherche, engagées dans la perspective d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou techniques, sont comptabilisées au compte de résultat lorsqu'elles sont encourues. Les coûts engagés sur les projets de développement (liés à la conception et à l'essai de produits nouveaux ou améliorés) sont comptabilisés comme des actifs incorporels dès que l'actif peut être clairement identifié, que les coûts de développement peuvent être évalués de manière fiable et pour autant qu'il soit probable que l'actif créé procurera des avantages économiques futurs. Les autres dépenses de développement sont comptabilisées comme des charges lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement antérieurement comptabilisées comme des charges ne sont pas comptabilisées comme un actif au cours d'une période ultérieure.

Les dépenses de développement qui ont été immobilisées sont amorties sur une base linéaire sur leur durée de vie économique attendue, qui varie habituellement de 3 à 5 ans mais qui peut aller jusqu'à 10 ans en fonction de la nature des actifs. Au cours de la période de développement, l'actif fait chaque année l'objet d'un test de dépréciation. Lorsque l'actif est mis en service, un test de dépréciation est effectué s'il y a des indications de perte de valeur.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres actifs incorporels consistent en droits contractuels, logiciels et approbations fournies par les autorités. La plupart de ces actifs sont amortis de manière linéaire sur base de leur durée de vie économique attendue, qui varie habituellement de 3 à 5 ans mais qui peut aller jusqu'à 10 ans en fonction de la nature des actifs.

Certains actifs ne sont pas amortis lorsque la direction considère que ces actifs pourront être utilisés pendant une période indéterminée. Ces actifs font chaque année l'objet d'un test de dépréciation. Les dépenses ultérieures sont comptabilisées dans le compte de résultat.

(J) Immobilisations corporelles

Actifs détenus

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception des immobilisations corporelles en cours de construction qui sont comptabilisées au coût diminué du cumul de perte de valeur.

Les coûts intègrent toutes les charges directement attribuables au transfert de l'actif sur le lieu et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue, incluant les frais d'emprunts applicables.

L'amortissement est effectué de manière à réduire le coût ou l'évaluation des actifs, autres que les terrains et les bâtiments en cours de construction, sur leur durée d'utilité estimée en appliquant la méthode linéaire à leur valeur résiduelle estimée. L'amortissement est calculé à partir de la date à laquelle l'actif est prêt à être utilisé.

La valeur résiduelle et la durée d'utilité d'un actif sont revues au moins à la fin de chaque période comptable et, si les attentes diffèrent des estimations antérieures, les modifications sont comptabilisées comme un changement d'estimation comptable, conformément à la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs ».

Les durées de vie utiles suivantes s'appliquent aux catégories d'immobilisations corporelles :

Description	Durée de vie utile
Bâtiments	20-40 ans
Intallations et équipements	5-10 ans
Ameublement et véhicules	3-5 ans

Le Groupe effectue des contrôles périodiques du registre des actifs immobilisés et le compare à l'état de ces actifs physiques. Les actifs non identifiés durant ce contrôle sont éliminés.

(K) Actifs et passifs liés aux contrats avec les clients

Les actifs liés aux contrats avec les clients sont composés des coûts différés liés aux contrats et les revenus constatés d'avance.

Les coûts différés liés aux contrats comprennent certains coûts éligibles, non récurrents, encourus lors des phases initiales des contrats de service et qui sont différés et ensuite amortis. Ces coûts comprennent les coûts de transition et de configuration liés à l'installation d'applications et de solutions et sont amortis sur une base linéaire sur la durée prévue de la prestation, sans dépasser la durée du contrat. La partie courante est sera reconnue comme coût dans les 12 mois. Comme disposition pratique, le Groupe utilise le paragraphe IFRS 15.94 qui autorise une entité à reconnaître directement en frais les coûts d'obtention des contrats si l'actif qui aurait été comptabilisé était amorti sur une année ou moins.

Les revenus constatés d'avance incluent les montants reconnaissables comme revenu sous IFRS 15 pour lesquels la facture liée n'a pas encore été envoyée au client à la date de clôture. La partie courante sera exigée dans les 12 mois.

Les passifs liés aux contrats avec les clients sont composés des revenus différés et des dettes liées aux contrats.

Les revenus différés incluent les montants cash collectés des clients pour lesquels l'obligation de performance liée n'est pas satisfaite par le Groupe à la date de clôture. Ils reprennent les montants cash payés par les clients lors de la phase initiale des contrats de service et qui sont amortis en revenus au fur et à mesure que le Groupe satisfait l'obligation de performance. La partie courante correspond au montant qui devrait être reconnu comme revenu dans les 12 mois.

Les dettes liées aux contrats sont des montants cash qui doivent être remboursés au client.

(L) Comptabilisation des contrats de location

Passifs locatifs

Les passifs locatifs sont initialement comptabilisés à la valeur actualisée des loyers futurs restant à payer à cette date. Les loyers futurs reprennent les loyers fixes et les loyers variables ainsi que les réductions reçues et tout autre paiement à faire lors de l'exercice d'une option si le Groupe s'attend à l'exercer. Les loyers variables reprennent les montants qui dépendent d'un index ou d'un taux. Les loyers futurs sont actualisés avec le taux d'emprunt du Groupe.

Après la comptabilisation initiale, les passifs locatifs sont augmentés d'un intérêt et sont diminués des loyers payés durant la période. L'intérêt ajouté est comptabilisé comme charge financière dans le compte de résultat.

Les valeurs comptables peuvent devoir être réévaluées si le Groupe s'attend à une modification dans les loyers futurs, à une durée de contrat revue ou à un changement d'hypothèse concernant l'exercice d'une option. La réévaluation doit être faite en utilisant le taux d'actualisation qui prévaut à la date de la réévaluation.

En revanche, le taux d'actualisation ne doit pas être revu si la modification des loyers futurs est liée à une nouvelle estimation des loyers variables comme un index ou l'évolution des taux de marché pour les loyers.

Actifs liés au droit d'utilisation

Les actifs comptabilisés au titre de droits d'utilisation sont initialement comptabilisés au coût. Le coût inclut le montant initial du passif locatif correspondant, les loyers payés avant le début de la location (diminués de toutes réductions reçues), les coûts d'acquisition directs et une estimation des coûts nécessaires au démontage ou à la remise en état de l'actif loué.

Après la comptabilisation initiale, les actifs comptabilisés au titre de droit d'utilisation sont valorisés au coût amorti. Dans ce modèle, la valeur comptable est diminuée des amortissements cumulés et des réductions de valeur cumulées (s'il y en a). La valeur comptable est également ajustée pour tenir compte des réévaluations faites aux passifs locatifs correspondants.

Le coût amorti est défini de façon systématique selon la durée d'utilisation attendue et en ligne avec la politique d'amortissement des autres actifs amortissables détenus par le Groupe.

S'il est raisonnablement certain que le preneur obtiendra la propriété de l'actif loué, la durée d'utilisation attendue de l'actif loué est sa durée de vie attendue ; sinon l'actif comptabilisé au titre de droit d'utilisation est amorti sur la période la plus courte entre la durée du contrat de location et la durée de vie attendue de l'actif loué.

Contrats de location à court terme et contrats de location pour actifs de faible valeur

Comme l'autorise IFRS 16, le Groupe applique une approche simplifiée pour les contrats de courte durée (1 an ou moins) et pour les contrats d'actifs de faible valeur (5.000 USD). Pour ces contrats, les loyers sont pris linéairement en charge sur la durée du contrat.

(M) Dépréciation des immobilisations corporelles, incorporelles et droits d'usage autres que le goodwill

À chaque date de bilan, le Groupe examine les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin d'identifier s'il existe des indices de perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer l'ampleur de la perte de valeur.

Lorsqu'il est impossible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif particulier, le Groupe estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle appartient l'actif.

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis annuellement à un test de perte de valeur et chaque fois qu'il existe un indice d'une telle perte, en comparant sa valeur comptable à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Dans l'estimation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les évaluations de marché actuelles de la valeur de rendement de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. La direction, compte tenu des activités de SITA, est d'avis que la juste valeur diminuée des coûts de vente ne diffère pas de manière significative de la valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée être moindre que sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est réduite à la valeur recouvrable de cet actif. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur fait l'objet d'une reprise, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est augmentée à la valeur estimée de son montant recouvrable mais de sorte que la valeur comptable augmentée ne soit pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si la perte de valeur n'avait pas été comptabilisée pour l'actif (ou pour l'unité génératrice de trésorerie) au cours des années antérieures. Une reprise de perte de valeur est comptabilisée en revenu immédiatement.

(N) Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur la plus faible entre le coût et la valeur nette de réalisation. Les coûts comprennent les coûts des matériaux et, le cas échéant, les coûts directs de la main d'œuvre ainsi que les frais généraux qui ont été encourus pour amener les stocks à l'emplacement et dans l'état où ils se trouvent actuellement. Le coût est calculé en utilisant la méthode de la moyenne pondérée. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé, diminué de tous les coûts estimés d'achèvement ainsi que des frais de marketing, vente et distribution.

Une dépréciation pour stocks anciens ou obsolètes est comptabilisée au compte de résultat, le cas échéant. Toute reprise de dépréciation est comptabilisée en coût des ventes dans la période au cours de laquelle se produit la reprise.

(O) Instruments financiers

Comptabilisation et décomptabilisation

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan du Groupe lorsque le Groupe devient l'une des parties dans les dispositions contractuelles de l'instrument considéré. Le Groupe décomptabilise les actifs financiers uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif financier expirent ou lorsqu'il transfère les actifs financiers et que le transfert satisfait aux conditions de décomptabilisation. Le Groupe décomptabilise les passifs financiers lorsque et uniquement lorsque les obligations incombant au Groupe sont acquittées, annulées ou viennent à échéance.

Comptabilisation et évaluation initiales

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat, actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global, ou comme dérivés désignés comme instruments de couverture avec une couverture efficace.

Les passifs financiers sont classés comme passifs financiers à la juste valeur par le biais de marge ou de perte, passifs au coût amorti, ou comme dérivés désignés comme instruments de couverture avec une couverture efficace. Le Groupe n'a pas désigné d'actif financier à la valeur de marché par autres éléments du résultat global.

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée, dans le cas d'investissements non évalués à leur juste valeur par compte de résultat, des coûts de transactions directement imputables. Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur et, dans le cas des passifs au coût amorti, majorée avec les coûts directement imputables.

Evaluations ultérieures

L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de leur classement comme suit :

Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées, lors de la comptabilisation initiale, à la juste valeur, puis ensuite évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Des provisions pour pertes de valeur représentant les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie sont comptabilisées au compte de résultat. Ces provisions comptabilisées sont la différence entre la valeur comptable des créances et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs actualisés au taux effectif défini lors de la comptabilisation initiale.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue ainsi que d'autres placements à court terme très liquides, immédiatement convertibles en un montant connu de trésorerie.

Dépôts de garantie

Les dépôts de garantie sont évalués à la comptabilisation initiale à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût. Des provisions pour pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont comptabilisées dans le compte de résultat si le risque de crédit a augmenté significativement pendant l'exercice. La provision comptabilisée est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux d'intérêt effectif défini lors de la comptabilisation initiale.

Passifs financiers et capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont classés conformément à la substance des accords contractuels conclus et aux définitions de passif financier et instrument de capitaux propres. On entend par instrument de capitaux propres, tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs du Groupe, après déduction de tous ses passifs. Les méthodes comptables adoptées pour les passifs financiers et les instruments de capitaux propres spécifiques sont présentées ci-après.

Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires et découverts porteurs d'intérêts sont initialement évalués à la juste valeur et, par la suite, au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout écart entre les encaissements (net des coûts de transaction) et le règlement ou le remboursement des emprunts est comptabilisé sur la durée des emprunts, conformément aux méthodes comptables du Groupe en matière de coûts d'emprunt (voir ci-dessous).

Dettes commerciales et autres passifs

Les dettes commerciales et autres passifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis ensuite au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres émis par le Groupe sont comptabilisés pour les montants perçus, nets des frais directs d'émission.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés (principalement des contrats à terme et combinaisons de contrats d'options mieux connues sous le nom de « collars ») pour couvrir ses risques de change relatifs à certaines transactions prévues. On entend par « collars », la combinaison d'une option achetée et vendue à des taux tels que la prime nette est nulle. La politique du Groupe est de ne pas s'engager dans des opérations spéculatives, ni d'émettre ou de détenir des instruments financiers à des fins de négociation.

Lors de l'initialisation d'une transaction de couverture, l'entité documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que les objectifs en matière de gestion des risques et la stratégie pour entreprendre ces différentes transactions de couverture. De plus, lors de l'initialisation de la couverture et sur une base continue, le Groupe documente si l'instrument de couverture utilisé dans la relation de couverture est largement efficace pour compenser les changements de juste valeur ou les flux de trésorerie de l'élément couvert.

Les mouvements de la réserve de couverture dans les capitaux propres sont également détaillés dans l'état consolidé des produits et charges comptabilisés ainsi que dans l'Annexe 16.

Les dérivés sont initialement comptabilisés, puis réévalués à leur juste valeur aux dates ultérieures de reporting. Le gain ou la perte afférant à ces réévaluations est immédiatement comptabilisé dans le compte de résultat, à moins que le dérivé ne soit considéré comme un instrument de couverture et efficace, auquel cas le moment de la comptabilisation dans le compte de résultat dépend du type de relation de couverture.

(a) Comptabilité de la couverture des flux de trésorerie

Le Groupe qualifie certains dérivés de couvertures de transactions prévues hautement probables ou de couvertures de risques de change d'engagements fermes (couverture de flux de trésorerie). Un dérivé est présenté comme un actif non courant ou un passif à long terme si la maturité résiduelle de l'instrument est supérieure à 12 mois et s'il n'est pas prévu de le régler ou de le réaliser dans les 12 prochains mois. Les autres dérivés sont présentés comme actifs courants ou passifs à court terme.

Les changements de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie sont immédiatement comptabilisés dans les autres revenus globaux et cumulés dans les réserves de capitaux propres. La part inefficace est portée au compte de résultat.

Si la couverture de flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue aboutit à la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, alors, lors de la comptabilisation de l'actif ou du passif, les profits ou pertes associés au dérivé antérieurement comptabilisé dans les capitaux propres sont intégrés dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif.

Si la couverture des flux de trésorerie d'une transaction prévue aboutit à la comptabilisation d'un actif financier ou d'un passif financier, les profits ou pertes associés et directement comptabilisés dans les capitaux propres sont reclassés au compte de résultat au cours de la même période ou au cours des périodes au cours desquelles l'actif acquis ou le passif assumé a une incidence sur le compte de résultat.

Cependant, si l'on s'attend à ce que tout ou partie d'une perte directement comptabilisée dans les capitaux propres ne soit pas recouvrée au cours d'une ou plusieurs périodes futures, le montant dont il est attendu qu'il ne sera pas recouvré est reclassé au compte de résultat.

Pour les couvertures qui n'entraînent pas la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, les montants différés dans les capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat sur la même période que celle à laquelle l'élément couvert affecte le compte de résultat.

(b) Comptabilité de la couverture de juste valeur

Les changements de juste valeur des dérivés qui sont qualifiés de couvertures de juste valeur sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat, en même temps que les changements de la juste valeur de l'élément couvert imputable au risque couvert. Le changement de la juste valeur de l'instrument de couverture et le changement de la juste valeur de l'instrument couvert imputable au risque couvert sont comptabilisés au poste du compte de résultat relatif à l'élément couvert. La comptabilité de couverture est arrêtée lorsque le Groupe met un terme à la relation de couverture ou lorsque l'instrument de couverture vient à échéance, est vendu, est supprimé ou exercé, ou encore lorsqu'il ne répond plus aux critères requis pour la comptabilisation de couverture. L'ajustement de la valeur comptable de l'élément couvert résultant du risque couvert est amorti en compte de résultat à partir de cette date.

(c) Dérivés qui ne répondent pas aux conditions requises pour la comptabilité de couverture

Les changements de juste valeur des instruments dérivés qui ne répondent pas (ou plus) aux conditions requises pour la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisés au compte de résultat.

(d) Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers ou d'autres contrats-hôtes sont traités comme des dérivés distincts lorsque leurs risques et leurs caractéristiques ne sont pas liés à ceux des contrats-hôtes et que ces contrats-hôtes ne sont pas évalués à la juste valeur, avec les changements de juste valeur comptabilisés en compte de résultat.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui sont négociés sur des marchés actifs à chaque date de clôture est déterminée par référence aux cours du marché, sans aucune déduction des frais de transaction. Pour les instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation appropriées.

Ces techniques comprennent notamment des transactions récentes dans des conditions de pleine concurrence, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument qui est dans l'ensemble identique, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation.

(P) Provisions

Les provisions sont comptabilisées au bilan dès lors que :

- il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ; et
- il est probable qu'une sortie de fonds représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour régler l'obligation ; et

- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, en tenant compte des risques et des incertitudes liés à cette obligation. Lorsqu'une provision est évaluée en utilisant les flux de trésorerie estimés pour régler l'obligation actuelle, sa valeur comptable est la valeur actuelle de ces flux de trésorerie.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture. Tout remboursement virtuellement certain d'être versé par une autre partie est comptabilisé au titre d'actif distinct.

Restructuration

Une provision pour coûts de restructuration n'est comptabilisée que lorsque le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé et qu'il a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'il mettra en œuvre la restructuration soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur en annonçant ses principales caractéristiques. L'évaluation d'une provision pour restructuration comprend uniquement les dépenses directement liées à la restructuration, par opposition aux montants liés aux activités en cours du Groupe.

Contrats déficitaires

Le Groupe comptabilise une provision pour les contrats déficitaires dès lors que les avantages économiques à recevoir attendus du contrat sont moindres que les coûts inévitables nécessaires pour satisfaire aux obligations contractuelles.

(Q) Comptabilisation des revenus

Revenus des contrats avec les clients

Les contrats avec les clients tels que définis par IFRS 15 « Revenus des contrats avec les clients » représentent plus de 99% du chiffre d'affaires du Groupe. Les revenus des contrats avec les clients sont reconnus à un moment précis ou progressivement selon la nature des contrats.

Conformément aux principes d'IFRS 15, le revenu est reconnu progressivement lorsque l'un de critères suivants est rempli :

- Le client reçoit et consomme simultanément les avantages fournis par l'activité du Groupe au fur et mesure que le Groupe satisfait l'obligation de performance ;
- L'activité du Groupe crée ou améliore un actif que le client contrôle au fur et à mesure que l'actif est créé ou amélioré ;
- L'activité du Groupe ne crée pas un actif avec une utilisation alternative pour lui et le Groupe a droit à recevoir un paiement pour les activités réalisées à date.

Si aucun de ces critères n'est rempli, alors le revenu est reconnu à un moment précis.

Reconnaissance du revenu à un moment précis – les ventes de biens

Les contrats concernés sont généralement des contrats où le Groupe vend un équipement, un logiciel, une étude de conception ou un code licence au client.

Conformément aux indicateurs fournis par IFRS 15, le revenu d'une vente de bien est reconnu lorsque :

- Le Groupe a droit à recevoir un paiement ;
- Le client obtient la propriété légale ;
- Le client a la possession physique ;
- Le client obtient les principaux risques et avantages liés à la propriété ;

- Le client a accepté le bien.

Ce moment est habituellement lorsque l'acquéreur accepte le bien.

Les provisions pour ristournes et rabais ne sont pas une rémunération variable car elles ne mènent pas à de l'incertitude sur le prix de la transaction. Elles sont reconnues en déduction du revenu au moment où le revenu lié est reconnu ou lorsque les primes sont offertes.

Reconnaissance du revenu progressivement – les services rendus et les contrats de construction

Des exemples de contrats de service sont :

- Des services récurrents/transactionnels (ex : les services de télécommunication ou de gestion des bagages). Ces services sont fournis sur l'infrastructure du Groupe souvent hébergée par le data center du Groupe ;
- Les contrats de support et maintenance vendus avec des contrats de vente ou de construction ;
- Les contrats où le client sous-traite complètement ses services au Groupe ;
- Des services professionnels comme de la consultance ou de la gestion de projets.

Des exemples de contrats de construction sont des grandes implémentations avec ou sans vente d'équipement et où la propriété est transférée au client. De tels contrats sont principalement vendus dans les activités Airport Management et Border Management du Groupe.

Le revenu des services rendus ou des contrats de construction est reconnu progressivement en utilisant la méthode input généralement basée sur les coûts encourus comme référence du niveau d'achèvement du projet.

Cette méthode est préférée car le revenu est reconnu en reflétant l'effort du Groupe pour remplir le contrat et parce que, pour les contrats de construction, les coûts d'implémentation sont principalement composés de salaires, contracteurs et autres coûts récurrents.

Lorsque le Groupe ne sait pas appliquer la méthode input à cause des systèmes comptables, le Groupe utilise la méthode output pour calculer le niveau d'achèvement.

Si le Groupe n'est pas raisonnablement capable de déterminer le résultat d'une obligation de performance ou son état d'avancement dans la satisfaction de l'obligation de performance, le revenu est reconnu progressivement au fur et à mesure que le travail est réalisé, mais seulement à hauteur des coûts encourus et tant que le Groupe s'attend à les recouvrer. Une perte attendue sur un contrat est immédiatement reconnue dans le compte de résultat.

Principal vs Agent

Dans quelques situations exceptionnelles, le Groupe agit en tant qu'agent pour la livraison d'éléments spécifiques de certains contrats. Dans ces cas-là, le revenu est reconnu net.

Les composantes de financement

Le Groupe n'a pas de contrat où la période entre le transfert des biens et services promis au client et le paiement fait par le client excède une année.

Par conséquent, le Groupe utilise, comme disposition pratique, le paragraphe IFRS 15.63 qui permet de ne pas ajuster le prix de transaction pour la valeur temps de l'argent si cette différence de timing est d'une année ou moins.

L'évaluation du prix de transaction, incluant les rémunérations variables contraignantes, et son allocation aux obligations de performance suivent les principes de la norme IFRS 15.

Comme autre disposition pratique, le Groupe utilise le paragraphe IFRS 15.B16 qui permet à une entité de reconnaître comme revenu les montants qu'elle a le droit de facturer lorsqu'elle a droit à une rémunération du client pour un montant qui correspond directement à la valeur fournie au client par l'activité réalisée à date. C'est le cas pour les contrats de service à prix fixe.

Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés sur une base prorata temporis qui prend en compte la méthode du taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode qui calcule le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier et alloue la charge d'intérêt sur la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie attendue du passif financier ou, lorsque cela est approprié, sur une période plus courte.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à en percevoir le paiement est établi.

(R) Avantages du personnel

Obligations en matière de prestations de retraite

Le Groupe recourt à un certain nombre de régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies, dont les actifs sont gérés par des fonds distincts administrés par des trusts ou par des compagnies d'assurances. Le Groupe a également convenu d'accorder certains avantages de soins de santé aux employés retraités aux États-Unis. Ces avantages ne sont pas capitalisés.

Régimes à cotisations définies

Les versements aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisés comme une charge dans le compte de résultat dès leur engagement. Un plan à cotisations définies est un plan dans lequel le Groupe paie des contributions définies à une autre entité. Le Groupe n'a pas d'obligation légale de payer d'autres contributions si le fond ne dispose pas d'assez d'actifs pour payer tous les avantages des employés pour les services prestés durant l'année ou les années antérieures.

Régimes à prestation définies

En ce qui concerne les régimes de retraite à prestations définies, le coût des prestations est déterminé au moyen de la méthode des unités de crédits projetés et des évaluations actuarielles sont effectuées au terme de chaque exercice financier. Les réévaluations, comprenant les écarts actuariels, l'effet des modifications du plafond de l'actif (le cas échéant) et le rendement des actifs du régime (en excluant les intérêts), sont comptabilisées immédiatement dans l'état de la situation financière et un débit ou un crédit est porté dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice où elles surviennent. Les réévaluations portées dans les autres éléments du résultat global sont comptabilisées immédiatement dans les résultats non distribués et ne seront pas reclassées en résultat net.

Le coût des services passés est comptabilisé en résultat net dans la période au cours de laquelle survient une modification du régime.

Les intérêts nets sont calculés en multipliant le passif (l'actif) net au titre des prestations définies au début de la période par le taux d'actualisation. Les coûts des prestations définies sont classés dans les catégories suivantes :

- coût des services (coût des services rendus au cours de la période, coût des services passés ainsi que profits et pertes découlant de réductions et de liquidations) ;
- intérêts nets (produits ou charges) ; et

- réévaluation.

Le Groupe présente les deux premières composantes du coût des prestations définies en compte de résultat au poste « Coûts des ventes ». Les profits et pertes découlant d'une réduction sont comptabilisés au titre de coût des services passés.

L'obligation au titre des prestations de retraite comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière représente le montant réel du déficit ou de l'excédent des régimes à prestations définies du Groupe. Si ce calcul se traduit par un excédent, ce dernier se limite à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles sous la forme d'un remboursement des régimes ou d'une diminution des cotisations futures.

Indemnités de fin de service

Prenant en compte le caractère négligeable des obligations d'indemnités de fin de service, le Groupe utilise une méthode simplifiée. Le coût des indemnités de fin de service est comptabilisé dans le compte de résultat de façon à répartir ce coût de manière régulière, tout au long de la période d'emploi des travailleurs. Les montants portés au compte de résultat se composent du coût actuel des services rendus, des charges d'intérêts, du coût des services antérieurs et des effets éventuels de toute réduction ou liquidation de régime.

Cette méthode repose sur ces différents éléments :

- Ignorer les futures augmentations de salaire estimées (c'est-à-dire supposer que les salaires actuels resteront stables jusqu'à ce que les employés actuels commencent à percevoir leurs versements de retraite) ;
- Ignorer les services futurs des employés actuels (c'est-à-dire supposer que le plan sera clôturé pour les employés existants et pour les nouveaux employés, qu'aucune rotation n'aura lieu et qu'aucune actualisation ne sera réalisée) ; et
- Ignorer le décès éventuel d'employés actuellement en service, entre la date de clôture et la date à laquelle les employés devraient commencer à percevoir leurs versements de retraite (c'est-à-dire supposer que tous les employés actuels percevront des versements de retraite). Cependant, la mortalité lorsque l'employé n'est plus en service (c'est-à-dire l'espérance de vie) est prise en compte.

Autres avantages à long terme accordés au personnel

Les charges attendues de ces avantages sont provisionnées sur toute la durée d'activité professionnelle.

Prestations de cessation d'emploi

Les indemnités de fin de contrat de travail doivent être versées lorsque le contrat de travail est résilié avant la date de départ à la retraite ou lorsque le salarié accepte un départ volontaire en échange de ces indemnités. Un passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est comptabilisé à la première des dates suivantes : la date où l'entité ne peut plus retirer son offre d'indemnités et la date où elle comptabilise les coûts d'une restructuration à cet égard. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles à plus de 12 mois après la date de clôture sont actualisées à leur valeur actuelle.

Plan d'intéressement et de primes

Le Groupe comptabilise une dette et une charge pour les primes et l'intéressement sur les marges, sur la base d'une formule qui tient compte de la marge attribuable aux actionnaires du Groupe après certains ajustements. Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il y est contractuellement tenu ou qu'une pratique antérieure a engendré une obligation implicite.

(S) Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui nécessite un laps de temps considérable pour être prêt à être utilisé comme prévu ou à être vendu, sont intégrés dans le coût de l'actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts d'emprunt se composent des intérêts et des autres coûts qu'une entité encourt en vue d'emprunter des fonds.

Charges d'impôts

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le revenu représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé.

La charge d'impôt exigible est évaluée au montant prévu d'être remboursé ou payé auprès des autorités fiscales et elle est basée sur le résultat de l'année, ajusté en fonction des éléments qui ne peuvent pas être évalués ou ne sont pas admis. Elle est calculée en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan.

L'impôt courant sur le revenu relatif aux éléments constatés dans l'état consolidé du résultat global est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global, et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés sont comptabilisés d'après les différences existantes entre les valeurs comptables des actifs et passifs dans les états financiers et les bases fiscales correspondantes utilisées pour le calcul du bénéfice imposable, et sont enregistrés au bilan en utilisant la méthode du report variable. Les passifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles et les actifs d'impôts différés sont comptabilisés, pour autant qu'il soit probable que des bénéfices imposables futurs soient disponibles, sur lesquels les différences temporelles déductibles pourront être imputées. Ces actifs et passifs ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle du goodwill, sauf si le Groupe est en mesure de contrôler le moment auquel l'écart temporaire sera résorbé et qu'il est probable que le Groupe puisse réaliser l'impôt différé.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est réexaminée à chaque date de clôture et est réduite dès lors qu'il n'est plus probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles pour permettre le recouvrement de tout ou partie de l'actif.

L'impôt différé est calculé sur la base des taux d'impôt dont l'application est attendue pour les exercices au cours desquels le passif sera réglé ou l'actif réalisé. L'impôt différé est débité ou crédité au compte de résultat, sauf s'il se rapporte à des éléments directement débités ou crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est comptabilisé dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés dès lors qu'il existe un droit légal applicable de compenser les actifs fiscaux avec les passifs fiscaux, qu'ils se rapportent à des impôts sur les bénéfices prélevés par la même administration fiscale et que le Groupe a l'intention de compenser ses passifs et actifs fiscaux sur une base nette.

Pénalités d'impôts et intérêts

Les pénalités et intérêts liés à un assujettissement à l'impôt sur les revenus ne sont pas couverts par la définition de taxes sur les revenus. Cependant, ces montants doivent être versés aux autorités fiscales et sont étroitement liés à l'impôt sur les revenus.

- Pénalité liée à l'impôt sur les revenus : cette pénalité a la caractéristique d'un impôt et sera donc comptabilisée en impôts sur le revenu, en vertu de la norme IAS 12.

- Intérêts : les intérêts de retard à payer représentent en substance un coût de financement qui sera comptabilisé comme une charge financière.

3. CHIFFRE D'AFFAIRES

Au cours de l'année 2020, le Groupe a renommé son portefeuille de produits selon la terminologie stratégique suivante : « SITA at Airports », « SITA at Borders » et « SITA for Aircraft ». Cette nouvelle stratégie a conduit à la modification des noms des organisations « Air Travel Solutions » (« ATS ») et « SITAONAIR » en « SITA at Airports & Borders » et « SITA for Aircraft ».

Dans le cadre de sa gestion managériale, le Groupe est organisé en 5 business lines : SITA at Airports & Borders – Applications & Devices, SITA at Airports & Borders – Platform & Data, SITA for Aircraft, Passenger Solution Line, Champ Cargosystems. Ces unités opérationnelles sont les plus petits groupes identifiables d'actifs et de passifs qui génèrent des flux de trésorerie qui sont largement indépendants des flux de trésorerie provenant d'autres groupes d'actifs (« unités génératrices de trésorerie » ou « UGT »).

Le Groupe génère du revenu du transfert de biens ou services progressivement ou à un moment précis à partir des unités opérationnelles suivantes :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019¹
SITA at Airports & Borders - Platform & Data	668.720	865.658
SITA at Airports & Borders - Applications & Devices	376.240	496.298
SITA for Aircraft	221.595	322.583
Passenger Solution Line	77.013	146.560
Champ Cargosystems	48.271	64.449
	1.391.839	1.895.548
dont:		
Revenu reconnu progressivement	1.390.684	1.891.668
Revenu reconnu à un moment précis	1.155	3.880
	1.391.839	1.895.548
Élimination et ajustements	(45.021)	(62.303)
Excédent à répartir - distribuable statutaire	-	(1.000)
Excédent à répartir - non distribuable statutaire	(8.080)	(6.693)
	1.338.738	1.825.552

¹ Les résultats 2019 ont été ajustés afin de refléter la nouvelle classification des produits

Par rapport à 2019, le chiffre d'affaires a baissé pour l'ensemble des unités opérationnelles en 2020 en raison de la pandémie COVID-19. Pour l'activité Passenger Solutions, la baisse du chiffre d'affaires s'explique également par les résiliations de contrats suite à la décision du Groupe de quitter ce marché. La baisse du chiffre d'affaires de Champ Cargosystems est en partie due à la perte d'un important contrat en 2019.

Les principaux biens et services qui ont généré le chiffre d'affaires sont les ventes d'équipement informatique, les implémentations de grands projets, les services de fourniture de réseau et les contrats de maintenance et support.

4. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les frais de personnel suivants sont intégrés dans le compte de résultat consolidé :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Salaires	391.791	471.186
Cotisations obligatoires à la sécurité sociale	65.119	74.563
Versements de retraite – régimes à prestations définies (Annexe 19)	20.146	10.053
Versements de retraite – plans à cotisations déterminées	17.901	23.920
	494.957	579.722

La pandémie COVID-19 a paralysé l'industrie du transport aérien en 2020, entraînant de graves perturbations commerciales. Ainsi, le Groupe a défini début mars 2020 certaines mesures de contrôle et de réduction des dépenses pour réduire sa base de coûts et protéger ses flux de trésorerie.

D'une année sur l'autre, les dépenses de personnel ont diminué de 84,8 millions USD principalement pour les raisons suivantes :

- Les objectifs d'entreprise 2020 n'ayant pas été atteint, le Groupe n'a pas reconnu de rémunérations variables. A la place, un bonus exceptionnel a été mis en place sur la base du rendement annuel de l'entreprise, compte tenu du ralentissement de l'activité. Par conséquent, les charges de rémunération variable ont diminué de 52 millions USD en 2020.
- Les coûts du personnel ont été maîtrisés grâce à l'utilisation de leviers tels que la réduction des salaires, le chômage partiel, les congés payés et non payés tout au long de l'année, ainsi que le recours à des mesures de soutien à l'emploi obtenues dans certains pays pour un montant de 4,4 millions USD.

Le Groupe a revu sa structure organisationnelle pour répondre à la réduction de la demande et des perspectives de l'industrie tout en conservant la flexibilité nécessaire à une reprise de l'activité. Des coûts de restructuration ont été enregistrés par le Groupe en 2020 pour 34 millions USD (2019 : 28 millions USD).

Suite à la décision prise par le Groupe en 2019 de se retirer du marché des services aux passagers, le Groupe a reçu d'un partenaire commercial des offres de reprise d'employés pour une partie des salariés de l'activité « Passenger Services » qui ont été acceptées. L'achèvement du plan de restructuration devrait être finalisé d'ici juin 2022.

La cotisation patronale obligatoire comprend la part de l'employeur dans les versements de sécurité sociale, de même que les cotisations versées par l'employeur aux organismes d'assurance des travailleurs. Les charges liées aux retraites comprennent essentiellement des paiements pour le départ à la retraite et des prestations de retraite ainsi que les compléments de provisions pour les avantages postérieurs au départ à la retraite.

Les charges liées aux contributions dans des fonds de pension externes figurent également dans ce poste.

Répartition du personnel

Le nombre d'équivalents à temps plein à la date de clôture est détaillé comme suit :

Unités opérationnelles	2020	2019
SITA at Airports & Borders	1.379	1.539
SITA for Aircraft	315	341
Passenger Solution Line	116	251
SITA Global Services	1.842	2.020
Fonctions de support	848	903
Data Center	96	132
Champ Cargosystems	421	425
	5.017	5.611

Le nombre d'employés a diminué de 594. Les principaux facteurs de cette diminution sont les suivants :

1. Le transfert de certains employés de notre activité « Passenger Solutions » à un partenaire externe ;
2. Le remodelage de l'organisation suite à la baisse du volume d'activités résultant de la pandémie COVID-19.

Le nombre d'équivalents à temps plein à la date de clôture pour les départements de support du Groupe est ventilé comme suit :

Unités opérationnelles	2020	2019
Vente et marketing	286	312
Général et administratif	520	548
Autres fonctions de support	42	43
	848	903

5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Charges pour créances douteuses (Annexe 15)	(29.740)	(8.778)
Autres produits et charges	(8.994)	3.586
Total autres produits et charges	(38.734)	(5.192)

Les charges pour créances douteuses ont augmenté en raison de la pandémie COVID-19, tel que décrit dans les notes 1 et 15.

Bien qu'aucune perte de valeur n'ait été reconnue en 2019, en 2020, en raison de la nouvelle stratégie à long terme visant à adapter la taille de son organisation, le Groupe a reconnu des pertes de valeur sur écart d'acquisition de 12,2 millions USD (voir note 8), sur des actifs incorporels de 11,8 millions USD (voir note 9) et sur des actifs locatifs de 3,5 millions USD (voir note 25).

Les autres revenus comprennent les gains réalisés sur des ventes d'immeubles pour 6,6 millions USD et sur des cessions d'actifs incorporels pour 20,0 millions USD ainsi que 2,4 millions USD de subventions gouvernementales liées aux activités de recherche et développement au Royaume-Uni.

Les autres dépenses comprennent 11,3 millions USD (2019 : 5,6 millions USD EU) consacrés à l'initiative de transformation du Groupe, SimplySITA.

6. PRODUITS ET CHARGES FINANCIÈRES

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Revenus financiers		
Produits d'intérêts	3.047	7.605
Profits sur produits dérivés non désignés en tant que relations de couverture ou ineffectifs	-	(37)
Autres revenus financiers	990	-
	4.037	7.568
Frais financiers		
Charges d'intérêts	(4.252)	(6.547)
Perte de change, nette	(10.507)	(11.750)
Autres frais financiers	(4.712)	(4.742)
	(19.471)	(23.039)
Total produits et charges financiers	(15.434)	(15.471)

Les produits d'intérêts proviennent principalement de la situation de trésorerie du Groupe et de ses dépôts. Les charges d'intérêts se rapportent pour la plupart aux intérêts dus sur les certificats d'investissement (« Global Investment Certificates ») et sur les passifs liés aux obligations locatives (voir Annexe 25).

La diminution des charges d'intérêts s'explique par la combinaison de charges d'intérêts plus faibles sur les passifs locatifs (-0.7 million USD) et le moindre taux d'intérêt sur les certificats d'investissements.

Les autres charges financières se rapportent essentiellement aux charges bancaires autres que les charges d'intérêts.

7. IMPÔTS SUR LE REVENU

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		2020	2019
Dettes d'impôts sur le résultat		105.244	93.658
Créances d'impôt sur le résultat		(13.434)	(18.427)
Dettes d'impôts nettes sur le résultat		91.810	75.231

Les composantes du bénéfice avant impôt sont les suivantes :

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		2020	2019
Entité néerlandaise et ses succursales		4.253	32.431
En dehors des Pays-Bas		(47.819)	105.863
		(43.566)	138.294

La charge d'impôt sur le résultat du Groupe se compose des éléments suivants :

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Annexe	2020	2019
Charge d'impôt sur le résultat :			
Différée :			
En rapport avec l'exercice en cours		(4.713)	1.517
En rapport avec les exercices précédents		(2.847)	(4.305)
	13	(7.560)	(2.788)
Impôts courants :			
En rapport avec l'exercice en cours		31.278	61.160
En rapport avec les exercices précédents		1.857	(9.857)
		33.135	51.303
Charge totale d'impôt sur le résultat		25.575	48.515

La charge relative à la période peut être rapprochée comme suit du bénéfice avant impôt :

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		2020	2019
Bénéfice avant impôt		(43.566)	138.294
Taux d'imposition aux Pays-Bas: 25.0% (2018: 25.0 %)		(10.892)	34.574
Effet de l'écart des taux d'imposition étrangers		2.571	(8.160)
Différences permanentes		18.170	27.415
Mouvements d'actifs d'impôts différés nets non comptabilisés		16.716	8.848
Impôts d'exercices antérieurs		(990)	(14.162)
Charge d'impôt sur le revenu dans le compte de résultat consolidé		25.575	48.515

L'impôt différé qui a directement été comptabilisé dans les capitaux propres représente un avantage fiscal de 0.3 million USD (2019 : gain de 1.1 million USD).

Cet impôt différé est lié au résultat différé de couverture venant des couvertures de flux de trésorerie (perte de 0,8 million USD ; 2019 : perte de 1,5 million USD) et des gains et pertes actuariels liés aux pensions (gain de 1,1 millions USD ; 2019 : gain de 2,6 millions USD).

8. GOODWILL

Les mouvements du goodwill pour les exercices clôturés aux 31 décembre 2020 et 2019 sont les suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1er janvier	72.239	69.695
Dotations via regroupements d'entreprises	443	3.750
Dépréciation (Annexe 5)	(12.172)	-
Conversion	3.356	(1.206)
Solde au 31 décembre	63.866	72.239

Au 31 décembre 2019, l'acquisition de GTD Air Services a donné lieu à la reconnaissance d'un goodwill supplémentaire pour 3,8 millions USD (aucun changement de goodwill constaté en 2018). Suite à un ajustement du prix d'acquisition, un goodwill additionnel de 0,4 million USD a été reconnu en 2020.

Au cours de l'exercice 2020, le Goodwill a été principalement impacté par la réduction de valeur de 12,2 millions USD du Goodwill Workbridge (voir explications ci-dessous).

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, lors de l'acquisition, aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui devraient bénéficier de ce regroupement d'entreprises. Le Groupe est organisé selon les 5 unités opérationnelles suivantes : SITA at Airports & Borders – Applications & Devices, SITA at Airports & Borders – Platform & Data, SITA for Aircraft, Passenger Solution Line, Champ Cargosystems. Ces unités opérationnelles sont les plus petits groupes identifiables d'actifs et de passifs qui génèrent des flux de trésorerie qui sont largement indépendants des flux de trésorerie provenant d'autres groupes d'actifs (« unités génératrices de trésorerie » ou « UGT »).

La valeur comptable du goodwill au 31 décembre est allouée comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
SITA at Airports & Borders - Applications & Devices	51.370	60.930
Champ Cargosystems	8.303	7.559
SITA for Aircraft	4.193	3.750
	63.866	72.239

Conformément aux normes IFRS, le Groupe examine annuellement les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles (y compris le goodwill) et corporelles afin d'identifier d'éventuels indices de perte valeur de ces actifs. Pour chacun de ces indices ainsi que pour le goodwill, un test de dépréciation est effectué. Celui-ci consiste à comparer les flux actualisés de trésorerie attribuables à l'actif à sa valeur comptable.

Les flux de trésorerie sont basés sur une estimation actuelle des futurs revenus et charges, ajustés pour les éléments non monétaires. Les immobilisations incorporelles avec une durée d'utilité indéterminée et le goodwill sont soumis à un test annuel de dépréciation.

Les valeurs recouvrables des UGT sont déterminées à partir des calculs de valeur d'utilité. Les hypothèses-clés des calculs de valeur d'utilité sont celles relatives au taux d'actualisation, au taux de croissance et à la valeur finale.

La direction estime les taux d'actualisation en utilisant les coûts moyens pondérés du capital avant impôt qui reflètent l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques aux UGT.

Le taux d'actualisation avant impôt appliqué lors des tests de valorisation varie en fonction du type d'UGT. Le taux d'imposition utilisé reflète la situation dans laquelle l'UGT opère et oscille entre 13 % et 40 %, la moyenne étant fixée à 30 %.

Le Groupe prépare les prévisions de flux de trésorerie découlant du plan d'entreprise le plus récent, approuvé par la direction pour les 3 prochaines années et extrapolé à 5 ans.

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020			
	Taux de croissance 2020-2023	Taux d'actualisation avant taxes 2020	Mouvements annuels des dépenses en capital (M \$) 2020-2021	Augmentation /(Baisse) annuelle de la marge (M \$) 2024-2025
SITA at Airports & Borders - Platform & Data	4,4%	12,4%	(4,50)	0,68
SITA at Airports & Borders - Applications & Devices	13,0%	14,2%	4,40	0,45
SITA for Aircraft	13,1%	9,2%	3,20	0,59
Champ Cargosystems	9,0%	11,9%	(2,20)	0,08

Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2019			
	Taux de croissance 2019-2022	Taux d'actualisation avant taxes 2019	Mouvements annuels des dépenses en capital (M \$) 2019-2020	Augmentation /(Baisse) annuelle de la marge (M \$) 2023-2024
SITA at Airports & Borders - Platform & Data	(1,40%)	10,3%	7,86	0,78
SITA at Airports & Borders - Applications & Devices	8,5%	11,7%	11,10	0,68
SITA for Aircraft	1,6%	8,2%	1,79	0,65
Champ Cargosystems	4,8%	10,3%	1,14	0,05

Les taux de croissance ci-dessus reflètent le taux de croissance annuel moyen pendant la période de prévision. Après la période de prévision, le taux de croissance annuel est fixé à 1% pour toutes les unités opérationnelles.

Analyse de sensibilité

En outre, pour chaque unité opérationnelle, une analyse de sensibilité a été effectuée sur la base des hypothèses suivantes :

- Une croissance annuelle réduite de 1 % par rapport à l'hypothèse de base ;
- Une croissance de valeur finale réduite de 1 % par rapport à l'hypothèse de base ;
- Un taux d'actualisation augmenté de 1 % par rapport à l'hypothèse de base ;
- Une marge annuelle réduite de 1% par rapport à l'hypothèse de base.

Pour toutes les analyses détaillées ci-dessus, le Groupe a conclu qu'il n'y a pas d'indicateurs de réduction de valeurs pour les unités génératrices de trésorerie et que la marge existante entre la valeur d'utilité et la valeur comptable des actifs est suffisante pour supporter des revers de situation additionnels.

Le Groupe a cependant décidé de réduire la valeur du Goodwill lié à l'acquisition de l'entité Workbridge dans la mesure où la propriété intellectuelle acquise ne sera plus d'application pour les nouvelles versions des produits SITA at Airports & Borders – Applications & Devices.

9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les mouvements des immobilisations incorporelles pour les exercices clôturés au 31 décembre 2020 et 2019 sont les suivants :

En US\$ 000	Frais de développement activés	Droits de propriété intellectuelle	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coûts				
Solde au 31 décembre 2018	545.978	13.773	45.412	605.163
Transfert vers des actifs de type « destinés à la vente »	209.382	9.849	1.217	220.448
Dotations	61.582	-	8.875	70.457
Décomptabilisations	(60.535)	-	(670)	(61.205)
Reclassement	-	-	7.788	7.788
Différence de change	(1.843)	(256)	(242)	(2.341)
Solde au 31 décembre 2019	781.456	23.366	62.633	867.455
Transfert vers des actifs de type « destinés à la vente »	-	-	-	-
Dotations	53.241	-	9.849	63.090
Dotations via regroupements d'entreprises	-	-	-	-
Décomptabilisations	(11.415)	-	(505)	(11.920)
Réductions de valeur	-	-	-	-
Reclassement	-	-	-	-
Différence de change	5.957	1.141	1.658	8.756
Solde au 31 décembre 2020	829.239	24.507	73.635	927.381
Amortissements et pertes de valeur				
Solde au 31 décembre 2018	(404.343)	(13.594)	(21.960)	(439.897)
Transfert vers des actifs de type « destinés à la vente »	(209.382)	(9.849)	(1.217)	(220.448)
Dépréciations pour l'exercice	(49.745)	(12)	(8.594)	(58.351)
Décomptabilisations	60.477	-	668	61.145
Réductions de valeur (Annexe 5)	-	-	-	-
Différence de change	1.663	254	138	2.055
Solde au 31 décembre 2019	(603.600)	(23.201)	(37.118)	(663.919)
Transfert vers des actifs de type « destinés à la vente »	-	-	-	-
Dépréciations pour l'exercice	(59.275)	(116)	(7.463)	(66.854)
Dépréciation via regroupements d'entreprises	-	-	-	-
Décomptabilisations	10.586	-	46	10.632
Réductions de valeur (Annexe 5)	(11.813)	-	-	(11.813)
Reclassement	-	-	-	-
Différence de change	(4.586)	(1.131)	(203)	(5.920)
Solde au 31 décembre 2020	(668.688)	(24.448)	(44.738)	(737.874)
Valeur comptable				
Au 31 décembre 2019	177.856	165	25.515	203.536
Au 31 décembre 2020	160.551	59	28.897	189.507

En 2020, le Groupe a capitalisé 53,2 millions USD (2019 : 61,6 millions USD) de coûts de développement. Ces coûts font partie des 75,9 millions USD de frais de recherche et développement dépensés au cours de l'année 2020 (2019 : 88,1 millions USD). Le reste de ces frais de recherche et développement ont été reconnus comme coûts au compte de résultat.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent des licences de logiciels achetées et utilisées pour usage interne ou pour fournir nos services aux clients.

La durée d'amortissement restante des actifs est comprise entre 3 et 10 ans, en fonction du type d'actif.

Amortissements

La charge d'amortissement est reprise dans le coût des ventes.

Perte de valeur et extourne ultérieure

En 2020, le Groupe a reconnu des pertes de valeur pour 11,8 millions USD sur les actifs de « SITA at Airports », dont 9,2 millions USD liés aux actifs « Airport Management Systems ». Une nouvelle version de ce produit est actuellement en cours de déploiement et, compte tenu des perspectives économiques actuelles de l'industrie, les bénéfices attendus des actifs historiques ont été jugés insuffisants pour garantir le recouvrement complet des investissements de la SITA.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée en 2019. Voir Annexe 5.

Conformément aux normes IFRS, le Groupe examine annuellement les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles afin d'identifier des indices éventuels de perte de valeur. Pour chaque indice identifié, un test de dépréciation est effectué. Celui-ci consiste à comparer les flux actualisés de trésorerie attribuables à l'actif à sa valeur comptable. Les flux de trésorerie sont basés sur des estimations actuelles des revenus et coûts futurs, ajustés pour les éléments non monétaires. Les actifs qui ne sont pas amortis sont soumis à un test de dépréciation annuel même s'il n'y a aucun indice de perte de valeur. Voir Annexe 8.

La valeur comptable des actifs non amortis s'élève à 34,5 millions USD (2019 : 54,6 millions USD) et concerne principalement les actifs incorporels dans leur phase de développement.

Ces actifs ont été soumis au test de dépréciation annuel (voir Annexe 8), basé sur un business plan à 3 ans, approuvé par la direction, extrapolé ensuite sur 5 ans. Le taux d'actualisation avant impôts appliqué varie entre 9,2% et 14,2%, en fonction du type d'actif.

Sûretés

Aux 31 décembre 2019 et 2018, aucune immobilisation incorporelle n'était gagée en garantie de passifs.

Engagements

À la fin de 2020, le Groupe détenait des engagements d'acquisition d'immobilisations incorporelles à hauteur de 2,8 millions USD (2019 : 9,8 millions USD).

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les mouvements des immobilisations corporelles pour les exercices clôturés au 31 décembre 2020 et 2019 sont les suivants :

En US\$ 000	Terrains et bâtiments	Immobilisations corporelles	Ameublement et véhicules	Total
Coûts				
Solde au 31 décembre 2018	33.463	448.382	66.849	548.694
Transfert des actifs de type « destinés à la vente »	1	5.596	1.251	6.848
Transfert vers les droits d'usage liés aux contrats de locat	-	(16.575)	-	(16.575)
Dotations	2.458	(1.437)	(8.809)	(7.788)
Dotations via regroupements d'entreprises	233	37.911	5.632	43.776
Décomptabilisations	(1.281)	(48.452)	(728)	(50.461)
Conversion	(2)	(578)	6	(574)
Solde au 31 décembre 2019	34.907	424.937	64.659	524.503
Reclassements	(36)	12	24	-
Dotations	-	32.999	2.681	35.680
Décomptabilisations	(5.305)	(85.603)	(9.079)	(99.987)
Conversion	9	2.375	32	2.416
Solde au 31 décembre 2020	29.575	374.720	58.317	462.612
Amortissements et pertes de valeur				
Solde au 31 décembre 2018	(28.107)	(346.151)	(51.145)	(425.403)
Transfert des actifs de type « destinés à la vente »	(1)	(5.596)	(1.251)	(6.848)
Transfert vers les droits d'usage liés aux contrats de locat	-	8.473	-	8.473
Reclassements	(2.235)	1.411	6.752	5.928
Dépréciations pour l'exercice	(638)	(39.419)	(5.092)	(45.149)
Dépréciation via regroupements d'entreprises	(27)	(23)	(383)	(433)
Décomptabilisations	972	48.146	713	49.831
Conversion	-	369	106	475
Solde au 31 décembre 2019	(30.036)	(332.790)	(50.300)	(413.126)
Reclassements	25	(7)	(18)	-
Dépréciations pour l'exercice	(582)	(35.379)	(5.343)	(41.304)
Décomptabilisations	5.071	85.004	8.715	98.790
Conversion	-	(3.045)	101	(2.944)
Solde au 31 décembre 2020	(25.522)	(286.217)	(46.845)	(358.584)
Valeurs comptables				
Au 31 décembre 2019	4.871	92.147	14.359	111.377
Au 31 décembre 2020	4.053	88.503	11.472	104.028

Les immobilisations corporelles sont essentiellement des actifs utilisés pour fournir nos services aux clients.

Amortissements

La charge d'amortissement est principalement reprise dans le coût des ventes.

Perte de valeur

Durant les exercices 2020 et 2019, le Groupe n'a enregistré aucune perte de valeur sur les immobilisations corporelles. Voir Annexe 5.

Sûretés

Aux 31 décembre 2020 et 2019, aucune immobilisation corporelle n'avait été gagée en garantie de passifs.

Engagements

À la fin de l'année 2020, le Groupe avait des engagements pour l'acquisition d'immobilisations corporelles pour un montant de 6,4 millions USD (2019 : 7,5 millions USD).

11. ACTIFS ET PASSIFS LIÉS AUX CONTRATS AVEC LES CLIENTS

Les mouvements des actifs liés aux contrats avec les clients pour les exercices clôturés au 31 décembre 2020 et 2019 sont les suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1^{er} janvier	100.641	98.528
Transfert venant des actifs de type « destinés à la vente »	-	4.149
Dotation de coûts différés	7.976	15.796
Dotation de revenus constatés d'avance	12.663	16.438
Dépréciation comme coût dans le compte de résultat	(10.894)	(13.777)
Réductions de valeur	(8.330)	-
Transfert vers les créances commerciales	(25.318)	(20.493)
Solde au 31 décembre	76.738	100.641
Non courant	34.380	45.494
Courant	42.358	55.147
	76.738	100.641

De ce solde total de 76,7 millions USD (2019 : 100,6 millions USD), 43,1 millions USD sont liés aux coûts différés des contrats (2019 : 52,9 millions USD) et 33,6 millions USD sont liés aux revenus constatés d'avance (2019 : 47,7 millions USD).

En 2020, des réductions de valeur pour 8,3 millions USD ont été constatées sur des actifs liés à des contrats pour lesquels les bénéfices attendus sont insuffisants en regard de leurs coûts.

L'Annexe 2 fournit plus d'information sur le contenu des actifs et passifs liés aux contrats avec les clients.

Les revenus constatés d'avance devraient être amortis au rythme suivant :

Revenu constaté d'avance transféré aux créances commerciales dans	1 an	2 ans	3-5 ans	> 5 ans	total
2020	26.149	7.475	-	-	33.624
2019	39.270	1.299	7.126	-	47.695

Les mouvements sur les revenus différés pour les exercices clôturés au 31 décembre 2020 et 2019 sont les suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1^{er} janvier	85.468	82.325
Transfert venant des passifs de type « destinés à la vente »	-	3.865
Dotations	22.145	27.499
Transfert au compte de résultat	(24.294)	(28.221)
Solde au 31 décembre	83.319	85.468
Non courant	38.031	31.305
Courant	45.288	54.163
	83.319	85.468

Le solde total de revenus différés devrait être transféré au compte de résultat au rythme suivant :

Transfert au compte de résultat dans	1 an	2 ans	3-5 ans	> 5 ans	total
2020	45.288	15.193	15.085	7.753	83.319
2019	54.163	9.646	15.590	6.069	85.468

Les mouvements des dettes liées aux contrats avec les clients pour les exercices clôturés au 31 décembre 2020 et 2019 sont les suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1^{er} janvier	32.298	17.540
Transfert venant des passifs de type « destinés à la vente »	-	-
Dotations	2.910	20.679
Transfert vers les dettes commerciales	(24.587)	(5.921)
Solde au 31 décembre	10.621	32.298
Non courant	-	-
Courant	10.621	32.298
	10.621	32.298

12. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Le solde au 31 décembre 2020 s'élève à 5,9 millions USD (2019 : 7,9 millions USD).

Les autres actifs financiers comprennent des dépôts de garantie (4,9 millions USD) relatifs à des dépôts réguliers pour la location de bureaux et d'autres loyers ou contrats de service. Ils incluent également une participation du Groupe dans un fonds d'investissement.

13. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Durant l'exercice, les mouvements des actifs d'impôts différés étaient les suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1^{er} janvier	33.237	35.035
Comptabilisés via autre résultat global	1.744	1.452
Comptabilisés via le compte de résultat	5.797	(3.310)
Effet des écarts de change	(31)	60
Solde au 31 décembre	40.747	33.237

La position nette des actifs d'impôts différés s'explique comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Actifs d'impôts différés potentiel	159.470	129.891
Montant non comptabilisé	(118.723)	(96.654)
Total actifs d'impôts différés - comptabilisé	40.747	33.237

Au 31 décembre 2020, le Groupe avait des actifs d'impôts différés non comptabilisés de 118,7 millions USD (2019 : 96,7 millions USD). Ces actifs n'ont pas été comptabilisés dans la mesure où il est improbable que des bénéfices imposables suffisants soient disponibles pour utiliser ces actifs. Des avantages fiscaux de 0,4 million USD provenant des pertes fiscales reportées non reconnues arriveront à échéance entre 2021 et 2023.

Les actifs d'impôts différés comptabilisés sont passés de 33,2 millions USD à la fin de l'exercice à 40,7 millions USD à la fin de l'exercice 2020.

Aucun passif d'impôt différé n'est comptabilisé sur les bénéfices non rapatriés des filiales et des succursales étrangères. Compte tenu du fait que les bénéfices sont continuellement réinvestis par le Groupe et qu'il n'est nullement prévu que ces entités paient des dividendes ou procèdent à un rapatriement de leurs succursales étrangères, aucun impôt ne devrait être dû sur ces bénéfices dans un avenir proche. Si les bénéfices étaient rapatriés, un montant de 3,9 millions USD serait dû.

Durant l'exercice, les mouvements des passifs d'impôts différés étaient les suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1^{er} janvier	9.950	9.914
Comptabilisés via regroupements d'entreprises (Annexe 27)	-	5.659
Comptabilisés via autre résultat global	1.422	357
Comptabilisés via le compte de résultat	(1.763)	(6.098)
Conversion	37	118
Solde au 31 décembre	9.646	9.950

Les impôts différés nets se rapportent aux éléments suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Perte disponible pour compenser des revenus imposables futurs	19.968	19.622
Pensions et régimes médicaux de retraite	6.694	4.234
Réévaluation d'immobilisations corporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises	(4.464)	(6.137)
Réévaluation de couvertures des flux de trésorerie	(1.407)	(579)
Perte liée au groupe destiné à être cédé	64	32
Différences temporaires à court terme	10.246	6.115
Solde au 31 décembre	31.101	23.287

La charge d'impôts différés de l'année en compte de résultat est liée aux éléments suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
(Réduction) Augmentation de la perte disponible pour compenser des revenus imposables futurs	(2.115)	6.692
Pensions et régimes médicaux de retraite	457	(1.573)
Perte liée au groupe destiné à être cédé	(32)	(4.232)
Réévaluation d'immobilisations corporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises	(1.657)	(460)
Autres différences à court terme	(4.213)	(3.215)
	(7.560)	(2.788)

14. STOCKS

Les stocks s'élèvent à un montant total de 9,8 millions USD (2019 : 15,2 millions USD) et ils représentent des biens destinés à être revendus. Aucun stock n'a été gagé en garantie de passifs.

15. CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Les créances commerciales et autres se composent comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019¹
Créances commerciales	218.160	265.827
Revenus non facturés	98.167	143.802
Autres créances	7.831	6.384
Acomptes et TVA	46.644	53.779
Provision pour notes de crédit	(22.084)	(22.587)
Provision pour créances douteuses	(65.445)	(38.700)
	283.273	408.505

¹ Les chiffres 2019 ont été représentés afin de prendre en compte les créances commerciales présentant des risques importants de collectabilité en ligne avec la définition des contrats avec des clients (IFRS 15).

La valeur comptable des créances commerciales et autres créances est proche de leur juste valeur. Les revenus non facturés représentent essentiellement l'activité de décembre, facturée au cours de l'année suivante.

La diminution des créances commerciales est la conséquence d'une baisse du volume d'activité en 2020 par rapport aux années précédentes en raison de la pandémie COVID-19.

Créances commerciales et revenus non facturés

Le risque de crédit du Groupe découle essentiellement de ses créances commerciales. Les montants présentés au bilan sont nets de toutes provisions pour créances douteuses. Afin de gérer le risque de crédit, la direction a mis en place une politique de crédit et l'exposition au risque de crédit est gérée en permanence. Une provision pour perte de valeur est constituée sur base de la méthode des pertes de crédit attendues sur la durée de vie. Pour appliquer cette méthode, la direction se base sur l'expérience du passé pour estimer le niveau des flux de trésorerie recouvrables.

Le Groupe n'a aucune concentration majeure de risque de crédit, les risques étant répartis sur un grand nombre de clients. Le Groupe est membre de la Chambre de Compensation IATA qui fournit le maximum de certitudes quant au règlement des créances ouvertes des membres. Le délai de crédit moyen sur les ventes est de 30 jours.

Avant d'accepter un nouveau client, le Groupe évalue sa solvabilité et fait parfois appel à l'assistance d'une société de crédit externe. La grande majorité des revenus du Groupe provient de clients qui paient via la Chambre de Compensation IATA ou des Membres de SITA SC.

(a) Modèle des pertes de crédit attendues

L'évaluation des pertes de crédit attendues sur la durée de vie est établie sur la créance nette que le Groupe détient sur chacun de ses clients. Une approche en 2 étapes est utilisée.

Etape 1 – Evaluation collective

Les créances nettes sont d'abord triées par sous-groupes de niveau de solvabilité en utilisant l'ancienneté des créances ouvertes comme référence.

Ensuite, pour chaque sous-groupe, sur base de l'expérience du passé et de statistiques, le Groupe définit le montant des pertes de crédit attendues comme étant un pourcentage du montant total des créances ouvertes du sous-groupe.

En 2020, la pandémie COVID-19 a été considérée comme un événement de crédit déclenchant la nécessité de réévaluer la probabilité d'un défaut de paiement. En réponse, le Groupe a examiné les hypothèses à l'appui de sa provision pour perte de crédit attendue et, pour les comptes identifiés comme ayant un profil de risque de crédit élevé, a décidé de provisionner intégralement les créances supérieures à 90 jours et de ne reconnaître le chiffre d'affaire pour ces comptes que sur base des paiements reçus.

Etape 2 – Evaluation individuelle

Lorsque la créance nette ouverte est supérieure à 0,1 million USD, le Groupe la retire de l'évaluation collective et établit une évaluation individuelle du montant recouvrable. Les éléments pris en considération pour l'identification de l'événement de crédit et l'évaluation du montant recouvrable sont les suivants :

- L'annulation de services par le client alors que des créances restent ouvertes ;
- Cas de faillite connu ou restrictions imposées sur les flux de trésorerie ;
- Membres dont le statut de membre est sur le point d'être annulé ;

- Clients montrant des signes de difficultés financières potentielles ; et
- Clients originaires de certaines régions.

Lorsque des clients ont été supprimés pour cause de non-paiement, lorsque leur statut de membre de SITA SC est sur le point d'être annulé, ou lorsque qu'ils sont en faillite ou ne sont plus opérationnels, le Groupe provisionne habituellement l'intégralité des créances.

(b) Provisions pour notes de crédit et ancienneté des créances échues mais non provisionnées

Les provisions pour notes de crédit se rapportent à des crédits octroyés aux clients, à la suite d'un ajustement de leur facture ou d'un geste commercial.

38% (2019 : 46%) de nos créances commerciales sont à jour et 29 % (2019 : 28 %) sont échues, mais non réduites de valeur. Il n'y a aucun client pour lequel l'encours net représente plus de 5 % du total de l'encours client au 31 décembre 2020 (2019 : aucune).

La moyenne des créances échues qui dépassent le terme normal de 30 jours est de 36,4 jours (2019 : 23,3 jours).

En US\$ 000	2020			2019		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Members	Non-Members	Total	Members	Non-Members	Total
1-30 jours	8.137	9.471	17.608	7.925	12.846	20.771
31-60 jours	4.404	3.710	8.114	5.811	9.013	14.824
61-90 jours	3.243	4.872	8.115	3.531	4.997	8.528
91-180 jours	5.739	3.731	9.470	6.033	2.853	8.886
181-360 jours	7.851	3.548	11.399	10.713	2.130	12.843
> 360 jours	2.877	6.381	9.258	4.972	3.342	8.314
Total	32.251	31.713	63.964	38.985	35.181	74.166

(c) Mouvements des provisions pour créances douteuses – pertes de crédit attendues

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1^{er} janvier	38.700	31.461
Réductions de valeur comptabilisées	39.723	19.209
Montants décomptabilisés car non recouvrables	(2.995)	(1.539)
Réductions de valeur annulées	(9.983)	(10.431)
Solde au 31 décembre	65.445	38.700

Aucun client à lui seul ne représente un montant important de perte de valeur. En conséquence du remboursement de créances échues depuis longtemps, une réduction de valeur de 10,0 millions USD a pu être reprise au cours de 2020 et de 10,4 millions USD au cours de 2019.

Les créances commerciales et provisions pour pertes de crédit attendues qui y sont liées sont décomptabilisées lorsque le client fait faillite et/ou lorsqu'il est déconnecté de services fournis par SITA.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe utilise des instruments dérivés pour couvrir son exposition au risque de change. Ces instruments comprennent essentiellement des contrats de change à terme qui représentent des engagements d'acheter ou de vendre une devise locale ou étrangère.

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux instruments financiers dérivés détenus au 31 décembre 2020 :

En US\$ 000	Montants notionnels	Juste valeur des actifs	Juste valeur des passifs
Instruments dérivés désignés et efficaces en tant que couvertures des flux de trésorerie			
Opérations à termes sur devises	185.795	7.302	17
Total	185.795	7.302	17

Les flux de trésorerie liés aux instruments dérivés mentionnés ci-dessus impacteront principalement le compte de résultat en 2021.

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux instruments financiers dérivés détenus au 31 décembre 2019 :

En US\$ 000	Montants notionnels	Juste valeur des actifs	Juste valeur des passifs
Instruments dérivés désignés et efficaces en tant que couvertures des flux de trésorerie			
Opérations à termes sur devises	219.041	3.064	115
Total	219.041	3.064	115

Les flux de trésorerie liés aux instruments dérivés mentionnés ci-dessus se sont principalement produits et ont affecté le compte de résultat en 2020.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au cours de l'exercice.

Les montants sont basés sur les valeurs de marché d'instruments équivalents à la date du bilan. La juste valeur des instruments de couverture de devises qui sont désignés et efficaces comme couvertures de flux de trésorerie représente un gain net non réalisé pour le Groupe de 5,9 millions USD (2019 : perte nette non réalisée de 2,4 millions USD) qui a été reportée dans les autres éléments du résultat global. De ce montant, un gain de 3,6 millions USD (2019 : gain de 1,4 million USD) sont attribuables aux détenteurs d'actions de la société et une somme de 2,3 millions USD (2019 : 1,0 million USD) est incluse dans les intérêts minoritaires.

L'Annexe 18 mentionne les montants reportés ou repris des capitaux propres en 2020 relatifs aux dérivés qualifiés de couverture efficace de flux de trésorerie. Durant l'exercice 2020, une perte nette de 2,8 millions USD (2019 : perte nette de 5,0 millions USD) a été enregistrée dans le compte de résultat au titre de contrats échus pendant l'année (net d'impôts), desquels un gain de 2,4 millions USD (2019 : perte de 2,9 millions USD) était incluse dans la réserve de couverture au 31 décembre 2019.

17. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Soldes bancaires	196.563	200.882
Dépôts à court terme	209.598	259.263
Encaisse	26	15
Total	406.187	460.160

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie détenue par le Groupe et les placements bancaires à court terme dont l'échéance initiale est de 3 mois au maximum. La valeur comptable de ces actifs avoisine leur juste valeur.

Les mouvements de trésorerie venant des activités de financement sont liés aux fonds des membres et aux remboursements des passifs liés aux locations.

En US\$ 000	Fonds des membres (Annexe 21)	Emprunts (Annexe 24)	Passifs liés aux obligations locatives (Annexe 25)	Total
Solde au 31 décembre 2019	123.717	-	74.215	197.932
Entrées/(sorties) de flux de financement	518	6.761	(21.343)	(14.064)
Autres mouvements	(19)	-	10.225	10.206
Solde au 31 décembre 2020	124.216	6.761	63.097	194.074

18. CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2019, le capital social autorisé se compose de 6.725 actions ordinaires (2019 : 6.715). La valeur nominale est de 5 euros par action, capital entièrement libéré.

Le capital de SITA comprend deux catégories d'actions (définies en vertu des Statuts de SITA). Les actions de niveau I sont émises aux membres ATI et celles de niveau II aux institutions qui répondent aux conditions requises et aux membres ATI.

Les actions de niveau II confèrent à leurs titulaires les mêmes droits et elles sont soumises aux mêmes obligations que celles de niveau I, sauf disposition contraire prévue par les Statuts ou par les autres dispositions réglementaires approuvées par le Conseil d'administration. Il convient de noter que les titulaires d'actions de niveau II n'auront pas le droit de participer à la redistribution annuelle d'actions.

Tous les membres peuvent participer à l'assemblée générale et ont droit à autant de droits de vote qu'ils détiennent d'actions, sauf disposition contraire prévue dans les présents Statuts.

En 2016, SITA N.V. a remboursé 15 millions de prime d'émission à SITA SC. Par conséquent, à compter de l'exercice 2016, les bénéfices de SITA N.V. ont été alloués sur base d'un mécanisme de coupon préférentiel rémunérant les autres actionnaires de SITA N.V. Fin 2020, SITA SC a payé 18,4 millions USD, soit la somme de 15 millions USD reçus en 2016 et de 3,4 millions USD de coupons préférentiels cumulés sur la période 2016-2020, à SITA N.V. sous forme de prime d'émission, mettant fin au mécanisme de coupon préférentiel à partir de l'exercice 2021.

La réserve de conversion comprend tous les écarts de change découlant de la conversion des états financiers résultant des opérations étrangères qui ne sont pas incorporées dans les opérations du Groupe. Cette réserve s'élève à un profit de 6,7 millions USD (2019 : perte de 2,3 millions USD), dont 4,6 millions USD (2019 : 1,6 millions USD) attribuable aux participations sans contrôle. L'état consolidé du résultat global mentionne les mouvements de la période.

La réserve de réévaluation comprend les gains et pertes actuariels cumulatifs sur les pensions (diminution nette de 16,3 millions USD en 2020) et les gains et pertes non réalisés sur les placements (diminution nette de 0,2 million USD en 2020).

Les gains et pertes de couverture comptabilisés sur la partie de la couverture des flux de trésorerie sont inclus dans la réserve de couverture. Les gains ou pertes cumulés reportés sont comptabilisés en compte de résultat lorsque la transaction de couverture impacte le compte de résultat ou ils sont inclus en tant qu'ajustement de base à l'élément non financier couvert, en accord avec les principes comptables applicables.

L'excédent non distribuable (« non-distributable over recovery ») inclut l'impact des ajustements IFRS comptabilisés sur l'excédent statutaire distribuable de SITA SC.

Les mouvements de la réserve de couverture sont les suivants :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1er janvier	2.369	(2.896)
Bénéfice/(perte) comptabilisé(e) sur les couvertures des flux de trésorerie		
Transféré vers le compte de résultat	(2.369)	2.896
Bénéfice/(perte) net(te) ajouté(e) aux capitaux propres	7.285	2.950
Effet lié à l'impôt différé	(1.407)	(581)
Solde au 31 décembre	5.878	2.369
Aux détenteurs d'actions de la Société	3.570	1.419
Intérêts minoritaires	2.308	950
Total	5.878	2.369

Les gains et pertes transférés durant la période, des capitaux propres vers le compte de résultat, sont repris sous les rubriques suivantes dans le compte de résultat (avant effet d'imposition) :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Coût des ventes	(2.036)	2.467
Frais de vente et de marketing	(182)	241
Frais généraux et administratifs	(151)	188
Total	(2.369)	2.896

Il n'y a pas de résultat lié à l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie comptabilisé au cours des exercices 2020 et 2019.

19. PENSIONS ET PROVISIONS POUR RETRAITE

Divers régimes de retraite, par capitalisation ou répartition, à prestations ou cotisations définies et régimes d'indemnités de fin de service sont utilisés dans le Groupe. La nature de chaque régime varie selon le pays concerné. Les actifs de tous les régimes sont détenus hors du Groupe.

Dans de nombreux pays, les employés du Groupe sont affiliés à un régime de retraite légal ou à des régimes à cotisations définies et les obligations du Groupe sont limitées à ces cotisations.

En 2007, certains membres du personnel ont été transférés de SITA SC à SITA N.V. Les obligations relatives aux retraites du personnel transféré liées à la période précédant la date de transfert ont été maintenues auprès de SITA SC.

Dans l'état consolidé de la situation financière, le Groupe comptabilise une dette totale de 159,8 millions USD à la fin de 2020 (140,9 millions USD à la fin de 2019). La dette totale peut être présentée comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Régimes à prestations définies dans les principaux pays	139.102	121.614
Autres régimes à prestations définies	1.352	1.849
Indemnités de départ	17.978	16.267
Avantages à long terme	1.359	1.157
Total du passif	159.791	140.887

Les montants comptabilisés dans le compte de résultat se présentent comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Régimes à prestations définies dans les principaux pays	16.728	6.326
Autres régimes à prestations définies	209	264
Indemnités de départ	3.090	3.367
Avantages à long terme	119	96
Montant total comptabilisé dans l'état des résultats	20.146	10.053

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global sont établis comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Régimes à prestations définies dans les principaux pays	18.059	34.011
Autres régimes à prestations définies	(614)	275
Total (bénéfice)/perte dans les autres éléments du résultat global	17.445	34.286

Les autres régimes à prestations définies comprennent les indemnités de départ (« End of service indemnities » ou « EOSI ») pour les pensions et les obligations de service relatives aux plus petits pays dans lesquels SITA exerce ses activités.

Bien que ces obligations répondent à la définition de la norme IAS 19 sur les obligations des régimes à prestations définies, la direction de SITA les a évaluées comme inférieures au seuil de matérialité du Groupe et a donc décidé d'adopter une approche simplifiée. La provision EOSI calculée pour ces pays se fonde sur l'hypothèse d'une clôture des plans au 31 décembre de l'année.

Régimes à prestations définies du Groupe dans les pays les plus importants

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont instaurés en France, Allemagne, Italie, Suisse et au Royaume-Uni. Ces régimes à prestations définies ont été développés sur la base des pratiques locales du pays dans lequel le Groupe opère.

Le Groupe offre également des régimes médicaux post-retraite aux États-Unis. L'adhésion à ces régimes est généralement conditionnée au fait que l'employé reste en service jusqu'à l'âge de la retraite et à une période de prestation de services minimum. Les nouveaux membres du personnel ne peuvent pas bénéficier de ce régime. La méthode comptable des régimes à prestations définies est également appliquée à ces plans.

ROYAUME-UNI

Le Groupe gère un plan à prestations définies à partir d'un trust. Les actifs du plan sont conservés séparément du Groupe et des trustees veillent au respect strict des règles du plan. Les nouveaux employés ne peuvent plus en bénéficier depuis 2004 mais les membres du trust cumulent toujours les bénéfices du plan.

Depuis lors, les nouveaux employés ont la possibilité de s'affilier à des plans à cotisations définies gérés par le Groupe. L'autre plan ne compte plus aucun membre actif. Selon les régimes à prestations définies, chaque pension des employés retraités est calculée sur la base de leur ancienneté et de leur rémunération finale.

Les règles d'évaluation des régimes à prestations définies sont établies et approuvées par le Groupe et les trustees du plan au minimum une fois tous les trois ans. L'objectif de financement des plans est de conserver des actifs qui, en valeur, égalent les bénéfices échus sur la base des salaires projetés. Selon la méthode de valorisation, en cas de déficit par rapport à l'objectif, le Groupe et les trustees se mettront d'accord sur une cotisation visant à combler ce déficit sur une période déterminée.

Il y a un risque pour le Groupe qu'une conjoncture négative puisse le mener à verser des cotisations supplémentaires afin de combler un déficit éventuel.

La durée moyenne pondérée des paiements attendus est d'environ 20 ans.

Le Groupe a versé une contribution de 18,5 millions USD à ce plan en 2020. La contribution que le Groupe s'attend à payer en 2021 s'élève à 10,9 millions USD.

SUISSE

Le Groupe participe à une fondation collective en Suisse. La fondation couvre tous les employés en Suisse et effectue des versements sur la base de cotisation définies. Chaque employé a un compte d'épargne auquel l'employé et le Groupe cotisent. Chaque employeur affilié à la fondation collective a un comité de bénéfices, composé sur une base égale de représentants des employés et de représentants des employeurs.

A partir du 1er janvier 2019, cette fondation, qui fonctionnait sur un mode opérationnel complètement assuré, a été transformée en fondation semi-autonome : la fondation a désormais la responsabilité de la stratégie et du risque de placement. En 2019, ce plan de pension est présenté comme un plan à prestations définies en raison des bénéfices d'assurance sous-jacent désormais supportés par l'employeur : lorsqu'un employé part à la retraite, le paiement de sa retraite est garanti bien qu'il puisse également opter pour le versement d'une somme fixe.

La durée moyenne pondérée des paiements attendus est d'environ 15 ans.

En 2020, le Groupe a versé une contribution à ce plan de 5,3 millions USD. La contribution que le Groupe s'attend à payer en 2021 s'élève à 5,4 millions USD.

AUTRES PAYS PRINCIPAUX

Le Groupe sponsorise des régimes à prestations définies dans d'autres pays où il exerce ses activités. En France et en Italie, les plans de retraite prévoient le paiement de montants fixes au moment de la retraite. En Allemagne, le plan assure le paiement de pensions aux retraités. Ce plan est clôturé depuis 1992.

Chiffres clés des principaux plans de pension

Les montants enregistrés dans le compte de résultat en rapport avec les régimes à prestations définies et les plans de retraite médicaux se présentent comme suit :

En US\$ 000	2020			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Coût des services :	1.074	11.430	1.839	14.343
Intérêt net sur le passif net au titre des prestations définies	1.400	-	338	1.738
Comptabilisation immédiate des (bénéfices)/pertues survenant au cours de l'exercice	-	-	20	20
Frais administratifs	522	105	-	627
Total Charge/(Crédit) comptabilisé(e) dans le compte de résultat	2.996	11.535	2.197	16.728

En US\$ 000	2019			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Coût des services :	994	1.250	1.565	3.809
Intérêt net sur le passif net au titre des prestations définies	1.526	(1)	449	1.974
Comptabilisation immédiate des (bénéfices)/pertues survenant au cours de l'exercice	-	-	(3)	(3)
Frais administratifs	515	31	-	546
Total Charge/(Crédit) comptabilisé(e) dans le compte de résultat	3.035	1.280	2.011	6.326

Les montants comptabilisés dans l'autre résultat global découlant des plans à prestation définie et des régimes médicaux post-retraite sont les suivants :

En US\$ 000	2020			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses démographiques	-	-	(1.450)	(1.450)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses financières	26.986	1.177	703	28.866
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'expérience	(1.266)	5.971	(3.363)	1.342
(Bénéfice)/Perte sur l'actif	(5.354)	(3.991)	(560)	(9.905)
(Bénéfice)/Perte de remboursement	-	-	(794)	(794)
Total nouveaux calculs comptabilisés dans autre résultat global	20.366	3.157	(5.464)	18.059

En US\$ 000	2019			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses démographiques	(2.197)	(1.362)	-	(3.559)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses financières	29.341	3.092	5.394	37.827
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'expérience	9.898	110.060	(120)	119.838
(Bénéfice)/Perte sur l'actif	(11.020)	(107.248)	44	(118.224)
(Bénéfice)/Perte de remboursement	-	-	(1.871)	(1.871)
Total nouveaux calculs comptabilisés dans autre résultat global	26.022	4.542	3.447	34.011

Pour le plan Suisse, suite au changement de modèle opérationnel en 2019, tous les bénéfices et pertes du passé ont été considérés comme des pertes due à l'expérience.

Les montants comptabilisés dans le bilan consolidé découlant de l'obligation du Groupe dans le cadre de ses plans à prestations définies sont les suivants :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Valeur actualisée des obligations en matière de prestations définies financées	(281.006)	(171.804)	(8.173)	(460.983)
Juste valeur des actifs du plan	196.004	155.541	7.689	359.234
Statut financé	(85.002)	(16.263)	(484)	(101.749)
Valeur actualisée des obligations en matière de prestations définies non financées	-	-	(37.353)	(37.353)
Actif et (passif) comptabilisé au bilan	(85.002)	(16.263)	(37.837)	(139.102)

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2019			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Valeur actualisée des obligations en matière de prestations définies financées	(247.178)	(144.009)	(8.198)	(399.385)
Juste valeur des actifs du plan	169.215	138.283	6.397	313.895
Statut financé	(77.963)	(5.726)	(1.801)	(85.490)
Valeur actualisée des obligations en matière de prestations définies non financées	-	-	(36.124)	(36.124)
Actif et (passif) comptabilisé au bilan	(77.963)	(5.726)	(37.925)	(121.614)

Les tableaux ci-dessous illustrent le mouvement de la dette nette des régimes à prestations définies, avec des réconciliations séparées pour la valeur actuelle des régimes de pension à prestations définies, des actifs du plan et l'impact des restrictions sur l'actif :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Obligations en matière de prestations définies, début de l'exercice	247.177	144.009	44.323	435.509
Coût des services courants net	1.074	6.938	1.839	9.851
Charge d'intérêts sur la dette	4.981	195	557	5.733
Cotisations des membres du personnel	-	4.796	-	4.796
Coût des services passés	-	(4.492)	-	(4.492)
Prestations nettes payées	(5.371)	(12.019)	(603)	(17.993)
Nouveaux calculs (bénéfice)/(perte) :				
(Bénéfice)/perte dû(e) à l'expérience	(1.266)	5.971	(3.344)	1.361
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses démographiques	-	-	(1.449)	(1.449)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses financières	26.986	1.177	703	28.866
Ajustements de change	7.425	16.245	3.500	27.170
Obligations en matière de prestations définies, fin de l'exercice	281.006	171.804	45.526	498.336

Groupe SITA SC

Rapport Annuel 2020

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2019			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Obligations en matière de prestations définies, début de l'exercice	200.776	28.935	38.750	268.461
Coût des services courants net	994	1.250	1.565	3.809
Charge d'intérêts sur la dette	6.007	256	909	7.172
Cotisations des membres du personnel	-	1.175	-	1.175
Coût des services passés	-	-	-	-
Prestations nettes payées	(6.763)	(1.157)	(1.469)	(9.389)
Nouveaux calculs (bénéfice)/(perte) :				
(Bénéfice)/perte dû(e) à l'expérience	9.898	110.060	(123)	119.835
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses démographiques	(2.197)	(1.362)	-	(3.559)
(Bénéfice)/Perte dû(e) à l'évolution des hypothèses financières	29.341	3.092	5.394	37.827
Ajustements de change	9.121	1.760	(703)	10.178
Obligations en matière de prestations définies, fin de l'exercice	247.177	144.009	44.323	435.509

Pour le plan Suisse, suite au changement de modèle opérationnel en 2019, tous les bénéfices et pertes du passé ont été considérés comme des pertes due à l'expérience.

La variation de la juste valeur des actifs du plan pendant l'année est détaillée comme suit :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Juste valeur des actifs du plan, début de l'exercice	169.216	138.282	6.397	313.895
Cotisations de l'employeur	18.470	5.346	603	24.419
Cotisations des membres du personnel	-	4.796	-	4.796
Prestations nettes payées	(5.371)	(12.019)	(603)	(17.993)
Frais administratifs effectivement payés	(522)	(105)	-	(627)
Revenus d'intérêts sur les actifs du plan	3.581	195	56	3.832
Nouveaux calculs bénéfice/(perte) :	-	-	-	-
Rendement des actifs du plan (hors montants intégrés dans les revenus d'intérêts)	5.354	3.991	560	9.905
Ajustements de change	5.276	15.055	676	21.007
Juste valeur des actifs du plan, fin de l'exercice	196.004	155.541	7.689	359.234

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2019			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Juste valeur des actifs du plan, début de l'exercice	147.146	27.899	7.313	182.358
Cotisations de l'employeur	7.476	1.201	613	9.290
Cotisations des membres du personnel	-	1.175	-	1.175
Prestations nettes payées	(6.763)	(1.157)	(1.469)	(9.389)
Frais administratifs effectivement payés	(515)	(31)	-	(546)
Revenus d'intérêts sur les actifs du plan	4.482	257	140	4.879
Nouveaux calculs bénéfice/(perte) :	-	-	-	-
Rendement des actifs du plan (hors montants intégrés dans les revenus d'intérêts)	11.020	107.248	(44)	118.224
Ajustements de change	6.370	1.690	(156)	7.904
Juste valeur des actifs du plan, fin de l'exercice	169.216	138.282	6.397	313.895

Pour le plan Suisse, suite au changement de modèle opérationnel en 2019, la juste valeur des actifs du plan a été incluse dans les rendements des actifs du plan.

Les mouvements des actifs / (passifs) nets comptabilisés dans les états financiers pendant l'exercice peuvent être résumés comme suit :

Groupe SITA SC

Rapport Annuel 2020

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Actif/(passif) net au bilan, début de l'exercice	(77.962)	(5.726)	(37.926)	(121.614)
Total (Charge)/Crédit comptabilisé(e) dans le compte de résultat	(2.995)	(11.535)	(2.361)	(16.891)
Total nouveaux calculs comptabilisés dans autre résultat global/(de la perte) global(e)	(20.366)	(3.157)	4.671	(18.852)
Cotisations de l'employeur	18.470	5.346	574	24.390
Ajustements de change	(2.149)	(1.191)	(2.825)	(6.165)
Actif/(passif) net au bilan, fin de l'exercice	(85.002)	(16.263)	(37.837)	(139.102)

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2019			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Actif/(passif) net au bilan, début de l'exercice	(53.630)	(1.035)	(31.437)	(86.102)
Total (Charge)/Crédit comptabilisé(e) dans le compte de résultat	(3.035)	(1.280)	(2.331)	(6.646)
Total nouveaux calculs comptabilisés dans autre résultat global/(de la perte) global(e)	(26.022)	(4.542)	(5.318)	(35.882)
Cotisations de l'employeur	7.476	1.201	613	9.290
Ajustements de change	(2.751)	(70)	547	(2.274)
Actif/(passif) net au bilan, fin de l'exercice	(77.962)	(5.726)	(37.926)	(121.614)

En plus des actifs du plan, il y a des droits de remboursement de 22,2 millions USD (2019 : 18,8 millions USD). Ces droits aux remboursements se rapportent aux plans allemands. Aucun droit de remboursement n'est prévu dans les autres pays.

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
	Allemagne	Allemagne
Droits de remboursement, début de l'exercice	18.785	16.457
Cotisations de l'employeur	164	320
Remboursements à l'entreprise	794	1.871
Revenus d'intérêts sur les droits de remboursement	614	611
Rendement des droits de remboursement (hors montants inclus dans les revenus d'intérêts)	(111)	(101)
Ajustements de change	1.957	(373)
Droits de remboursement, fin de l'exercice	22.203	18.785

Le tableau suivant détaille la composition de la juste valeur des actifs du plan britannique (tous classés en niveau 2). Les actifs du plan en France sont des actifs d'assurance. Au Canada les actifs investis sont principalement des obligations d'entreprises.

La composition et la juste valeur des actifs du plan à la fin de l'exercice sont les suivants :

Exercice financier USD	Allocation des actifs du plan Royaume-Uni			
	2020		2019	
	Juste valeur	%	Juste valeur	%
Catégorie d'actifs				
Titres de capital				
Au niveau national	5.202	2,7%	7.782	4,6%
À l'étranger	41.532	21,2%	52.111	30,8%
Obligations souveraines				
Obligations souveraines nationales	58.527	29,9%	39.353	23,3%
Obligations souveraines étrangères	11.754	6,0%	17.390	10,3%
Obligations d'entreprises				
Obligations d'entreprises notées AA et plus	-	0,0%	6.916	4,1%
Obligations d'entreprises notées A	25.419	13,0%	3.564	2,1%
Obligations d'entreprises notées BBB et moins	9.974	5,1%	8.673	5,1%
Immobilier / immeubles				
Au niveau national	7.954	4,1%	8.033	4,7%
À l'étranger	-	0,0%	-	0,0%
Instruments dérivés	-	0,0%	-	0,0%
Contrats d'assurance	-	0,0%	-	0,0%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.703	1,9%	587	0,3%
Autre	31.939	16,3%	24.807	14,7%
Auto-investissement	-	0,0%	-	0,0%
Total	196.004	100%	169.216	100%

La valorisation des pensions nécessite que le Groupe choisisse des hypothèses de marché relatives aux taux d'actualisation, à l'inflation et aux rendements attendus et établisse des estimations spécifiques au Groupe, comme par exemple le taux de croissance à long terme des salaires. Le Groupe s'appuie pour ces hypothèses de marché sur des indices financiers couramment utilisés et se sert de l'expertise d'actuaire internationaux et locaux.

Le Groupe a appliqué les principales hypothèses actuarielles suivantes pour calculer les obligations des régimes à prestations définies :

Exercice financier	Royaume-Uni			Suisse			Autre		
	2020	2019	2018	2020	2019	2018	2020	2019	2018
Taux d'actualisation	1,45	2,10	3,00	0,10	0,15	N.A.	1,30	1,41	2,53
Taux des futures augmentations de salaires	2,00	1,90	1,90	0,75	0,75	N.A.	1,75	1,92	1,92
Taux d'augmentation des pensions	2,80	2,90	3,10	0,00	0,00	N.A.	0,00	0,00	0,00

Pour les plans de pension les plus importants, le taux d'actualisation à chaque date d'évaluation est basé sur un échantillon d'obligations d'entreprises de bonne qualité, à l'exception de la Suisse, où un échantillon d'obligations d'État est utilisé.

En ligne avec 2019, le Groupe a effectivement ajouté un « spread » aux échantillons utilisés dans l'Union européenne et au Royaume-Uni afin de combler la différence de durée entre l'échantillon sous-jacent utilisé pour les obligations d'entreprises (environ 10 ans dans l'UE et 15 ans au Royaume-Uni) et les plans de pension (respectivement 15 et 20 ans). Pour 2020, cela donne un spread de 40 points de base dans la zone euro et de 20 points de base au Royaume-Uni qui est ajouté aux indices de référence des obligations d'entreprises (2019 : 40 points de base dans la zone euro et 20 points de base au Royaume-Uni).

L'impact du changement des hypothèses principales sur les obligations en matière de prestations définies s'élève à :

Devise	Augmentation/(Baisse) des obligations en matière de prestations définies			
	Royaume-Uni	Suisse	Autre	Total
Effet de la baisse du taux de rabais de 0,50 %				
Augmentation de l'obligation en matière de prestations définies	25.917	13.413	2.735	42.065
Effet du taux d'augmentation des salaires et d'indexation des pensions de 0,50 %				
Augmentation de l'obligation en matière de prestations définies	16.085	8.341	65	24.491

L'analyse de sensibilité présentée ci-dessus est basée sur un changement d'hypothèse, tout en gardant les autres hypothèses inchangées. En pratique, cela est improbable et certains changements d'hypothèses peuvent être corrélés.

Au Royaume-Uni, les taux de mortalité sont déterminés en adaptant la table de mortalité standard de tous les pensionnés (SAPS) pour refléter l'expérience récente au niveau du plan. Ces taux sont ensuite projetés pour refléter l'amélioration de l'espérance de vie, conformément aux projections CMI, en utilisant un taux d'amélioration à long terme de 1,25 % par an. Compte tenu du fait que le plan est censé payer des montants forfaitaires, la table de mortalité ne constitue pas une hypothèse significative.

En Suisse, les taux de mortalité sont calculés au moyen de la table de mortalité LPP 2015 avec des projections CMI et un taux d'amélioration à long terme de 1,25% par an.

En calculant la sensibilité de la dette aux hypothèses les plus importantes, la même méthode a été appliquée que lors du calcul de la dette de pension comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière.

Les méthodes et types d'hypothèses utilisées pour la préparation des analyses de sensibilité n'ont pas été modifiées par rapports aux exercices antérieurs.

20. PROVISIONS

En US\$ 000				
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges	Autres provisions	2020
Solde au 1er janvier	50.500	12.355	84.323	147.178
Dotations	40.562	11.788	6.358	58.708
Utilisation	(29.980)	(8.729)	(20.498)	(59.207)
Reprises	(13.820)	(3.626)	(10.951)	(28.397)
Solde au 31 décembre	47.262	11.788	59.232	118.282
Non courant	6.210	-	29.361	35.571
Courant	41.052	11.788	29.871	82.711
	47.262	11.788	59.232	118.282

En US\$ 000				
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges	Autres provisions	2019
Solde au 1er janvier	40.103	10.088	108.499	158.690
Dotations	37.021	2.267	759	40.047
Utilisation	(17.921)	-	(7.928)	(25.849)
Reprises	(8.703)	-	(17.007)	(25.710)
Solde au 31 décembre	50.500	12.355	84.323	147.178
Non courant	17.318	-	58.567	75.885
Courant	33.182	12.355	25.756	71.293
	50.500	12.355	84.323	147.178

Les provisions pour restructuration représentent les coûts provisionnés en rapport avec diverses activités d'intégration et de transformation. Ces dernières années, plusieurs changements ont été apportés à l'organisation afin d'optimiser le potentiel de croissance de SITA par l'intermédiaire d'une organisation efficace et rentable.

Au cours de l'année 2020, l'industrie du transport aérien a dû faire face à un effondrement sans précédent causé par la pandémie COVID-19, induisant des mesures de restrictions des voyages, de quarantaine et de fermetures des frontières pour limiter la propagation du virus. L'ampleur du choc a fortement affecté la demande de services de compagnies aériennes, de sorte que l'industrie du transport aérien a enregistré des pertes importantes, une baisse de ses revenus, des suppressions d'emplois et de nombreuses faillites.

Face à cette crise et afin de se préparer à la « nouvelle normalité » du transport aérien, le Groupe a dû répondre à la crise pandémique en mettant en œuvre plusieurs mesures pour contenir ses coûts tout en remodelant sa structure d'activité pour se préparer au nouveau modèle agile du transport aérien.

Le Groupe a revu sa structure organisationnelle pour répondre à la réduction de la demande et des perspectives de l'industrie tout en conservant la flexibilité nécessaire à une reprise de l'activité. Des coûts de restructuration ont été engagés en 2020 pour 36 millions USD.

Suite à la décision prise par le Groupe en 2019 de se retirer du marché des services aux passagers, le Groupe a reçu d'un partenaire commercial des offres de reprise d'employés pour une partie des salariés de l'activité « Passenger Services » qui ont été acceptées. L'achèvement du plan de restructuration devrait être finalisé d'ici juin 2022.

Aperçu des principaux mouvements de provisions pour restructuration :

- Indemnités de départ payées en 2020 pour 30 millions USD ;
- Provisions de restructuration pour la transformation organisationnelle du Groupe en 2020 pour 36 millions USD ;
- Une diminution nette de 9 millions USD correspondant à la réévaluation des provisions de restructuration existantes.

Le solde actuel des provisions de restructuration s'élève à 41,1 millions USD et devrait être utilisé en 2021.

Les provisions pour litige s'élèvent à 11,8 millions USD (12,4 millions USD en 2019) et concernent des résiliations de contrats.

Les autres provisions concernent des contrats déficitaires à long terme et s'élèvent à 59,2 millions USD (84,3 millions USD en 2019). Le mouvement des provisions s'explique par une utilisation de 20,5 millions USD durant l'année et d'une diminution nette de 4,6 millions USD enregistrée lors de la réévaluation.

Pour la reconnaissance et la réévaluation de ces provisions, la Société a exercé son jugement afin de déterminer la meilleure estimation des coûts nécessaires pour remplir les obligations. Cela correspond à la meilleure estimation de la direction et celle-ci s'est basée sur tous les faits et circonstances connus au 31 décembre 2020.

La reprise des provisions reconnue en 2020 est principalement liée au résultat de plusieurs négociations contractuelles conclues avec succès en 2020.

21. FONDS DES MEMBRES

Les fonds des membres exigibles à plus d'un an comprennent les certificats d'investissements et doivent être acquittés comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Entre un et deux ans	12.780	12.762
Entre deux et cinq ans	29.845	29.879
Plus de cinq ans	21.161	21.073
Total	63.786	63.714

Les fonds des membres dus à moins d'un an comprennent :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Paiement annuel sur compte	2.520	2.612
Certificats d'Investissement global	18.064	16.573
Excédent à répartir distribuable	-	1.000
Excédent à répartir de l'exercice précédent	1.158	1.141
Dépôts de garantie reçus	2.781	2.780
Réserve supplémentaire	35.907	35.897
Total	60.430	60.003

SITA SC, en tant qu'organisation coopérative sans but lucratif, est financée par ses membres par le biais de dépôts opérationnels et de prêts des membres. Les fonds des membres sont subordonnés aux dettes séniores. Les montants dus aux anciens membres sont présentés dans la rubrique « Dettes commerciales ».

Paiement annuel sur compte (« Yearly Payment on Account » - YPOA)

Comme prévu dans le manuel financier, une avance de fonds, dénommée ci-après « YPOA », a été consentie par le passé à SITA par ses membres niveau I. Ces YPOA ont été progressivement remboursés et le montant restant dû correspond à la part des membres ayant des dettes non apurées vis-à-vis de SITA.

Certificats d'Investissement global

Les membres doivent contribuer au budget d'investissement de SITA par le biais d'un « Certificat d'Investissement global », si le Conseil d'administration l'estime nécessaire.

Ce Certificat d'Investissement global est remboursé par SITA sur une période de dix ans, en versements égaux débutant douze mois après que le premier Certificat d'Investissement global a été appelé et ait produit des intérêts. Le taux d'intérêt applicable aux Certificats d'Investissement est basé sur le taux interbancaire pratiqué à Londres (LIBOR) majoré de 1 %.

Excédent à répartir

SITA SC est constituée sous la forme d'une organisation coopérative sans but lucratif. Conformément à ses statuts et à son manuel financier, SITA SC fournit des services à ses membres à prix coûtant. Le recouvrement des coûts pour les services de réseau partagés est effectué par débit mensuel et calculé sur la base de l'activité de réseau de chaque membre ainsi qu'un ajustement annuel. Tout excédent (« excédent à répartir ») ou déficit (« insuffisance de recouvrement ») à la fin de l'année est redistribué aux membres, à proportion de leurs contributions aux services de SITA SC pendant l'année, sur la base des comptes annuels approuvés par l'assemblée générale annuelle.

Dépôts de garantie

Les dépôts de garantie sont payés par les membres, dans le cadre des formalités requises pour l'adhésion.

Réserve Supplémentaire

La réserve supplémentaire se compose de fonds des membres dans les états financiers de SITA et elle constitue un dépôt fait par les membres de SITA dans SITA SC.

Actifs nets affectés

Les actifs nets affectés représentent des fonds des membres dans les états financiers de SITA, destinés au financement du plan de pension britannique.

22. AUTRES DETTES

Les autres dettes (15,1 millions USD ; 2019 : 17,5 millions USD) se rapportent essentiellement à la partie non courante de la juste valeur des paiements conditionnels liés aux sociétés acquises.

23. DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et autres dettes comprennent :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Comptes fournisseurs	186.199	284.114
Autres impôts	82.216	80.753
Autres dettes	1.671	1.126
Autres dettes salariés	70.864	126.146
Total	340.950	492.139

La valeur comptable des dettes commerciales et autres dettes avoisine leur juste valeur. Le Groupe a instauré des politiques de gestion des risques financiers afin d'assurer le paiement de toutes les dettes commerciales dans les délais.

Les dettes commerciales comprennent un montant de 4,0 millions USD (2018 : 3,6 millions USD) relatif aux montants créditeurs ouverts dans les créances clients. La majorité de ces montants se rapporte aux membres.

24. EMPRUNTS

En 2020, le Groupe a bénéficié de 2 prêts proposés par les états Européens dans le contexte de la pandémie Covid-19 :

- Un prêt de 36 mois remboursable par mensualités pour un montant de 2,2 millions USD (taux d'intérêt : 2,2%) ;
- Un prêt de 60 mois remboursable à maturité de 1,7 million USD (taux d'intérêt : 0%).

De plus, également en 2020, le Groupe a bénéficié d'un prêt de 24 mois remboursable par mensualités pour un montant de 2,6 millions USD (taux d'intérêt : 0%) destiné à financer l'acquisition d'équipement.

25. CONTRATS DE LOCATION

Les mouvements des droits d'utilisation liés aux contrats de location durant les exercices 2020 et 2019 se présentent comme suit :

En US\$ 000	Terrains et bâtiments	Usines et équipements	Total
Solde au 1er Janvier 2019	75.115	8.102	83.217
Dotations via "regroupements d'entreprise"	144	-	144
Ajustements liés à la réévaluation des passifs liés aux obligations locatives	6.814	1.357	8.171
Dépréciation pour l'exercice	(19.038)	(3.319)	(22.357)
Réductions de valeur (Note 5)	1.588	-	1.588
Décomptabilisation	(1.326)	-	(1.326)
Conversion	(152)	(141)	(293)
Solde au 31 décembre 2019	63.145	5.999	69.144
Ajustements liés à la réévaluation des passifs liés aux obligations locatives	3.441	3.306	6.747
Dépréciation pour l'exercice	(18.107)	(3.733)	(21.840)
Réductions de valeur (Note 5)	(3.550)	-	(3.550)
Décomptabilisation	2	-	2
Reclassification	(2.214)	2.214	-
Conversion	351	582	933
Solde au 31 décembre 2020	43.068	8.368	51.436

Les mouvements des passifs liés aux obligations de location durant les exercices 2020 et 2019 se présentent comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Solde au 1er Janvier	74.215	90.472
Augmentations	6.747	8.171
Augmentations via "regroupements d'entreprise"	-	144
Charges d'intérêt reconnues d'avances (Note 6)	1.749	2.501
Palements des loyers	(23.092)	(25.370)
Décomptabilisation	-	(1.319)
Conversion	3.478	(384)
Solde au 31 décembre	63.097	74.215
Non courant	40.287	54.080
Courant	22.810	20.135
	63.097	74.215

Au 31 décembre 2020, le taux d'emprunt moyen effectif s'est établi à 1,7% (2019 : 2,5%).

Le Groupe a également comptabilisé une charge de 13,7 millions USD (2019 : 21,4 millions USD) relative à des baux à court terme d'une durée d'un an ou moins.

Au cours de l'année, en raison de la pandémie COVID-19, de nombreux baux locatifs ont été renégociés et le Groupe a bénéficié de concessions locatives principalement sous forme de reports de paiement. Le Groupe a traité ces concessions comme des modifications de bail et n'a pas appliqué l'exemption prévue par l'amendement IFRS 16 émis en 2020.

Le Groupe a reconnu une perte de valeur de 3,5 millions USD des droits d'utilisation locatifs dans l'un des locaux loués pour lequel la majeure partie de l'espace a été libérée à la fin de l'année.

Les baux sont principalement contractés par le Groupe pour les bureaux et les équipements. Les baux sont conclus pour une durée moyenne de 5 à 10 ans pour les bureaux et de 3 à 5 ans pour l'équipement.

Dans la plupart des contrats, les loyers sont fixés pour la durée du contrat, bien qu'ils augmentent généralement selon un indice des prix déterminé.

26. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, SITA est exposée au risque de crédit, de change, de taux d'intérêt et de liquidité. Lors du processus d'identification, d'évaluation, de surveillance et de limitation de ces risques, le Groupe applique des procédures et des contrôles stricts et exhaustifs.

La stratégie du Groupe en matière de gestion des risques vise à minimiser les effets de ces risques en utilisant des couvertures « naturelles » ou des produits financiers dérivés afin de couvrir l'exposition aux différents risques.

L'usage de produits financiers dérivés est régi par des politiques du Groupe approuvées par le conseil d'administration qui fournit des directives documentées en matière de risques de change, de risque de taux d'intérêt, de risque de crédit, sur l'utilisation de produits financiers dérivés ou non et l'investissement de la trésorerie excédentaire.

Le Groupe n'utilise pas et ne vend pas d'instruments financiers, en ce compris des instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Le Comité d'Audit et de Gestion des Risques (ARMCom) du Comité de Surveillance de SITA SC reçoit tous les trimestres un rapport du département Trésorerie du Groupe. Ce rapport inclut le rapport de trésorerie ainsi que le rapport de gestion des risques du Groupe, qui détaillent les risques de marché existants à la date du rapport ainsi que les risques relatifs aux flux de trésorerie anticipés.

(a) Risque de crédit

On entend par risque de crédit, le risque que des changements défavorables dans la qualité de crédit d'une contrepartie puissent affecter la valeur des positions du Groupe. Des changements préjudiciables au niveau de la solvabilité peuvent se produire suite à un risque spécifique de la contrepartie ou à des risques relatifs au pays dans lequel la contrepartie exerce ses activités.

Le Groupe est exposé au risque de crédit de par ses opérations régulières et ses opérations de trésorerie. Le risque de crédit peut provenir du risque spécifique d'un client, sous forme de défaut de paiement ou de changement préjudiciable dans sa solvabilité en raison d'un risque géographique ou encore suite au risque de trésorerie spécifique d'une contrepartie.

Risque de contrepartie client

La gestion du risque sur un client individuel dépend des conditions préalablement négociées qui minimisent l'exposition du Groupe. Au moment de la conclusion de ventes importantes ou de projets majeurs, le risque de crédit est évalué par l'étude de différents indicateurs financiers des contreparties et l'analyse de leur risque opérationnel.

Avant d'accepter un nouveau client, le Groupe évalue le risque de crédit du client potentiel et a parfois recours à l'assistance d'une agence externe. Tout renouvellement ou nouvelle commande pour des clients existants est soumise à l'examen préalable des montants échus.

Les contrats qui s'étendent sur une durée de plus d'un an, dont les flux de trésorerie cumulés sont négatifs à quelque étape que ce soit et qui sont supérieurs à 5 millions USD seront soumis à une analyse du risque afin de déterminer si le risque a été réduit autant que possible.

Les instruments de réduction du risque peuvent inclure : une évaluation de la solvabilité, des garanties bancaires ou étatiques, des obligations ou des dépôts reçus, la mise en gage d'actifs, l'usage de financement externe sans recours (au Groupe), l'utilisation de la Chambre de Compensation IATA pour les clients de la communauté du transport aérien (ATC), l'inclusion de pénalités en cas de retard de paiement ou le lien avec la provision des services en réseau.

Le profil de risque n'est pas le même entre les membres et les non-membres. Les membres sont généralement soumis aux normes et aux procédures IATA qui fournissent une assurance complémentaire sur le professionnalisme du membre et sa solvabilité. Le paiement par le biais de la Chambre de Compensation IATA fournit une assurance complémentaire que les créances envers le membre sont recouvrables.

Une analyse de la rentabilité des contrats et des clients peut être effectuée pour permettre d'analyser le risque politique et économique par région, afin d'établir s'il existe une exposition inacceptable dans un pays ou une région donnée.

Les créances commerciales se répartissent sur un grand nombre de clients, issus de zones géographiques variées. La diversification du portefeuille de clients atténue le risque de concentration du risque de crédit au sein d'une région, d'un secteur ou d'un type de client.

L'évaluation continue du risque-crédit des clients est effectuée au moyen d'une notation interne de risque de crédit SITA. Cette notation individuelle est établie en fonction des critères suivants : information financière, information qualitative et information spécifique à chaque pays.

Dans le contexte spécifique de la pandémie COVID-19, le risque de crédit à la clientèle a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes. En réponse, outre l'application stricte de la politique décrite ci-dessus, le Groupe a renforcé sa méthode de calcul de la provision pour pertes de crédit attendues et en révisant les limites de crédit par client et leurs respects avant suspension/déconnexion du service afin d'améliorer la collecte des montants dus.

Risque de crédit de trésorerie

Outre le risque de crédit résultant de ses activités opérationnelles, le Groupe est exposé aux risques de crédit liés aux liquidités qu'il détient, à son portefeuille d'investissements de trésorerie et à la juste valeur positive des instruments dérivés. La politique d'investissement de la trésorerie du Groupe a pour objectif de limiter ces risques.

Cette politique suit une procédure stricte concernant l'acceptation de contreparties pour les opérations de trésorerie et conclut uniquement des opérations avec des partenaires financiers, considérés comme solides financièrement et avec lesquels le Groupe travaille régulièrement. La qualité du portefeuille d'investissement de trésorerie fait l'objet de contrôles réguliers.

L'exposition aux institutions avec lesquelles le Groupe a conclu des instruments financiers de couverture ou des accords de financement ou a effectué des dépôts sera minimisée grâce aux procédures et limites suivantes :

- (1) L'exposition au risque de contrepartie est plafonnée, au niveau du Groupe, à un montant maximum exprimé en dollars US, prenant en considération l'exposition nette totale et en utilisant une « cotation SITA » ;
- (2) La « cotation SITA » est déterminée pour chaque banque ou institution financière (et leur limite respective d'exposition nette) en utilisant la cotation médiane à long terme de S&P, Moody's et Fitch (la deuxième meilleure cotation des 3 agences) et tenant compte de la nature et de la maturité de l'exposition ;
- (3) L'exposition maximum pour toute contrepartie est de 350 millions USD.

La valeur comptable des actifs financiers enregistrés dans les états financiers, qui est présentée nette des réductions de valeur, représente l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit, sans tenir compte de la valeur des garanties reçues.

(b) Risque de marché

Le risque de marché se définit comme le risque que la valeur des positions adoptées par le Groupe ou la rentabilité de l'entreprise soit influencée par des mouvements sur les marchés. Les mouvements sur les marchés peuvent être répartis entre des fluctuations de taux de change, de taux d'intérêt, de cours des actions ou de prix des marchandises. Ces deux derniers sont d'une pertinence limitée pour le Groupe. En effet, le Groupe n'est exposé aux risques de prix des marchandises que pour les opérations d'achat menées pour le compte de projets ou d'activités d'investissement. Le risque lié aux cours des actions ne s'applique qu'aux participations détenues par le Groupe dans des entreprises associées ainsi qu'aux titres de placement disponibles à la vente.

Risque de change

Le risque de change est défini comme la perte potentielle qui résulterait d'une évolution défavorable des cours de change de devises étrangères. Les mouvements des cours de change affectent à la fois le résultat net et la position financière du Groupe, exprimée en USD. La devise fonctionnelle et la devise de présentation du Groupe est le dollar US et l'exposition au risque de change provient :

- (1) des transactions futures prévues et hautement probables, libellées en devises étrangères ;
- (2) des engagements fermes de la société, libellés en devises étrangères ; et
- (3) des éléments monétaires (principalement les créances et les dettes commerciales) libellés en devises étrangères.

Le Groupe gère son risque de change sur les flux de trésorerie futurs attendus (« couverture de flux de trésorerie ») avec l'objectif de protéger son budget et les résultats prévus ainsi que sa marge sur les contrats à long terme.

Les autres instruments qui peuvent être utilisés pour des opérations de couverture comprennent des contrats à terme et de renversement de risque (collars à coût zéro ou combinaison d'options) afin de couvrir l'exposition générée par les paiements et les encaissements en devises étrangères. Le Groupe a également conclu des contrats de change à terme afin de gérer le risque lié aux opérations d'achat et de vente en devises étrangères, prévues sur un horizon typique de douze mois.

Les politiques suivantes sont appliquées en matière de gestion des risques de change :

- Les contrats avec les clients seront de préférence conclus en USD mais peuvent être également conclus en euros ou dans une autre devise, avec l'objectif d'augmenter le niveau de couverture « naturelle » de la base des coûts. Des contrats en devises séparées peuvent être utilisés, à condition qu'il y ait une composante de coût en devise locale. Lorsque les flux de trésorerie ne sont pas compensés en interne par des flux de trésorerie opposés (sur la même période et sujets aux mêmes variations), l'exposition restante fera l'objet d'une couverture dont le coût sera affecté à la rentabilité de l'activité commerciale sous-jacente.
- Toute signature d'un contrat important avec un fournisseur ou un client (nouveau contrat ou renouvellement) qui n'est pas en USD doit être soumise au département Trésorerie pour approbation.
- Lorsque des flux de trésorerie en devises non-USD liés à des contrats avec les clients ne sont pas compensés en interne par des flux de trésorerie opposés dans la même devise (sur la même période et sujets aux mêmes variations), l'exposition restante fait partie de l'exposition totale nette de change. Le risque résiduel est limité par la couverture des toutes les expositions nettes annuelles de change supérieures à 8 millions de dollars US en utilisant des renouvellements trimestriels et une approche par couches sur 12 mois.
- La limite de couverture est de 100% de l'exposition nette de change. Toute position au-delà de 100% serait considérée comme spéculative.
- Le niveau minimum de couverture doit être d'au moins 75% à la fin de l'année calendrier.
- La gestion du risque de change inclut l'utilisation d'instruments simples (« plain vanilla »). L'utilisation d'options exotiques n'est pas autorisée.

Le tableau ci-dessous résume l'exposition du Groupe au risque de change, aux valeurs comptables fixées en date des 31 décembre 2020 et 2019 :

En US\$ 000	CAD/USD	SGD/USD	GBP/USD	CHF/USD	BRL/USD	CZK/USD
Exposition au risque de change						
Au 31 décembre 2019	54.996	38.912	108.310	84.334	19.084	16.223
Au 31 décembre 2020	52.872	19.733	98.539	74.597	11.597	14.179

Un signe négatif indique une entrée de trésorerie de la devise respective tandis qu'un signe positif indique une sortie de trésorerie.

Si le dollar américain s'apprécie de dix pour cent par rapport aux devises mentionnées ci-dessus, le Groupe comptabiliserait un gain de 27,2 millions USD (2019 : 32,2 millions USD). Si le dollar américain se déprécie de dix pour cent par rapport aux devises mentionnées ci-dessus, le Groupe pourrait enregistrer une perte de change opposée de 27,2 millions USD (2019 : 32,2 millions USD).

Le taux de 10 % représente le taux de sensibilité utilisé pour évaluer l'impact raisonnable de l'évolution possible des taux de changes sur une devise étrangère. Les valeurs nominales des jambes individuelles de swaps se rapportant à des instruments financiers dérivés sont allouées aux catégories de devises correspondantes.

Dans le cadre de la gestion des risques, l'exposition au risque de change est évaluée sur la base des flux de trésorerie attendus.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la valeur des positions du Groupe ou sa rentabilité fluctue en fonction de l'évolution des taux d'intérêt. La durée pendant laquelle le taux d'intérêt d'un instrument financier est fixé, indique dans quelle mesure il est exposé au risque.

Le risque de taux d'intérêt est géré en faisant coïncider, autant que possible, les échéances des taux d'intérêt des dettes du Groupe avec les échéances des taux d'intérêt applicables à ses actifs. Le Groupe peut protéger sa rentabilité de ce risque, par l'intermédiaire de couvertures sur le risque de taux d'intérêt.

En 2020, ce risque s'est matérialisé par des taux de financement plus élevés pour les membres de l'industrie du transport aérien à la suite de la pandémie COVID-19.

Le tableau ci-dessous résume les caractéristiques de renégociation d'intérêts des actifs et passifs financiers porteurs d'intérêts. En outre, ce tableau reprend les actifs et les passifs du Groupe à leur valeur comptable, classés par date la plus récente entre la date de renégociation contractuelle ou la date d'échéance.

Groupe SITA SC

Rapport Annuel 2020

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020	< 1 an	> 1 an	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	406.187	-	406.187
	406.187	-	406.187
Dettes financières			
Fonds des membres - certificats d'investissement	(18.064)	(63.786)	(81.850)
Emprunts bancaires	(2.624)	(4.137)	(6.761)
Emprunts et autres dettes ¹	(1.671)	(15.062)	(16.733)
Passifs locatifs	(22.810)	(40.287)	(63.097)
	(45.169)	(123.272)	(168.441)
Exposition nette aux intérêts	361.018	(123.272)	237.746

Sensibilité à un an due à l'évolution des taux d'intérêt	Augmentation de 50 points de base	Baisse de 50 points de base
En US\$ 000		
Dans le compte de résultat	(1.189)	1.189
Via capitaux propres	-	-
	(1.189)	1.189

¹ Les autres dettes représentent des contingences présentées dans les dettes commerciales et autres dettes. Voir Annexe 23.

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2019	< 1 an	> 1 an	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	460.160	-	460.160
	460.160	-	460.160
Dettes financières			
Fonds des membres - certificats d'investissement	(16.573)	(63.714)	(80.287)
Emprunts et autres dettes ¹	(1.126)	(17.536)	(18.662)
Dettes de location-financement	(20.135)	(54.080)	(74.215)
	(37.834)	(135.330)	(173.164)
Exposition nette aux intérêts	422.326	(135.330)	286.996

Sensibilité à un an due à l'évolution des taux d'intérêt	Augmentation de 50 points de base	Baisse de 50 points de base
En US\$ 000		
Dans le compte de résultat	(1.435)	1.435
Via capitaux propres	-	-
	(1.435)	1.435

¹ Les autres dettes représentent des contingences présentées dans les dettes commerciales et autres dettes. Voir Annexe 23.

Concernant les dettes à taux flottant, une analyse de sensibilité est préparée sur base de l'hypothèse que le montant des dettes en fin d'exercice était le même pendant toute la durée de l'exercice.

Une augmentation ou une diminution de 50 points de base est utilisée pour évaluer le risque de taux d'intérêt en interne d'une modification éventuelle raisonnable des taux d'intérêt.

Le tableau suivant présente les taux d'intérêt moyens pondérés des actifs financiers porteurs d'intérêt au 31 décembre 2020 et 2019 :

	2020 % USD	% EUR	2019 % USD	% EUR
Actifs financiers				
Dépôts à court terme	0,53%	N/A	2,37%	N/A
Dettes financières				
Certificats d'Investissement global	2,62%	0,00%	3,72%	0,00%
Emprunts bancaires	-	2,20%	-	0,00%

Les intérêts dus sur les passifs financiers résultent principalement d'obligations dans le cadre de contrats de location (voir Annexe 25) et d'emprunts bancaires.

(c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité apparaît lorsqu'il n'y a pas suffisamment de fonds pour respecter les obligations financières ou lorsque les actifs doivent être vendus à un prix inférieur à leur juste valeur afin de satisfaire à ces obligations.

La responsabilité finale de la gestion du risque de liquidité incombe à la direction qui a instauré un plan de gestion du risque de liquidité adéquat pour gérer le financement et les obligations de liquidités du Groupe, aussi bien à court terme, qu'à moyen et long terme.

Le Groupe gère le risque de liquidité en conservant des réserves adéquates, des facilités bancaires et une capacité d'emprunt, en surveillant de manière continue les flux de trésorerie actuels et futurs et en réconciliant les profils d'échéance des actifs et passifs financiers.

L'objectif premier en matière de financement est de maintenir des accords financiers qui soient adéquats par rapport aux activités et aux objectifs de la Société et ce, à un prix acceptable. De tels accords financiers doivent être conclus avec des contreparties financières qui peuvent démontrer leur solvabilité.

Afin d'atteindre cet objectif, les principes suivants sont en place :

- Sur base d'une période de 18 mois continus, des facilités seront mises en place afin de financer le budget et le plan de l'entreprise avec une marge suffisante pour couvrir les changements qui se produisent au niveau des besoins de l'activité et des conditions du secteur et de l'économie ;
- Sur la période allant de 1 à 3 ans dans le futur, des facilités seront mises en place pour respecter le niveau de financement anticipé requis dans un délai de 18 mois, pour la durée restante de la période de 3 ans afin d'avoir une assurance raisonnable qu'un financement supplémentaire peut être obtenu à partir de ce moment et jusqu'à la fin des 3 ans ;
- À un horizon de plus de 3 ans, la direction doit s'assurer que des financements seront probablement disponibles pour satisfaire aux besoins de l'activité, sur la base d'une analyse de rentabilité, des flux de trésorerie et des ratios pertinents.

Le tableau suivant présente une répartition des passifs financiers en fonction de leurs échéances, sur la base des durées restantes jusqu'aux dates de remboursement contractuelles prévues. Le tableau comprend l'estimation des flux de trésorerie des intérêts.

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020	< 3 months	3-12 months	1-2 years	2-5 years	> 5 years	Total
Dettes financières autres que flux de trésorerie sortants relatifs aux produits dérivés	186.855	46.005	17.319	44.505	21.161	315.845
Passifs liés aux obligations locatives	5.922	17.766	16.361	19.970	6.235	66.254
Instruments financiers dérivés	72.746	113.049	-	-	-	185.795
Flux de trésorerie sortant au titre des intérêts	30	1.076	636	1.138	662	3.543

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2019	< 3 mois	3-12 mois	1-2 années	2-5 années	> 5 années	Total
Dettes financières autres que flux de trésorerie sortants relatifs aux produits dérivés	284.114	44.556	17.606	63.644	-	409.920
Passifs liés aux obligations locatives	5.429	16.288	16.761	34.066	7.591	80.135
Instruments financiers dérivés	65.910	153.131	-	-	-	219.041
Flux de trésorerie sortant au titre des intérêts	38	1.549	938	2.837	210	5.572

Les tableaux ci-dessus ont été préparés sur la base des flux de trésorerie des passifs financiers non actualisés. Les instruments dérivés ont été inclus sur une base nette s'ils sont réglés sur une base nette et sur la base des flux de trésorerie sortants non actualisés s'il s'agit d'instruments dérivés qui requièrent une réalisation brute. Lorsque les instruments dérivés ne sont pas assortis d'un taux d'intérêt fixe, le montant de la dette présenté a été déterminé par référence aux taux d'intérêt projetés, tel qu'illustré par les courbes de rendement existant à la date de clôture.

Les facilités bancaires dont dispose le Groupe afin de réduire davantage son risque de liquidité sont les suivantes :

En US\$ 000 Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Facilité disponible en :		
1 an	205.000	75.000
2 ans	110.000	229.000
3 ans	30.000	120.000
Après 5 ans	-	-

(d) Gestion du risque de capital

Le Groupe gère son capital de manière à assurer que les entités soient capables de poursuivre leurs activités et à maximiser le rendement pour les parties prenantes en optimisant l'équilibre entre dettes et capitaux propres. La stratégie globale du Groupe reste inchangée par rapport à 2019. La structure du capital du Groupe se compose principalement de fonds propres, comme indiqué à l'Annexe 18.

La position d'endettement (gearing) du Groupe est résumée de la manière suivante :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Dette :		
Autres dettes, engagements liés aux obligations locatives inclus	(79.830)	(92.877)
Prêts bancaires et gouvernementaux	(6.761)	-
Fonds des membres - Certificats d'investissement global	(81.850)	(80.287)
	(168.441)	(173.164)
Trésorerie et équivalents	406.187	460.160
Trésorerie moins dette nette	237.746	286.996
Capitaux propres, participations sans contrôle incluses	237.372	305.071

(e) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers est déterminée comme suit :

- La juste valeur des actifs et passifs financiers dont les termes et conditions sont standards et négociés sur des marchés actifs et liquides est déterminée par référence à la cotation du cours de bourse ;
- La juste valeur des autres actifs et passifs financiers (hormis les instruments dérivés) est déterminée en accord avec les modèles de valorisation généralement acceptés, basés sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés, en utilisant les prix de marché observés et les cotations des vendeurs pour des instruments similaires ;
- La juste valeur des instruments dérivés est déterminée en utilisant des cotations de cours de bourse. Lorsque ces prix ne sont pas disponibles, on utilise l'analyse des flux de trésorerie actualisés qui applique des courbes de rendement en fonction de la durée des instruments pour les dérivés non optionnels et des modèles de valorisation d'option pour les dérivés optionnels. Les contrats à terme sur les devises étrangères sont valorisés en utilisant les taux de change à terme cotés et les courbes de rendement dérivées des taux d'intérêt cotés correspondant à la date d'échéance des contrats.

La direction considère que la valeur comptable des actifs et passifs financiers enregistrés au coût amorti dans les états financiers est proche de leur juste valeur. Conformément à la norme IFRS 7, paragraphe 29, la présentation de la juste valeur n'est pas requise lorsque la valeur comptable des actifs et passifs financiers est une estimation raisonnable de la juste valeur, comme c'est le cas pour les actifs courants et les dettes à court terme. Les actifs et passifs financiers sont en majorité à court terme et le taux d'intérêt moyen sur les contrats de location en cours ne diffère pas significativement des taux d'intérêt actuels.

L'analyse ci-dessous montre la comparaison par catégorie d'instruments financiers selon la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers du Groupe se trouvant dans les états financiers :

En US\$ 000				
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020 Carrying value	Fair value	2019 Carrying value	Fair value
Actifs financiers				
Autres actifs financiers	5.861	5.861	7.922	7.922
Créances commerciales et autres créances	283.273	283.273	408.505	408.505
Actifs financiers dérivés	7.302	7.302	3.064	3.064
Trésorerie et équivalents de trésorerie	406.187	406.187	460.160	460.160
Dettes financières				
Fonds des membres	124.216	124.216	123.717	123.717
Prêts	6.761	6.761	-	-
Autres dettes	15.062	15.062	17.536	17.536
Dettes commerciales et autres dettes	340.950	340.950	492.139	492.139
Instruments financiers dérivés	17	17	115	115
Passifs liés aux obligations locatives	63.097	63.097	74.215	74.215

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incluse pour le montant auquel l'instrument pourrait être échangé lors d'une transaction entre parties consentantes, hors les cas de vente forcée ou de liquidation.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont servi à estimer les justes valeurs :

- La trésorerie et les dépôts à court terme, les créances commerciales, les dettes commerciales et autres dettes à court terme se rapprochent de leur valeur comptable, en grande partie en raison de leur échéance à court terme ;
- Les créances à long terme à taux fixe sont évaluées en fonction de paramètres tels que le taux d'intérêt, des facteurs risques-pays, la solvabilité individuelle du client et les caractéristiques de risque de l'instrument financier. Sur base de cette évaluation, une provision est constituée pour tenir compte des pertes prévues sur ces créances. Au 31 décembre 2020, la valeur comptable de ces créances n'est pas substantiellement différente de la juste valeur calculée ;
- La juste valeur des instruments non cotés et des obligations prévues dans le cadre de contrats de leasing financier ainsi que d'autres dettes financières non courantes est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs, en utilisant les taux actuellement disponibles pour la dette à des conditions similaires, avec un même risque de crédit et des échéances similaires ;
- Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont estimées en utilisant une technique d'évaluation basée sur des calculs de valeur actualisée, avec des données de marché observables. Le modèle intègre des données diverses, comprenant la qualité de crédit de la contrepartie, les taux de change, le taux à terme et les courbes de taux d'intérêt ;
- La juste valeur des contreparties éventuelles dans le cadre de l'acquisition de la participation supplémentaire dans sa filiale SITAONAIR N.V. est calculée selon la méthode de la meilleure estimation des flux de trésorerie actualisés, sur la base du plan d'entreprise mis à jour de SITAONAIR N.V. Ces flux de trésorerie dépendent de l'estimation du nombre d'avions qui seront équipés de la technologie SITAONAIR N.V., au total et au cours de

l'exercice. Le paiement est censé débiter dès qu'un nombre minimum d'appareils aura été équipé. Lorsque notre meilleure estimation des flux de trésorerie sortants dépasse le montant maximum prévu au contrat, ce montant maximum devient le flux de trésorerie estimé sortant. L'actualisation des flux de trésorerie est basée sur le taux swap USD à 5 ans. La juste valeur n'est pas très sensible à un changement d'hypothèse car le montant d'acquisition (earnout) est plafonné et non limité dans le temps.

(f) Hiérarchie de juste valeur

Le Groupe utilise la hiérarchie suivante pour la détermination et la présentation de la juste valeur des instruments financiers par la technique d'évaluation :

- Niveau 1 : la cotation (non ajustée) de prix sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : d'autres techniques pour lesquelles toutes les données ayant un effet significatif sur la juste valeur enregistrée sont observables, soit directement, soit indirectement ;
- Niveau 3 : les techniques qui utilisent d'autres données qui ont un effet significatif sur la juste valeur enregistrée et qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché.

En US\$ 000 For the year ended December 31	2020			
	Carrying value	Level 1	Level 2	Level 3
Actifs financiers				
Autres actifs financiers	5.861	-	5.861	-
Créances commerciales et autres créances	283.273	-	283.273	-
Actifs financiers dérivés	7.302	-	7.302	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	406.187	406.187	-	-
Dettes financières				
Fonds des membres	124.216	-	124.216	-
Autres dettes	6.761	-	6.761	-
Prêts	15.062	-	-	15.062
Dettes commerciales et autres dettes	340.950	-	340.950	-
Instruments financiers dérivés	17	-	17	-
Passifs liés aux obligations locatives	63.097	-	63.097	-

En US\$ 000				
For the year ended December 31	2019			
	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Autres actifs financiers	7.922	-	7.922	-
Créances commerciales et autres créances	408.505	-	408.505	-
Actifs financiers dérivés	3.064	-	3.064	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	460.160	460.160	-	-
Dettes financières				
Fonds des membres	123.717	-	123.717	-
Autres dettes	17.536	-	-	17.536
Dettes commerciales et autres dettes	492.139	-	492.139	-
Instruments financiers dérivés	115	-	115	-
Passifs liés aux obligations locatives	74.215	-	74.215	-

La méthode d'évaluation utilisée pour les instruments de niveau 3 est expliquée au point (g) « Juste valeur des instruments financiers ».

Pendant l'année, il n'y a pas eu de transferts entre l'évaluation de juste valeur de niveaux 1 et 2, ni de transferts vers et au départ de l'évaluation de juste valeur de niveau 3.

27. ACQUISITIONS DE FILIALES

En 2019, le Groupe s'est porté acquéreur de l'intégralité des parts de Software Design et GTD Air Services.

Au cours de l'exercice 2020, le prix d'acquisition de GTD Air Services a été revue à la hausse. En conséquence, un goodwill additionnel a été reconnu (voir Annexe 8). Le Groupe n'a pas effectué d'autres acquisitions en 2020.

28. ACTIVITÉS "PASSENGER SERVICES"

En 2019, le Groupe a décidé de se retirer du marché « Passenger Services ».

Afin d'anticiper les impacts de cette décision sur sa performance financière future, le Groupe présente ci-dessous les résultats de l'activité « Passenger Services », y compris les activités Passenger Services Systems et l'activité réseau liée, ainsi que les résultats du Groupe en excluant cette activité.

Résultats de l'activité « Passenger Services »

Compte de résultat

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Chiffre d'affaires	77.013	146.560
Charges d'exploitation	(72.085)	(159.127)
Marge nette avant impôts	4.928	(12.567)
Impôts sur le revenu	(2.486)	-
Marge nette après impôts	2.442	(12.567)

Les charges d'exploitation se composent de coûts directs et indirects alloués à l'activité « Passenger Services ». Les charges directes sont allouées au centre de coût et les charges indirectes sont allouées au moyen de clés d'allocation internes (sur la base du chiffre d'affaires, des effectifs ou de l'utilisation).

En 2020, la marge de cette activité a été positivement impactée par l'évolution de ses provisions (voir Annexe 20).

Tableaux des flux de trésorerie

L'analyse des flux de trésorerie nets issus des opérations et des activités d'investissement et de financement est la suivante :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Perte nette de la période	2.442	(12.567)
Ajustements relatifs aux éléments non monétaires	(27.859)	7.597
Évolution du capital d'exploitation	3.929	2.803
Trésorerie nette des opérations	(21.488)	(2.167)
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement	-	-
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités de financement	-	-
Augmentation/(baisse) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(21.488)	(2.167)

Ces mouvements ont été déterminés au moyen de tous les éléments du bilan en rapport avec l'activité « Passenger Services ». L'analyse des flux de trésorerie inclut par conséquent des mouvements sur des actifs et des passifs et des mouvements sur d'autres éléments du bilan tels que des créances commerciales et des dettes fournisseurs.

Les créances commerciales qui ont été prises en considération couvrent l'ensemble des créances de clients de l'activité « Passenger Services ». Les dettes fournisseurs qui ont été prises en considération couvrent l'ensemble des dettes en rapport avec le centre de coût de cette activité.

Résultats du Groupe excluant l'activité « Passenger Services »

Compte de résultat

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		2020	2019
Chiffre d'affaires		1.261.725	1.678.992
Coût des ventes		(1.077.841)	(1.313.227)
Marge brute		183.884	365.765
Frais de vente et de marketing		(96.760)	(105.700)
Frais généraux et administratifs		(80.324)	(89.971)
Autres produits et charges		(39.860)	(3.762)
Marge opérationnelle		(33.060)	166.332
Revenus financiers		4.037	7.568
Frais financiers		(19.471)	(23.039)
Marge avant impôts		(48.494)	150.861
Charges des impôts sur le revenu		(23.089)	(48.515)
Marge nette de l'exercice		(71.583)	102.346

Tableau des flux de trésorerie

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre		2020	2019
Bénéfice net de la période		(71.583)	102.346
Ajustements relatifs aux éléments non monétaires		184.888	148.976
Évolution du capital d'exploitation		(68.391)	(70.091)
Trésorerie nette des opérations		44.914	181.231
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement		(65.218)	(122.479)
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités de financement		(15.277)	(45.699)
Augmentation/(baisse) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(35.581)	13.053

29. ENGAGEMENTS ET CONTINGENCES

Poursuites judiciaires

Le Groupe a des passifs éventuels liés à des procédures judiciaires découlant de l'exercice habituel de ses activités. Au 31 décembre 2020, il n'y a ni litige, ni procédure significative en cours à l'encontre du Groupe pour lesquels des provisions n'auraient pas été constituées ou qui exigeraient des informations complémentaires (aucune en 2019). A la fin de l'exercice 2020, une partie de la provision prise pour faire face à des procédures judiciaires est couverte par une contingence dans la mesure où le Groupe sera remboursé par une tierce partie en cas de réalisation du risque.

Garanties de soumission, garanties d'exécution et lettres de crédit stand-by

Dans le cadre de son activité normale, le Groupe émet des garanties d'exécution en faveur de ses clients. Le Groupe n'a pas connaissance de contrats éventuels qui ne seraient pas exécutés, pouvant donner lieu à l'exécution d'une garantie. Par conséquent, aucune provision n'a été enregistrée. À la fin de 2020, le montant en cours s'élevait à 112,1 millions USD (2019 : 101,1 millions USD). Il convient de noter que ce montant de 112,1 millions USD inclut les obligations d'assurance exigées par les clients en vue de couvrir les engagements prévus aux contrats pour un montant de 37,8 millions USD.

Lignes de crédit

Au 31 décembre 2020, les lignes de crédit souscrites auprès d'institutions financières et conjointement garanties par le Groupe s'élevaient à 345,0 millions USD (2019 : 424,0 millions USD). Aux 31 décembre 2020 et 2019, aucun fonds n'a été prélevé par SITA SC ou SITA N.V.

30. RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les rémunérations des administrateurs et des autres membres de l'équipe de direction versées durant l'année peuvent être détaillées comme suit :

En US\$ 000		
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	2020	2019
Avantages à court terme	9.622	7.619
Versements de retraite	4.574	811
Total	14.196	8.430

Le personnel de direction est composé des membres du Conseil d'Administration, du Chief Financial Officer, des SVP Strategy and Business Support et SITA at Airports & Borders et des quatre présidents des zones géographiques. Pour 2020, le montant des rémunérations inclut les rémunérations variables liées à l'exercice 2019 qui ont été réglées en 2020.

La rémunération individuelle nette des administrateurs mentionnés ci-dessus s'établit comme suit :

En US\$ 000	2020	2019
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre	Gross Remuneration	Gross Remuneration
Barrière, Sonia	61,0	58,0
Békéssy Emese	61,0	67,0
Dalibard, Barbara*	-	-
Gagey Frédéric	66,0	29,0
Haun, Elizabeth	63,0	76,0
Jefri, Omar	79,0	87,0
John, Dirk	55,0	29,0
Jossart, Laurent***	45,0	108,0
Kleinsorg, Christoph***	27,0	69,0
Schuetz, Roland	57,0	66,0
Scokin, Damian**	-	29,0
Sieber, Stephan	55,0	29,0
Srinivasan, Arasnipala	39,0	32,0
Steer, Richard	61,0	55,0
Sundaram, Easwaran	61,0	58,0
Woldbye, Thomas***	49,0	52,0
Total	779,0	844,0

* En qualité de CEO de SITA, pas rémunérée en tant que membre du Conseil d'administration

** A quitté le Conseil d'Administration en 2019

*** A quitté le Conseil d'Administration en 2020

31. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La norme IAS 24 « Information relative aux parties liées » ne tient pas compte du cas spécifique des compagnies sans but lucratif. Les objectifs de la norme pourraient mener à conclure que les membres de SITA SC sont, dans le cadre de l'élaboration des annexes IFRS, des parties liées. Il est par ailleurs à noter que l'adhésion à la coopérative est très diluée, aucun membre ne possédant un pourcentage significatif des actions de SITA SC.

La plupart des ventes de l'année ont été réalisées auprès de membres de SITA SC. La présentation de données détaillées concernant les transactions et les soldes avec les parties concernées n'apporterait par conséquent que peu d'informations supplémentaires utiles.

32. HONORAIRES D'AUDIT ET AUTRES PRESTATIONS

Au cours de l'exercice 2020, le Groupe a versé des honoraires au réseau PricewaterhouseCoopers pour un montant total de 2,7 millions USD pour des services d'audit ainsi que pour d'autres prestations non liées à l'audit.

La ventilation de ces honoraires est détaillée ci-dessous :

En US\$ 000			
Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020	PwC Audit	PwC Network	Total PwC Network
Audit des Etats financiers	2.619	-	2.619
Autres procédures d'audit	14	2	16
Services fiscaux	-	-	-
Autres services non liés à l'audit	-	33	33
Total	2.633	35	2.668

33. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

En février 2021, SITA, par l'intermédiaire de sa filiale SITA Passenger Service System (US) Inc., a été victime d'une cyberattaque, ce qui a mené à un incident de sécurité impliquant certaines données des passagers, stockées sur les serveurs SITA PSS (Passenger Service System).

Après confirmation de la gravité de l'incident de sécurité le 24 février, SITA a pris des mesures immédiates pour communiquer avec les clients touchés et toutes les organisations connexes.

Nous reconnaissons que la pandémie COVID-19 a augmenté les préoccupations concernant la sécurité et le vol de données personnelles pendant que les cybercriminels devenaient plus actifs et adoptaient des méthodes toujours plus sophistiquées. L'attaque dont SITA a été victime était extrêmement sophistiquée. SITA a agi rapidement en lançant directement des mesures de confinement ciblées. Cet incident fait toujours l'objet d'une enquête approfondie par l'équipe d'intervention de SITA avec le soutien d'experts externes en cybersécurité.

À ce stade, la Société continue d'évaluer la portée de cet incident et d'examiner avec toutes les parties prenantes son impact potentiel.

Nous prenons très au sérieux la sécurité des informations de nos clients, et nous prenons toutes les mesures nécessaires pour atténuer l'impact sur les clients qui ont été touchés par cet incident.

Aucun autre événement important pouvant conduire à un ajustement des états financiers n'est survenu après le 31 décembre 2020.

34. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nom de la filiale	Localisation	Participation (%)	2020	Participation (%)	2019
			Droit de vote détenu (%)		Droit de vote détenu (%)
SITA N.V.	The Netherlands	41,4	100	41,4	100
SITA B.V.	The Netherlands	41,4	100	41,4	100
SITA Technologies B.V.	The Netherlands	41,4	100	41,4	100
SITA Ypenburg B.V.	The Netherlands	41,4	100	41,4	100
SITA Manco B.V.	The Netherlands	41,4	100	-	-
SITA Tonga B.V.	The Netherlands	41,4	100	-	-
SITA Advanced Travel Solutions Pty. Ltd.	Australia	41,4	100	41,4	100
SITA Advanced Travel Solutions Ltd.	UK	41,4	100	41,4	100
SITA Advanced Travel Solutions Inc.	USA	41,4	100	41,4	100
SITA Information Networking Computing Ireland Ltd.	Ireland	41,4	100	41,4	100
SITA Information Networking Computing (India) Private Ltd.	India	41	100	41	100
SITA IT Services France S.A.S.	France	41	100	41	100
Compagnie Internationale de Participations S.A.	Belgium	100,0	100	100,0	100
Sociedade Internacionale de Telecomunicacoes Aeronauticas do Brasil Ltda.	Brazil	100,0	100	100,0	100
SITA INC. Do Brasil Holdings Ltda.	Brazil	41,4	100	41,4	100
SITA INC Do Brasil Ltda.	Brazil	41,4	100	41,4	100
SITA IT Services Burundi	Burundi	41	100	0	0
SITA Cameroon Sarl	Cameroon	41,4	100	41,4	100
SITA Information Networking Computing Canada Inc.	Canada	41	100	41	100
CIP Chile S.A.	Chile	100,0	100	100	100
SITA Information Networking Computing Colombia S.A.	Colombia	41,4	100	41	100
SITA Republica Dominica S.A.	Dominican Republic	100,0	100	100,0	100
SITA Information Networking Computing B.V./Jordan	Jordan	41,4	100	41,4	100
SITA IT Services Kenya Ltd	Kenya	41,4	100	-	0
ATS IT Services Mexico S. de R.L. de C.V.	Mexico	41,4	100	41	100
SITA Air Transport Industry Solutions Sdn. Bhd.	Malaysia	41,4	100	41,4	100
SITA IT Services Lebanon (OS) Sal	Lebanon	41,4	100	41,4	100
SITA Telecommunications Nigeria Ltd.	Nigeria	41,4	100	41,4	100
SITA IT Services LLC	Oman	41,4	100	41,4	100
SITA Pakistan (Private) Ltd.	Pakistan	41,4	100	41,4	100
SITA Information Networking Computing (Asia Pacific) Pte. Ltd.	Singapore	41,4	100	41,4	100
Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques Greater China Holdings Pte. Ltd.	Singapore	41,4	100	41,4	100
PT SITA Information Networking Computing Indonesia	Indonesia	41,4	100	41,4	100
SITA Information Networking Computing Sarl (merged with SITA Switzerland SARL)	Switzerland	-	0	41,4	100
SITA Bureau Services S.A. (liquidated in 2020)	Switzerland	-	0	41,4	100
SITA Information Networking Computing Thailand Co. Ltd.	Thailand	20,3	49	20,3	49
SITA IT Services Turks and Caicos Island LTD	Turks & Caicos	41	100	0	0
LLC SITA Information Networking Computing (Ukraine) Ltd.	Ukraine	41	100	41	100
SITA Information Networking Computing UK Ltd.	UK	41,4	100	41,4	100
SITA Information Networking Computing USA Inc.	USA	41,4	100	41,4	100
SITA Ventures Inc.	USA	41,4	100	41,4	100
Compania Internacional de Participaciones CIP Venezuela S.A.	Venezuela	100	100	100	100
SITA Chad S.A.S	Chad	100,0	100	100,0	100
SOFTWARE DESIGN S.P.A.	Italy	41,4	100	41,4	100
SITA IT Services BY LLC	Belarus	41,4	100	41,4	100
SITA EWAS Application Services S.L.	Spain	41,4	100	41,4	100
Aviareto Limited	Ireland	80,0	80	80,0	80
CHAMP Cargosystems S.A.	Luxembourg	21,2	51	21,2	51
CHAMP Cargosystems (UK) Limited*	UK	21,2	51	21,2	51
CHAMP Cargosystems (Philippines) Inc. *	Philippines	21,2	51	21,2	51
SITA Telecom S.A.S.	France	41,4	100	41,4	100
SITA Airport IT GmbH	Germany	29,0	70	29,0	70
SITA OnAir N.V.	The Netherlands	41,4	100	41,4	100
SITA OnAir USA Inc.	USA	41,4	100	41,4	100

Groupe SITA SC

Rapport Annuel 2020

SITA Passenger Service System Operations (US) LLC	USA	41,4	100	41,4	100
SITA Passenger Service System (US) Inc.	USA	41,4	100	41,4	100
LLC SITA IT Services (OOO СИТА ИТ Сервисес) (Russia)	Russia	41,4	100	41,4	100
SITA Switzerland Sarl	Switzerland	41,4	100	41,4	100
Champ Cargosystems (Switzerland) AG	Switzerland	21,2	51	21,2	51
SITA IT Services Switzerland Sarl	Switzerland	41,4	100	41,4	100
CPS Systems Pty Ltd	Australia	41,4	100	41,4	100
SITA Technologies Australia Pty. Ltd.	Australia	41,4	100	41,4	100
SITA It Services (Beijing) Co. Ltd.	China	41,4	100	41,4	100
SITA Cambodia Ltd.	Cambodia	41,4	100	41	100
SITA Workbridge A/S	Denmark	41,4	100	41	100
Signature Technologies, Inc.	USA	41	100	41	100
SITA IT Services LLC	Mongolia	41,4	100	41,4	100
Regulis S.A.	Luxembourg	41,4	100	41,4	100
Champ Forwarding Systems S.A.*	Luxembourg	35,2	35	35,2	35
SITA Hong Kong Technology Ltd.**	Hong Kong	16,6	40	16,6	40
Champ Cargosystems GMBH*	Germany	21,2	51	21,2	51
Global Logistics Worldwide Company for Development Freight Information Networks GmbH***	Germany	9,9	10	9,9	10
Cargo Information Network France S.A.S. ***	France	5,0	12	5,0	12

* Filiale de Champ Cargosystems S.A.

** Entreprise associée

*** (In)directement détenu par Champ Cargosystems GmbH

Le Groupe, même s'il possède moins de la moitié des actions de SITA N.V., est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise grâce au contrôle de SITA Group Foundation (qui détient 59,7% des actions de SITA N.V.). Les deux entités sont également gérées par la même équipe de management et en tant que telle, SITA SC a la possibilité d'utiliser son pouvoir sur SITA NV pour influencer le montant des rendements des investisseurs.

SITA Information Networking Computing B.V. contrôle SITA Information Networking Computing Thailand Co. Ltd, par le biais d'options.

DÉTAILS DES FILIALES NON ENTIÈREMENT DÉTENUES AVEC DES PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les principales informations financières relatives à SITA N.V., la filiale du Groupe dans laquelle les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives, sont indiquées ci-dessous.

SITA N.V.	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2020	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2019
Actifs courants	742.495	887.561
Actifs non courants	466.937	500.572
Passifs courants	472.790	573.009
Passifs non courants	220.799	254.329
Détenteurs d'actions de la Société	495.226	535.809
Participations sans contrôle	20.617	24.986
Total revenus	1.008.610	1.431.163
Total charges	(1.077.751)	(1.341.384)
Marge attribuable aux propriétaires de l'entreprise	(63.555)	88.002
Marge attribuable aux participations sans contrôle	(5.586)	1.777
Marge de l'exercice	(69.141)	89.779
Autre résultat global attribuable aux propriétaires de l'entreprise	4.542	(9.027)
Autre résultat global attribuable aux participations sans contrôle	2.434	(1.043)
Autre résultat global de l'exercice	6.976	(10.070)
Total du résultat global attribuable aux propriétaires de la société	(59.013)	78.975
Total du résultat global attribuable aux participations sans contrôle	(3.152)	734
Total résultat global de l'exercice	(62.165)	79.709
Trésorerie nette des activités d'exploitation	25.721	148.026
Trésorerie nette utilisée dans le cadre des activités d'investissement	(58.297)	(122.664)
Trésorerie nette (utilisée dans le cadre des)/fournies par les activités de financement	(11.532)	(19.142)
Différences de change relatives à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie	3.096	(835)
Mouvements nets de trésorerie et équivalents de trésorerie	(41.012)	5.385

Les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales SAITG et Champ Cargosystems sont peu importantes et elles ne sont par conséquent pas communiquées séparément. Elles sont incluses ci-dessus dans le résumé de SITA N.V.

La direction n'est pas informée d'éventuelles restrictions d'accès ou restrictions d'utilisation des actifs ou de règlement des dettes des filiales du Groupe.

1,2 million USD de dividende a été payé aux participations minoritaires en 2020 (2019 :1,7 million USD).

Groupe SITA SC

Rapport Annuel 2020

RAPPORT DU COMMISSAIRE INDÉPENDANT

BUREAUX MONDIAUX

Siège Social

SITA SC

Avenue des Olympiades 2
1140 Bruxelles
Belgium
Tel : +32 (0)2 745 0517

Bureaux Régionaux

Americas

3100 Cumberland Boulevard
Suite 900
Atlanta, GA 30339
United States of America
Tel : +1 770 850 4500

Asia Pacific

11 Loyang Way
Singapore 508723
Republic of Singapore
Tel : +65 6545 3711

Middle East, India & Africa

Bachoura, Khandak El-Ghamik
Daoud Ammoun Street
SITA Building
PO Box 11-6524
Riad El-Solh 1107 2220
Beirut - Lebanon
Tel : +961 1637 300

Europe

26 Chemin de Joinville
1216 Cointrin
Geneva
Switzerland
Tel : +41 22 747 6111

www.sita.aero



**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE
TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES CV**

**Rapport du commissaire à l'assemblée générale des
actionnaires sur les comptes consolidés pour
l'exercice clos le 31 décembre 2020**

Le 4 mai 2021



RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES CV SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés de Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques CV (la « Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes consolidés ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 27 juin 2018, conformément à la proposition des administrateurs émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2020. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes consolidés de la Société durant 6 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes consolidés

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes consolidés du Groupe, comprenant l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et un tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces comptes consolidés font état d'un total de l'état de la situation financière consolidé qui s'élève à USD (000) 1.274.378 et l'état consolidé du résultat global qui s'élève à la marge nette négatif de USD (000) 69.141.

À notre avis, ces comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes consolidés en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.



Nous avons obtenu des administrateurs et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités des administrateurs relatives à l'établissement des comptes consolidés

Les administrateurs sont responsables de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe aux administrateurs d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs a l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'ils ne peuvent envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes consolidés en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future du Groupe ni quant à l'efficacité ou l'efficace avec laquelle les administrateurs ont mené ou mèneront les affaires du Groupe. Nos responsabilités relatives à l'application par les administrateurs du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les administrateurs, de même que des informations les concernant fournies par ces derniers;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par les administrateurs du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire le Groupe à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes consolidés et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle;
- nous recueillons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit au niveau du Groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux administrateurs et au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.



Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités des administrateurs

Les administrateurs sont responsables de la préparation et du contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés et des autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion sur les comptes consolidés et les autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés, ainsi que de faire rapport sur cet élément.

Aspects relatifs au rapport de gestion sur les comptes consolidés et aux autres informations contenues dans le rapport annuel sur les comptes consolidés

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion sur les comptes consolidés, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes consolidés pour le même exercice, et a été établi conformément à l'article 3:32 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion sur les comptes consolidés comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.



Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis du Groupe au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes consolidés visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes consolidés.

Anvers, le 4 mai 2021

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
représentée par

Sofie Van Grieken

Sofie Van Grieken
Réviseur d'Entreprises